Nouvelle Série
N° 9
9e Année

Défense de l'Occident

NOVEMBRE
1960

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

J. Poillot : Pour l'Honneur de l'Armée française 3

P. de Villemarest : L'Algérie française contre un nouveau traité de Troyes 7

P. Sérant et M. Déon : Entretien sur l'Algérie, la France et l'Occident 14

M. Bardèche : Bavardages auprès des faisceaux 24

P. Hofstetter : Quel jeu joue la Suisse ? 33

H. Coston : Les partis nationaux de l'entre-deux-guerres 40

R. Poulet : D'une prostitution intellectuelle 53

W.P. Romain : Paul Valéry et l'indifférence 58

DOSSIERS DU MOIS :

Docteur J.C. Lemaire : Vers une médecine d'Etat ? 66

CHRONIQUES :

Les livres, par Claude Elsen 71

Notes de lectures : par Claude Elsen, Willy-Paul Romain, Bernard Vorge et Georges Philippe 77

Les Arts, par F.H. Lem 86

Les Spectacles, par Bernard Vorge 94

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente :
58, rue Mazarine, Paris (6e).

Abonnement. — 1 an : 18,00 NF ; Etranger : 24,00 NF

Soutien : 30,00 NF — Propagande : 50,00 NF

C.C.P. : 65 35-65 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°____

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature,

Abonnements. — 1 an : 18 NF

Etranger : 1 an : 24 NF

Soutien : 30 NF ; propagande : 50 NF

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 65 35 - 65 Paris.

Jacques POILLOT.

Pour l'honneur de l'Armée Française

« Mon pays m'a fait mal sous les sombres années
Par les serments jurés que l'on ne tenait pas ».

Robert BRASILLACH.

POUR l'honneur de l'Armée française nous voulons espérer que le serment qu'elle fit sur le Forum d'Alger, le 15 Mai 1958, de maintenir l'Algérie terre de souveraineté française, sera tenu. Nous voulons croire que l'engagement solennel pris devant la Nation à l'égard du peuple français, chrétien et musulman, d'Algérie, ne sera pas renié, et qu'il ne se trouvera pas un seul soldat français pour accepter que soit ôté à ce peuple le plus inaliénable pourtant de tous les droits, le droit à la Patrie, le droit de rester Français sur la terre de ses pères.

Si ce serment était violé, que resterait-il de l'honneur de l'Armée française ? Si la parole donnée par l'Armée de la Nation n'était pas tenue, aucun officier français ne pourrait plus mériter l'estime d'aucun Français digne de ce nom.

Plus aucun Français digne de ce nom ne pourrait plus désormais accepter de servir sous les ordres de soldats qui auraient manqué à leur parole, et *le refus d'obéissance deviendrait alors pour chacun une exigence absolue de la conscience et de l'honneur.*

L'honneur de l'Armée française lui commande donc de s'opposer à ce que l'Algérie, terre de souveraineté française depuis

130 ans, devienne à plus ou moins brève échéance, demain ou au terme d'un processus plus ou moins machiavélique, une République indépendante, un Etat jouissant de sa pleine et entière souveraineté.

Or, c'est cette perspective qu'ouvre le discours présidentiel du 4 novembre, c'est ce déshonorant désastre qu'appelle de ses vœux l'homme qui disait à Mostaganem en 1958 : « *J'engage ma parole d'honneur* qu'il n'y a plus ici que des citoyens français à part entière, vive la France, vive l'Algérie française ».

Etant depuis longtemps fixés sur le sens de l'honneur d'un homme qui s'est d'ailleurs toujours fait gloire, selon ses propres termes, de sa « puissance de ruse et de dissimulation » et qui n'a jamais éprouvé que mépris pour le peuple (en privé il dit « le populo ») nous ne sommes pas de ceux qui s'indignent des propos tenus par M. le Président de la République. Mais parce que nous continuons à croire et à espérer en l'honneur de l'Armée française, nous disons que cet honneur lui fait un devoir imprescriptible, auquel elle ne saurait se soustraire sans perdre jusqu'à sa raison d'être, d'empêcher par tous les moyens en son pouvoir que cette perspective encore purement verbale devienne demain réalité.

Si l'Armée française veut ce que son honneur lui commande, c'est-à-dire combattre et vaincre pour l'Algérie française, la honteuse prophétie de la République Algérienne ne sera bientôt plus que la dernière, et la dernière des dernières, des médiocres habiletés verbales avec lesquelles de Gaulle aura de plus en plus vainement tenté, depuis deux ans, de dissimuler son impuissance totale à résoudre le drame algérien, dans le respect de l'intérêt et de l'honneur de la Nation.

Mais combattre et vaincre pour l'Algérie française, cela veut dire que l'Armée, si elle veut rester fidèle à son serment, devra refuser son concours, *sans lequel rien n'est possible*, à la politique qui par des voies tortueuses et même apparemment contraires à l'objectif enfin ouvertement dévoilé par le discours du 4 novembre, doit conduire à livrer l'Algérie aux criminels de guerre du F.L.N.

Que l'on soit bien persuadé que nous sommes pleinement conscients de la gravité de ce que nous écrivons ici. Ce serait en effet prendre bien légèrement une lourde responsabilité que d'inciter l'Armée de la Nation à la désobéissance envers l'Etat légitime, et même seulement de fixer des limites à son obéissance envers lui.

Ce serait, nous en sommes convaincus, une mauvaise action et condamnable, que de le faire non seulement par sectarisme idéologique, comme on a vu naguère certains le faire, ou par haine envers un homme, comme on peut être assuré qu'on nous en accusera, mais même en invoquant le conflit cruel qui pourrait surgir entre les exigences de l'honneur du soldat et l'obéissance qu'il doit à l'Etat.

C'est parce que cette conviction a toujours été la nôtre que nous fûmes de ceux qui ne purent admettre il y a vingt ans qu'il fût permis d'appeler au nom de cet honneur à la désobéissance envers un Pouvoir légitimement investi par la Représentation nationale.

Mais on ne peut plus considérer comme légitimes, un Etat, un Pouvoir qui violent depuis déjà un an leur propre Loi, qui déchirent avec cynisme le contrat qu'il y a deux ans ils proposaient solennellement à l'approbation de la Nation.

On ne peut plus reconnaître la légitimité d'un Pouvoir qui proclame ouvertement son dessein d'organiser, sous la protection de l'Armée, la sécession d'une partie du territoire national et d'utiliser ainsi la force de l'Armée à l'abaissement de la Nation.

On ne peut plus, en conscience, obéir à un Etat qui, pour réaliser ce criminel dessein, menace, pour briser d'éventuelles oppositions, d'utiliser frauduleusement les règles constitutionnelles qui permettent à son Chef de se saisir de tous les pouvoirs, *pour maintenir l'intégrité du territoire et non pour y porter atteinte.*

La dictature pour perdre, vraiment on n'avait pas encore vu cela en France et c'est un assez ignoble spectacle, bien fait pour écœurer un homme d'honneur, que celui de ce fascisme inverti applaudi par tous les professionnels de l'antifascisme.

Mais la politique menant à la sécession de l'Algérie serait-elle conforme, ce qui n'est pas, à l'esprit comme à la lettre de la Constitution, elle n'en serait pas moins un acte absolument illégitime, frappant d'illégitimité l'Etat qui le commet, s'il est vrai comme l'écrivait ces jours-ci Louis Salleron que *la seule légitimité du Pouvoir c'est la Puissance au service de la Justice.*

Or, ce n'est pas mettre la puissance au service de la justice que de commander à l'Armée française de mettre sa force au service d'une politique qui privera de leur Patrie plus d'un million de Français et plongera une terre française dans une hideuse guerre civile.

La Puissance n'est pas au service de la Justice lorsqu'elle est exercée avec le souverain mépris de la souffrance humaine que montre l'homme qui est présentement à la tête de l'Etat et qui accepte avec une telle désinvolture l'humiliation et l'exil du peuple français d'Algérie.

Ordonné par un Etat qui a détruit de ses mains sa Légitimité, contraire à la parole donnée par nos soldats, l'abandon de l'Algérie serait enfin une violation des règles les plus élémentaires du code et de l'honneur militaires qui interdisent *la capitulation en rase campagne*.

L'abandon de l'Algérie au F.L.N. avec le concours de l'Armée, alors que loin d'être vaincue par lui, elle en a au contraire pratiquement détruit la force militaire, constituerait une véritable capitulation en rase campagne que rien ne pourrait excuser et qui exposerait les chefs de notre Armée au mépris de tous les Français. C'est pourquoi nous ne croyons pas un seul instant que l'Armée puisse obéir aux ordres de trêve unilatérale qui pourraient lui être donnés et qui ne constitueraient en fait que le prélude à la capitulation que l'on veut lui imposer. Il n'est pas possible que l'Armée française, par son concours actif ou même seulement par sa neutralité, consente, elle aussi, à baptiser, comme disait l'autre jour un journaliste ami des fellagha, « d'un baptême national et patriotique » la solution de la République Algérienne.

Il n'est pas possible qu'elle admette que combattre et mourir pour conserver l'Algérie française, soit comme le disait odieusement M. Jean Ferniot, « une hypothèse absurde » et qu'elle tolère que tant de jeunes hommes que l'on envoya combattre pour la Patrie unique, soient finalement morts pour la République Algérienne.

Si elle le tolérait elle devrait rendre compte à la Nation de leur sang inutilement versé.

En ces jours d'attente anxieuse, où le souci de la Patrie se fait soudain si douloureux au cœur de millions de Français, l'honneur de l'Armée française, qui est celui de la Nation toute entière, est entre les mains de ses soldats.

Jacques POILLOT.

Pierre de VILLEMAREST

L'ALGÉRIE FRANÇAISE
contre un nouveau traité de Troyes

UN Régime et une époque, il y a vingt ans, avaient échoué dans les fossés de la débâcle. Secoués, dispersés, abrutis par un choc auquel ils ne s'attendaient pas, des millions de Français cherchaient à s'orienter dans la nuit où la République avait abandonné la France. C'est de cet abandon, de ce Régime en fuite, après des dizaines d'années de pourrissement moral et politique que le pays ne s'est pas encore relevé. Le Maréchal Pétain fut investi par une Chambre la veille encore opposée à son symbole, aux principes qu'on lui prêtait, aux affinités qu'on lui savait, mais fort empressée de disparaître en un moment où la colère populaire, peut-être, allait succéder au désarroi général.

Il y eut deux camps. Apparemment du moins. Car quel que fut le choix de ceux qui cherchaient le meilleur moyen de servir leur Patrie, il s'agissait bien de la même. Nul d'entre nous n'entendit alors de Gaulle ni Pétain déclarer que « la nature des choses » voulait que l'Empire éclatât au vent de l'Histoire. Placée entre l'un et l'autre, l'Algérie stupéfaite ne cherchait pas de nouveau drapeau et les musulmans ne couraient pas au Caire, ni à Washington, ni à Moscou pour nous tirer dans

le dos. C'est au nom de « l'unité de l'Empire » et du maintien de « la souveraineté française » que de Gaulle lançait ses appels. C'est au nom « de la cohésion nationale — voir ses discours — que le Maréchal Pétain s'adressait aux Français et stigmatisait « ceux qui cherchent à exploiter nos misères pour désunir la Nation ». Et plusieurs chroniqueurs d'écrire textuellement à son sujet — parfois les mêmes qu'aujourd'hui pour de Gaulle — « Cet homme est vieux, disent certains. Possible. Mais quelle chance que la France l'ait. Hors lui, il n'y avait personne. Il n'y a personne... ».

Dix-huit ans plus tard, un Parlement en proie à la panique a investi le Général de Gaulle après s'être opposé dix ans durant, et quatre jours encore avant son vote, à son retour au Pouvoir. « Hors lui, il n'y avait personne. Il n'y a absolument personne ». Même processus, quel que soit l'homme porté au Pouvoir. Mais celui qui tenait à « incarner la légitimité » choisit celle du Parlement et des Présidents du Conseil qui avaient pris l'habitude de se relayer au Pouvoir pour continuer, chacun à sa façon, une politique qu'il avait abondamment condamnée. C'est que de Gaulle comme les politiciens professionnels craignait « la cohésion nationale » qui leur échappait, autant qu'une armée symbolisant trop évidemment la France, plutôt que leur République.

Puis il y eut un « referendum », c'est-à-dire ce genre de plébiscite qui réussit toujours pour peu que l'on pose au peuple des questions ou trop imprécises ou trop complexes pour qu'il ait le temps et les moyens d'y voir clair. Ce qui n'empêche pas que certains plébiscites mènent à Sedan.

Mais, souligne un tract « activiste » largement répandu en Métropole depuis plusieurs semaines — sauf dans les milieux où l'on pense — 539 ans après Azincourt, la France a vécu la défaite de Dien Bien Phu. 539 ans

après le Traité de Troyes, il y a « la déclaration du 16 septembre 1959 ». Dans les deux cas, cinq ans se sont écoulés entre une défaite et un aboutissement. Et certes, Charles VI en fin de règne n'était plus le même homme. Isabeau de Bavière se chargeait de penser à sa place. Alors, grands bourgeois, intellectuels de Cour, gens du haut clergé et riches marchands gênés dans leurs affaires et lassés de la guerre de Cent ans, saluèrent « le bon sens, la sagesse et la raison » de celle qui promettait « la paix ». Elle se fit, non pas à Lemin, mais à Troyes. En courant au devant des désirs de l'ennemi étranger qui voulait s'installer sur le territoire français. La paix fut-elle sauvée ? Le parti des sages, le parti qui « pensait », le parti des raisonnables, stigmatisait le parti des exaltés, des indisciplinés, des soudards, qui faute d'un Du Guesclin suivait ardemment la chevauchée d'une fille simple d'esprit, et se refusait à délester la Patrie de cent ans d'Histoire.

Il y eut du sang encore. Entre Français. Durant près de neuf ans.

Aujourd'hui, c'est de « 130 ans » qu'on propose de nous délester. Après quoi la paix régnera entre gens civilisés, au sein de la Patrie redevenue hexagonale. Mais il y a beaucoup de manants, de soudards, de lieutenants, dans le royaume d'Isabeau, qui ne pensent pas du tout comme les grands bourgeois, les intellectuels de l'Elysée, certaines gens d'Eglise, et de nombreux affairistes.

Le général de Gaulle reprochait à Pétain de se contenter de régner sur une France coupée en deux, et de risquer de livrer l'Empire à l'ennemi. Le chef de l'Etat règne sur une France réunifiée, mais parlant du vent de l'Histoire là où d'autres évoquent sa roue, a fait appel à la « cohésion nationale » tout en morcellant ses fondements. Et tandis que 10 millions d'habitants d'une province n'ont jamais couru au Caire, ni à Washigton, ni

à Moscou, durant que la nuit de la débâcle avait enseveli le drapeau commun, pour y chercher des finances et une nationalité nouvelle, il leur enjoint de fonder une « république » serait-ce contre la France. Ainsi, ou bien cette République naîtrait de sa volonté — et une fois indépendante, voire associée à nous, les assassins y rentreraient en vainqueurs, pour régler leurs comptes à leurs propres coreligionnaires —, ou bien elle naîtrait d'une entente soudain harmonieuse entre assassins et familles des victimes assassinées durant sept ans.

L'homme qui veut imposer cette « vision » se croit « révolutionnaire ». Il se croit en avance sur son temps. Or, il n'y a pas plus conservateur que le général de Gaulle. Mais il l'est à la façon des messieurs de la Compagnie de Suez qui affirmaient gravement, lorsque Nasser s'empara du canal, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Quelques jours passeraient. Il n'aurait ni techniciens, ni pilotes pour le faire fonctionner. Il faudrait des années pour en former éventuellement de nouveaux... Quelques semaines plus tard, le canal fonctionnait. Sans les experts, pilotes et techniciens dévoués à la Compagnie...

De Gaulle est conservateur à la façon dont le sont les potentats qui ont dit que Mohamed V revenu sur son trône, Bourguiba rentré à Tunis, la France, grâce à eux, grâce à leurs capitaux, grâce à leurs techniciens resterait présente. Car la France pour eux, ce n'était pas ceux qui cultivaient la terre, travaillaient dans les mines, faisaient des routes ; ce n'était pas les petits colons méprisables, sans culture, sans bonne éducation. Les manants sont partis. La famille Walter a cédé ses intérêts à d'autres. Mohamed V est là. Mais l'anarchie guette le Maroc. La Tunisie, avec le Maroc, est débordée, investie, pénétrée par des courants d'intérêts et d'idéologies contradictoires, et certains feux d'artifice se préparent dont les peuples marocain et tunisien

feront les frais. Et avec eux l'Algérie, la France, l'Europe entière, même si le général de Gaulle apprécie « mon compagnon » Mohamed V et si M. Brouillet affectionne M. Bourguiba.

N'ayant pas réussi à créer son Europe « de l'Atlantique à l'Oural », le général de Gaulle se rabat sur la création de la « République algérienne » et cela « au nom du bon sens, de la raison, et de la paix ». Car il faut tout de même qu'il justifie ce titre de « Cavour contemporain » que lui a gravement décerné le comte apatride, de naissance nippo-tchèque, Coudenhove-Kalergi. La « vision » risque de nous coûter cher. Cette « vision » est d'ailleurs très fluctuante. Ainsi, au printemps dernier, M. Khrouchtchev était accueilli comme « représentant de la Russie traditionnelle » tandis qu'on célébrait le fait « qu'aucun litige ne nous sépare ». Quelques mois plus tard, « on » fustige « l'impérialisme et le colonialisme soviétique »... L'U.R.S.S. a-t-elle changé de régime depuis six mois ? Non, mais le général de Gaulle s'est imaginé, à force d'identifier l'U.R.S.S. à la Russie, qu'on pouvait traiter avec elle d'Etat à Etat. Pour lui la guerre subversive n'existe pas, et les révolutionnaires de France et d'ailleurs ne sont que des soudards indisciplinés lorsqu'ils lui échappent, et des tenants de « l'abandon vulgaire » lorsqu'ils veulent précipiter sa marche vers l'abîme.

Nous voici donc au bord des abandons distingués. Mais aussi de la guerre civile. Il y a beaucoup de lieutenants, face à la cohorte des présidents du Conseil professionnels, face à la Cour Elyséenne et l'Armée n'a pas encore trouvé son Carnot si elle compte beaucoup de généraux. C'est sur cela que compte le chef de l'Etat. Et sur le fait que face à l'Algérie qui veut rester une terre française, grâce aux astuces d'un referendum, six millions de voix communistes s'ajoutant à celles des

gens raisonnables, à celles de la Cour d'Isabeau de Bavière, il va dresser, imposer sa politique.

Le Traité de Troyes ne fut pas désavoué par le peuple. Mais le peupe fut partagé entre les Armagnacs et les Bourguignons. Comment appeler à la « cohésion nationale » quand on détruit les raisons naturelles de cette cohésion ? N'existait-elle pas en Mai et Juin 1958 ? Qui l'a rompue ? Les Musulmans ne demandaient pas une « république », mais l'assurance que la patrie tutélaire ne les abandonnait pas. Et que cesseraient certaines disparités, certaines injustices, comme il en existe — mais le général de Gaulle les ignore — dans certains faubourgs de nos villes, dans des villages français qui meurent lentement, et même dans les inégalités sociales de plus en plus flagrantes en France.

A toute médaille, même de fausse monnaie, il y a un revers, et un avers. L'avers, c'est ceci : Ceux qui vivaient du prestige du Maréchal Pétain et de son Pouvoir, et s'intéressaient moins à la France qu'à cela, et ceux qui vivent du Pouvoir du général de Gaulle et du fait qu'il les a sauvés de la colère de la Nation, se retrouvent ensemble aujourd'hui, derrière lui. Mais le peuple français, quoi qu'en disent les sondages préfectoraux, ne croit plus aux mythes qui trop longtemps l'ont artificiellement divisé. Dira-t-on qu'Eustache de Saint-Pierre et les bourgeois de Calais qui sacrifiaient leurs libertés en croyant dégager ainsi de ses souffrances leur ville assiégée, et les manants et les soudards qui risquaient leur vie dans l'espoir d'aboutir à Reims, employant des voies différentes, ne croyaient pas en la même Patrie ?

Aujourd'hui, les assiégés de Calais et les exaltés qui suivaient Jeanne d'Arc trouvent dans la défense de l'Algérie contre un nouveau Traité de Troyes, les raisons de s'unir au-delà des questions de personnes. Il ne s'agit pas de la défense d'intérêts privés — les seuls

qui inquiètent Charles de Gaulle puisqu'il parle déjà de les protéger (mais il ne dit pas comment) — mais de savoir si les Français qui prétendent à ce titre sont prêts à en assumer les risques. Sans quoi ils seraient comme certains prétendus « européens » qui ne voient en l'Europe qu'une éventuelle prospérité plus grande, qui n'espèrent en elle que parce qu'ils croient que l'addition des populations protège une civilisation contre les barbares. Un pays, une civilisation meurent si des hommes se refusent à mourir pour elle. Les hommes se battent pour leur terre, pour les leurs, au-delà pour ceux qui pensent, vivent et respirent comme eux. Ils ne se battent pas pour une « vision » personnelle de l'Histoire, même plébiscitée. Ou alors c'est la catastrophe, pour leur régime et pour eux.

Pierre de VILLEMAREST.

Dialogue entre

MICHEL DÉON ET PAUL SÉRANT

sur l'Algérie, la France et l'Occident

Quelques semaines avant le 13 *mai* 1958, *Paul Sérant publiait un essai* Où va la Droite, *dans lequel il exprimait ses doutes sur les chances de la politique d'intégration et se prononçait pour une solution fédérale du problème algérien. En avril* 1959, *Michel Déon publiait lui aussi une étude dans la collection « Tribune Libre » de Plon, « L'Armée d'Algérie et la pacification ». Michel Déon, qui venait d'effectuer un voyage d'étude en Algérie, en était revenu convaincu que la seule riposte efficace à l'action subversive du F.L.N. était la politique d'intégration, telle que la concevait l'élite de notre armée.*

Dans le débat qu'on va lire, et qui a eu lieu avant le discours présidentiel du 4 *novembre, les deux écrivains s'interrogent sur l'évolution de la situation en Algérie, et dans l'ensemble du monde occidental, depuis la publication de leurs livres respectifs, et sur les problèmes qu'une situation générale dramatique pose à l'écrivain contemporain.*

P. S. — Nous n'étions pas du même avis sur la question algérienne, mon cher Déon, et peut-être nous serions-nous brouillés, si nous n'avions eu l'un et l'autre la conviction que cette question était d'une extrême complexité, et qu'il eut été prétentieux de prétendre détenir la vérité à son propos. Bref, ni vous ni moi n'étions certains d'avoir pleinement raison ; tout en exprimant ce qui nous semblait vrai, nous restions disposés à admettre que les points de vue opposés aux nôtres pouvaient contenir une part de vérité. En ce qui me concerne, après le 13 mai 1958, je me suis dit : peut-être mes positions de *Où va la Droite*, sont-elles maintenant dépassées, peut-être le seul choix possible est-il entre l'intégration, d'une part, la victoire du F.L.N. d'autre part. L'intégration me paraissait toujours une solution difficile et pratiquement inviable : mais je me disais que si vraiment le slogan « Algérie française » était susceptible d'arracher définitivement au F.L.N. la masse des Musulmans algériens attentistes, que si vraiment nos chefs militaires n'avaient de chance de réussir qu'au nom de l'intégration, alors un Français ne pouvait plus contester formellement cette politique sans prendre de graves responsabilités. Je dois dire cependant que je ne me suis pas interrogé longtemps : quelques mois seulement après le 13 mai, j'étais à nouveau convaincu que l'intégration n'était pas la solution possible.

Mon livre, vous le savez, a étonné certains de mes amis : et je connais des gens qui ont fait courir le bruit que je m'étais rallié à Mendès-France. Vous avez vous-même été victime de simplification du même genre, je crois : on a dit que ce romancier « a-politique » se découvrait soudain une vocation d'activiste. De telles réactions n'ont rien d'anormal dans une époque pressée, bousculée, où l'on éprouve le besoin de classer les gens selon des catégories sommaires. Mais notre dialo-

gue d'aujourd'hui prouve que nous ne sommes pas exactement ce qu'on a dit que nous étions. Notre conviction commune, à l'heure actuelle, c'est que nos positions d'il y a un ou deux ans sont également remises en question par l'accélération des événements. Mais j'aimerais savoir si ce que je viens de dire vous paraît ou non exact.

M. D. — *En effet, j'ai été « intégrationniste » en 1958, après un voyage d'étude en Algérie. Un livre a donné mes raisons. Entre ce voyage et aujourd'hui, j'ai vécu deux ans à l'étranger, sans nouvelles d'Alger, ne recevant pour toute information que la presse américaine et n'écoutant que rarement la radio officielle française. Des informations gouvernementales il y a peu à retenir, mais de la presse américaine, des journaux italiens, portugais et anglais qui me tombaient sous les yeux, se dégageait une vérité assez forte : le monde entier s'est ligué contre l'action de la France en Algérie. Ce n'est pas un mince élément du problème. Il faut en tenir compte. Au retour, il m'est apparu une autre vérité : la France avait, de nouveau, perdu sa chance en Algérie. Le grand élan de Mai 58 qui avait balayé le F.L.N., forcé les casbahs muettes, ouvert le bled, était mort, enterré. Le terrorisme reprenait de plus belle. Nous n'avions pas saisi l'occasion aux cheveux. Elle nous était passée sous le nez. Nous n'avons aucune chance de la voir se renouveler. Toutes les précautions ont été prises pour cela, y compris les plus basses, les plus policières, comme celles qui ont provoqué le drame du 24 janvier 60. En fait, je continue de croire qu'il eut suffi d'un mot en mai et juin 58 pour que tous les musulmans, ou presque, se rangeassent du côté de la France. Le mot n'a pas été dit, parce que le Président de la République n'aime pas emprunter son vocabulaire à d'autres politiciens, et parce que, déjà, sa conviction intime était que le sens de*

l'Histoire dont il est non pas un moteur, mais un des jouets, est irréversible. En fait, je crois que ce monarchiste, ce chrétien, cet aristocrate est fasciné par un avenir démocrate-populaire, progressiste-chrétien et par l'odeur puissante des masses qu'il énivre de ses discours.

P. S. — Ce que vous venez de dire au sujet de l'opinion internationale est tout à fait exact. Il est certain que l'étranger, y compris nos alliés, juge sévèrement notre action en Algérie. Il est non moins certain qu'il n'y a pas place dans le monde de 1960, pour une politique exclusivement nationaliste, pour une politique qui ne tiendrait pas compte des réactions extérieures. Nous ne pourrons pas régler le problème algérien sans obtenir l'accord d'un certain nombre de puissances.

A cela, je le sais, certains répondent : il faut s'imposer à l'opinion internationale, il faut agir en étant sûr de soi et du bien-fondé de sa cause — et alors, l'opinion internationale s'incline. Dans le cas de l'Algérie, je ne crois pas à une possibilité de cet ordre. Car le problème algérien est en lui-même un problème international : il intéresse, d'une part, nos partenaires de l'O.T.A.N., d'autre part, la Tunisie et le Maroc, et, indirectement, l'ensemble du monde afro-asiatique.

C'est pourquoi je proposais, dans *Où va la Droite*, de dire : *Algérie européenne*, plutôt que *Algérie française*. Je voulais faire entendre par là que la France devait associer ses alliés européens à la solution du problème algérien ; que la solution de ce problème ne devait pas seulement être l'œuvre de la France, mais celle de l'Europe occidentale tout entière. Aujourd'hui plus que jamais, je suis convaincu que la question met en jeu l'ensemble des intérêts européens. Et je voudrais que le drame algérien nous aidât à hâter la construction européenne.

M. D. — *Il y a pas de doute que la question algérienne dépasse le cadre français, je dirais même qu'elle dépasse le cadre européen, qu'elle intéresse l'O.T.A.N. et toute la position défensive de ce qui reste du monde libre. Ce monde libre s'effrite de mois en mois, avec une vitesse accélérée qui n'est pas sans nous laisser rêveur. La France n'a pas su faire comprendre à ses alliés et aux neutres qu'elle défendait en Algérie une place forte, semblable au Mayence dont Napoléon disait qu'il était un pistolet dirigé au cœur de l'Allemagne. Il nous a manqué une propagande, une conviction, une suite dans les idées, qui ont largement facilité la tâche du F.L.N. Toute une partie de notre presse a déclaré la France coupable et vous savez ce qui se passe dans ces cas là, on devient coupable à partir du moment où un jugement a été prononcé, on purge sa peine et on est réhabilité (ou pas réhabilité) cinquante ans après. C'est trop tard. Il peut paraître démodé de vouloir tenir encore en 1960 des places fortes, mais les Russes le font bien, pourquoi pas nous, surtout si, comme je continue de le penser, des raisons sentimentales, morales et matérielles nous inclinaient, de plus, à croire nécessaire et meilleure pour l'Algérie, une union étroite avec la France. Mais nous parlons du passé, c'est un peu lâche. Il faudrait envisager l'avenir proche, celui où la France aux abois, mise à genou par la guerre subversive, devra lâcher du lest, encore du lest, toujours du lest, jusqu'au matin où l'Afrique du Nord verra partir le dernier soldat français. Est-il trop tôt pour s'en préoccuper, pour se préoccuper du sort des Algériens de souche européenne et des Algériens musulmans qui avaient opté pour nous, au péril de leur vie. Allons-nous être surpris par leur arrivée brusquée comme les Belges ont été surpris par le retour de leurs compatriotes du Congo ? Je ne le crois pas, et je souhaiterais un gouvernement lucide qui ne s'embarrasse pas de mots, ne ménage pas la chèvre et le chou, ne fasse*

pas la politique de Mendès-France et celle de Soustelle en même temps, pour le plus grand malheur de quelque neuf millions de cobayes.

P. S. — Vous dites qu'il nous a manqué une propagande, et de la suite dans les idées. J'irai plus loin : la prolongation des opérations en Algérie risque de provoquer une guerre civile en Métropole. La division des Français que nous connaissons à ce propos est peut-être encore plus grave que celle dont nous avons souffert sous l'occupation. En 1940-44, en effet, les Français se considéraient mutuellement comme des traîtres, c'est vrai, mais ils étaient d'accord pour souhaiter la libération du territoire et le retour à la paix ; autrement dit, ils se divisaient sur les moyens non sur les buts. Aujourd'hui l'antagonisme est plus profond : car il est scandaleux, pour certains Français, que l'Algérie soit française, comme il est scandaleux pour d'autres qu'elle ne le soit pas.

Si l'on tient compte de cet état de l'esprit public, comme de l'opinion internationale, on est obligé de conclure comme vous le faites. Oui, il faut songer dès maintenant aux mesures à prendre pour le cas où le pire aurait lieu, c'est-à-dire une sorte d'effondrement politique français. Mais si l'effondrement en question a lieu, qui donc aura l'autorité nécessaire pour atténuer les souffrances des Européens d'Algérie et des Musulmans pro-Français ? Il me semble...

M. D. — *Ne sommes-nous pas déjà en plein « effondrement » ? Vous avez pu constater comme tout le monde l'usure du pouvoir actuel. Le pays est gouverné, certes, mais par des moyens que nous connaissons : une radio strictement gouvernementale dans ses informations, une presse des plus prudentes qui vit sous la menace de la saisie, des expulsions d'Algérie, des procès à huis-*

clos, des scandales opportunément découverts pour faire taire des adversaires gênants, un parlement réduit au ridicule. Un gouvernement fasciste et qui se reconnaît pour tel, peut durer avec ces mesures exceptionnelles, mais pas un gouvernement qui n'a que le mot démocratie à la bouche. Ces mesures sont des boomerangs. Elles reviennent, une à une, frapper leur auteur et je ne crois sincèrement pas que la Ve République soit plus forte que la IVe à la veille de son suicide. Les lézardes se dessinent : l'armée, même décapitée, même truffée de policiers, de moutons et de provocateurs, ne demande qu'à ne pas obéir. L'administration provinciale ne va pas mieux : un préfet a pu récemment demander au gouvernement de ne pas nommer le Général Massu à la tête d'une région militaire parce qu'il craint les syndicats, l'opposition communiste. En fait. je crois que nous vivons l'effondrement sans bien le percevoir, que nous nous aveuglons par paresse, mais le pays est devenu ingouvernable et nous sommes à la veille d'un nouveau juin 1936. *Le général de Gaulle a eu récemment des paroles amères et fort compréhensibles, en rappelant que « ses jours sont comptés ». Si isolé soit-il du monde extérieur, il n'a pas pu ne pas percevoir cet effondrement et je comprends son drame : il faudrait agir vite, devancer l'adversaire et lui retirer ses armes. Mais pour cela, il faudrait oser poser clairement le problème : le bolchevisme a-t-il ou non pratiquement gagné la partie ? Pour ma part, je crois que oui. Et je crois que la faute en est plus à la France de ces deux dernières années qu'à l'Amérique.*

P. S. — Autrement dit, si je vous comprends bien, vous pensez que nous allons à une crise française qui constituera une nouvelle et très importante étape de la communisation de l'Europe. Personnellement je ne suis pas aussi pessimiste, peut-être parce que l'état du pays

ne me paraît pas aussi grave qu'à vous. Je parlais tout à l'heure d'un risque de guerre civile : je crois cependant qu'il peut être écarté. Car si les Français sont profondément divisés, il n'y a malgré tout qu'une petite minorité d'entre eux qui aspire à la violence. La grande majorité de nos compatriotes est profondément pacifique. Faudrait-il voir là précisément une mentalité de démission, d'abandon, une sorte de lâcheté collective permettant à des hommes résolus d'instaurer la terreur dans le pays ? Je n'en suis pas sûr. Mais le risque sera d'autant plus grand que la guerre d'Algérie se prolongera. Le mécontentement général dont vous parliez très justement est lié en grande partie à la prolongation du conflit. Et c'est cette même prolongation qui donne aussi, à mon sens, de sérieuses chances à une action communiste. J'en reviens à mon idée de tout à l'heure : la résistance au communisme, tout comme la véritable pacification de l'Algérie, n'est plus une question dépendant uniquement de nous. Hâtons-nous d'élaborer une politique européenne et atlantique. Il y a, chez les Français nationaux, et chez ceux de gauche, une commune illusion sur les possibilités d'une France ignorant le reste du monde. A cet égard, Claude Bourdet n'est pas moins « nationaliste » que Pierre Boutang. Vous voyez ce que je veux dire : la gauche intellectuelle s'imagine qu'une politique de gauche française pourrait réussir même si elle était contraire aux vœux des autres nations occidentales. L'illusion est la même que chez les partisans de la force de frappe française. Et c'est cette illusion qu'il faut dissiper.

M. D. — *Je suis bien de votre avis sur la nécessité d'une politique européenne et même atlantique, mais là encore je serai pessimiste. La politique européenne de la France a toujours été embarrassée par deux obstacles : la mégalomanie française d'une part et le ressen-*

timent à l'égard de l'Allemagne. Sur la mégalomanie, je n'insisterai pas. Elle s'est plutôt aggravée. Sur le ressentiment, je serai plus optimiste : il semble que la prospérité allemande, les bonnes affaires avec ce pays devenu richissime en quinze ans, aient dissipé le malaise. L'Allemagne a prêté de l'argent à la France pour ses échéances. Les échanges industriels et commerciaux s'amplifient. Le Français qui est bien plus réaliste qu'idéaliste, ne regarde plus ce tas d'or avec la même haine. Reste toujours la mégalomanie. J'ai dit plus haut qu'elle s'était aggravée au moment même où cela se justifiait le moins, où la Communauté mort-née, l'Algérie bientôt indépendante, il nous faudrait parler un peu moins haut. Que la France prenne conscience de sa vraie mesure et l'Europe sera possible. Si elle l'est, on peut, en effet, espérer retarder de quelques années, l'échéance bolcheviste. Mais de tous les pays d'Europe, c'est la France qui compte le plus de communistes. Dans un système fédéral, ils seront toujours prêts à jeter de l'huile sur le feu, à brouiller le jeu du libre-échange, à semer des peaux de banane sous les pieds du gouvernement. Une Europe sans la France serait bien plus unie, bien plus solide face à l'adversaire. Ce ne serait pas notre intérêt et je le dis avec regret, mais je crains d'approcher là une vérité. Maintenant, la question que je me pose est de savoir si nous avons intérêt ou non à retarder le déferlement de la vague. Est-ce que nous ne nous épuiserons pas économiquement à construire des armes sans cesse plus coûteuses. Les armes ne nous serviront à rien, car, de toute façon, les Etats-Unis seuls sont en mesure de s'opposer à l'U.R.S.S. Tandis que si nous augmentions le niveau de vie ouvrier, paysan et fonctionnaire nous aurions une chance, le jour de l'invasion, de contaminer rapidement un occupant qui s'est privé de tout pour envoyer des morceaux de fer dans la lune.

P. S. — Je crois que l'organisation de l'Europe donnerait à la France de sérieuses chances pour cette modernisation que vous souhaitez et que je souhaite avec vous : il y a une routine française qu'il faut briser, et le resserrement des liens avec les pays voisins aiderait à le faire.

Quant au risque d'occupation dont vous parlez, croyez-vous vraiment les Russes décidés à le courir ? Je me demande si vous ne cédez pas à une vision catastrophique de l'histoire, assez proche de celle qu'avait Drieu à la fin de la seconde guerre mondiale.

En tous cas, et pour nous résumer, je dirais pour ma part que notre rôle doit être d'aider au rétablissement de la sérénité, et non pas à l'exaspération des passions. Il y a déjà assez de fanatiques...

M. D. — *Bien sûr, on peut tout concevoir et rien n'est obligatoire. Disons seulement qu'il y a de fortes chances pour qu'une vue pessimiste de l'avenir soit la bonne. Quant à la sérénité, j'y crois plus dans la lucide vision d'un monde appelé au rouge que dans l'optimisme béat qui est de rigueur dans les milieux officiels. Mon sentiment est d'ailleurs que s'il y a une invasion russe, elle ne rencontrera pratiquement pas de résistance. Les Américains abandonneront l'Europe et reprendront Cuba, puis resteront bien au chaud dans leur continent, en disant aux Russes : « Donnant, donnant ». Seule l'Allemagne de l'Ouest résistera un moment. Il est possible que son action retardatrice adoucisse à ce moment là les conditions qui seront appliquées au reste de l'Europe et à la France en particulier. Nous aurons alors un communisme rose et il n'est pas certain que l'on nous empêchera de publier des romans a-politiques ce à quoi nous aurions toujours dû nous borner si nous n'étions pas de vilains trublions.*

Maurice BARDECHE

Bavardages auprès des faisceaux

Les écrivains n'inventent pas les formes de l'opposition politique. Qu'ils le veuillent ou non, leur pensée ne peut que s'insérer dans l'une des trois formes d'opposition classique, l'opposition parlementaire, l'opposition de combat, ou l'opposition révolutionnaire. En deça, il n'y a pas d'opposition, il n'y a que des intrigues et des questions de personne ; au delà, il n'y a plus de construction, il ne reste plus que le nihilisme littéraire et l'exhibitionnisme, Erostrate ou Dada.

La plupart des écrivains, il faut bien l'avouer, préfèrent la première de ces oppositions, l'opposition de Sa Majesté, laquelle n'exclut pas des honneurs et des places et comporte peu de risques : ils sont donc socialistes, progressistes, humanitaires, chrétiens, réactionnaires, variétés de pissenlits littéraires qui fournissent les plates-bandes de la grande presse et de la radio et que les gouvernements arrosent semestriellement au titre de la Présidence du Conseil et de la Direction des Arts et Lettres.

Un petit nombre s'expose davantage. Ils se réclament de l'opposition de combat, laquelle s'attaque au régime. Ceux-là combattent les hommes en place, discutent les principes et l'orientation de leur action politique, donnent des coups et en reçoivent. Ils prédisent comme Cassandre et injurient comme Daudet. Ils ont leur grand

ancêtre, c'est Victor Hugo exilé. L'opposition de combat peut aller loin : les républicains de 1870 ont très consciemment souhaité la défaite militaire et ils ont poussé des cris de joie après Sedan. Néanmoins, l'opposition de combat ne dépasse pas certaines limites. Les cadres sociaux, les situations de fait et aussi les vérités premières sur lesquelles vit la société de son temps sont acceptés par elle. Elle veut le changement du régime, mais elle a, au fond, la même conception du monde que ses ennemis : les mêmes républicains de 1870 qui se réjouissaient de Sedan firent tirer quelques mois plus tard sur les insurgés de la commune.

Sur le plan littéraire, cette opposition porte des fruits riches et pleins : elle s'exprime par le pamphlet, par le drame, par la fiction littéraire, par l'histoire, crée ses héros qu'elle oppose à son temps, brille dans le témoignage et s'élance toute bottée dans les fondrières de boue de l'invective. C'est la voie royale des grands écrivains. Ils sortent de leur combat casqués et hirsutes et leur tête de Méduse se dresse au-dessus des siècles. Puis on range leurs livres bien sagement auprès de ceux qui ont poursuivi dans le silence les bulles colorées de leurs rêves, joueurs de quilles qui n'ont rien voulu entendre du fracas de leur siècle et les belles images intemporelles de ceux-ci accueillent comme des frères les héros dont le cri a été assez pur pour traverser le désert des siècles. Laissons ces beaux coursiers tout couverts de poussière et de sueur. Qui est sûr d'être de ceux-là ?

Mais il y a une dernière forme d'opposition qui s'accorde infiniment moins bien avec les exigences d'une carrière littéraire : c'est l'opposition qui met tout en question, qui nie les bases même sur lesquelles repose la puissance des riches et la bonne grâce des mécènes, qui voit tout, qui juge tout à travers la grille d'un autre langage, opposition effrayante, opposition monstrueuse, qui voit un autre univers à la place de l'uni-

vers qui est, avec laquelle aucun dialogue n'est possible, race de sourds qui marchent dans leur rêve, rejettent nos axiomes et qui ont des clefs inconnues de nous pour déchiffrer notre présent et notre histoire.

Ces oppositions totales fonctionnent comme des Eglises ce qu'elles sont en effet. Elles sont soumises aux hasards des guerres de religion et à leurs phases. Si l'Eglise est forte, les écrivains qui lui appartiennent ont une situation comparable à celle des pissenlits décrits tout à l'heure. Il y a aussi des situations intermédiaires, des chrétiens du seuil pour ainsi dire. Ce n'est pas un des moindres paradoxes du monde moderne que de voir ces vocations apostoliques conduire à de paisibles évêchés littéraires ou à de riches canonicats. Les œuvres en tirent peu de profit. Le conformisme nourrit, mais il inspire mal. Aragon rejoint Duhamel. Il n'y a qu'une seule différence : de temps en temps paraît une œuvre posthume d'Aragon.

Cette stérilité des Eglises triomphantes est générale : le national - socialisme et le fascisme n'ont pas mieux réussi à incarner leur pensée dans une œuvre illustre que le communisme : l'Empire pas davantage. Et pourtant l'écrivain qui voit du monde une autre image que ses contemporains, celui-là devrait avoir quelque chose à dire, son œuvre tout entière repose sur une source réelle et permanente d'*inspiration*. Et, en fait, c'est cette vision personnelle du monde, cette vision *révolutionnaire* qui a fourni une bonne part des grandes œuvres du passé : mais la politique n'est qu'une part, et à l'examen, la moindre, de cette inspiration.

Car nos grands livres ont été d'abord ceux de ces joueurs de quilles qui savaient à peine quelle image de César était gravée sur les ducats. Mais aussi ceux d'hommes qui ont porté dans leur tête une *image rectifiée* du monde. Une condition, toutefois, fut toujours essentielle : il leur fallut créer *une forme* pour exprimer leur image

du monde. Hors de cette condition, il n'y a pas d'écrivain, il n'y a que des théoriciens. Rabelais et aussi Rousseau ont atteint les hommes de leur temps et les hommes du nôtre parce qu'ils ont inventé une forme pour y mouler leur pensée. Et encore Eisenstein, s'il est le plus grand poète du communisme, c'est parce que lui aussi a inventé une forme. Et plus près de nous, Céline est le plus grand écrivain révolutionnaire de notre temps, non à cause de ce qu'il dit, mais parce qu'il a été le créateur d'une forme, d'un moule qui n'appartient qu'à lui. Mais il y a une autre chose encore. Ce n'est pas toujours une autre image du monde qu'il faut porter en soi, on peut laisser une marque aussi forte, aussi profonde, si l'on porte en soi une autre image de l'homme. Proust et aussi Dostoievsky ont une grille à eux à travers laquelle ils lisent l'homme. Cette grille n'a rien de politique. Mais leur vision des choses est *révolutionnaire* et elle ressemble à celle des révolutionnaires parce qu'ils accusent notre regard de somnolence, d'aveuglement et d'aberration.

Cette manière de *s'opposer* dans la plénitude du terme est moins facile et aussi moins facilement glorieuse que l'autre. Et que d'ossements sur cette route ! C'est la forêt la plus inexplorée de l'histoire littéraire. Où sont-ils ceux qui ont lu leur temps à travers une autre image qu'ils portaient dans leur tête, petits prophètes qu'on rencontre dans les feuilles mortes de l'histoire, desséchés comme des oiseaux morts ? Où vivent-ils de leur vie sous la cendre, initiés d'obscures sectes, obscurs eux-mêmes comme des inventeurs ? Il existe toujours en Suède et en Allemagne une Eglise de Swedenborg et des disciples de Jacob Bœhm. Nous pouvons suivre la filiation des initiations martinistes de parrain en parrain jusqu'au règne de Louis XVI. Des héritiers des rose-croix vivent encore sur les plateaux du Thibet et une légende dit que l'un d'eux fut un des mages qu'écoutait Hitler. Or, les rose-croix se rattachent à la tradition spirituelle des Tem-

pliers. Balzac dit qu'il existait encore sous la Restauration des familles jansénistes qui ne se mariaient qu'entre elles et qui vivaient scrupuleusement selon les préceptes établis par l'abbé de Saint-Cyran. On m'apporta pendant la guerre les livres de Saint-Yves d'Alveydre qui était un contemporain de Napoléon III : c'était, me dit-on, l'origine des idées de la Synarchie qui contenait les secrets du gouvernement du monde. Et, après tout, Robespierre, sans des hasards heureux, n'eût été qu'un bel esprit de province, projetant secrètement un film à lui dans son cerveau, spectateur solitaire d'un opéra de la république dont nul n'aurait connu le livret. Et Lénine, sans le wagon plombé ?

Tous ceux qui mettent en question l'ordre des choses, que leur Eglise soit triomphante ou humiliée, leur *grille* leur donne une lecture de la vie qui nous est inconnue, et leur dévoile des reliefs que nous ne voyons pas, elle crée ou développe chez eux des sentiments et des passions que nous ignorons. Ce monde absurde, ce monde plat dont les cahots nous réveillent sans que nous en comprenions les caus es, est pour eux un paysage de causes, une horloge sur laquelle ils lisent l'heure du destin. Et assurément, ils peuvent se tromper, et souvent ils se trompent et le monde qu'ils voient peut être enfantin ou bizarre, halluciné comme celui du Cabinet du Dr Caligari : surtout quand il s'agit d'explications politiques ou machiavéliques du monde. Il y a un infantilisme de ces représentations *révolutionnaires* du réel. Je n'ai pas besoin de les citer. Anouilh en a fait un de ses meilleurs personnages, le Malinier de *L'Huluberlu.* Bien sûr. Mais qu'est-ce que Stendahl, quest-ce que Rousseau, qu'est-ce que Saint-Simon ? La lampe qu'ils tiennent à la main et qui leur éclaire ce monde que leurs contemporains n'ont pas vu, c'est la même que celle de Malinier : seulement Malinier est une caricature et sa lampe n'est qu'une lampe Pigeon. Je le répète : il ne suffit pas de

porter en soi une autre image du monde et de bâtir avec force, grâce à cette réfraction, l'injustice, l'incohérence et l'absurdité du monde où nous vivons. Avant tout, l'écrivain qui dure est celui qui invente un langage et un moyen frappant d'expression. Celui qui n'est pas cet inventeur n'est pas un créateur véritable. Sa révolte peut être belle, ses idées peuvent être justes, il manque une corde à son violon, et c'est celle qui permet de se faire entendre à travers le temps.

Oui, la foi du charbonnier, la foi de l'apôtre, les lignes les plus noires, les plus visibles, comme ces feuilles qu'on met sous le papier blanc pour écrire droit, cela ne suffit pas. Le sceau a beau être là, il arrive qu'il ne prenne pas sur la cire. Voyez Claudel et voyez Mauriac. A travers son vitrail, Claudel a vu se dresser un monde qui lui a éclairé les choses autour de lui et le charbon du prophète a été sur ses lèvres. Mauriac a le même vitrail : mais où est Cygne de Coûfontaine ? Tout cela, assurément, n'est pas juste. La conscience, par exemple, la fameuse colère de la conscience, elle devrait être un prisme, elle aussi, qui donnerait sa profondeur au monde injuste qui nous entoure, elle devrait creuser de reliefs, faire surgir de terribles zones d'ombres. Elle devrait rendre notre univers moral aussi clairement visible qu'une carte de la lune. Eh bien, la conscience produit des pamphlets, des phrases tant qu'on en veut, elle fait gémir les girouettes, mais il n'est jamais rien resté après son passage. *La Case de l'Oncle Tom*, c'est tout ce qu'elle a donné, la conscience. Au contraire, des êtres sans conscience qui ne donneraient pas un sou pour les petits Chinois, la nature leur fait cadeau d'un pouvoir de réfraction qui s'exerce en l'air, qui ne repose sur rien, ne construit rien et qui leur fait voir un monde à eux, un monde en relief, purement gratuit, qui ne se verse dans aucune philosophie et dans aucune politique, vagabondage de la nature, floraison purement luxuriante.

Les joueurs de quilles ont-ils raison ? C'est l'homme qu'il s'agit de voir, après tout, dans cette seconde vue. Et le rêve d'un autre ordre qu'on porte en soi peut aider, c'est tout. J'aime les romans de Marcel Aymé et je ne peux pas lire une ligne de Jean-Paul Sartre. J'aime les pièces de Jean Anouilh et je baille à celles de Camus. Tout cela est bien contraire à mes principes. Et assurément je suis plein de contradictions.

La politique même, sur laquelle débouchent la plupart du temps ces lectures différents de la réalité dont je fais tant de cas, ou qui d'autres fois les inspire, je ne suis pas sûr qu'elle ne soit pas, en définitive, un obstacle à la découverte d'un mode d'expression. Car elle simplifie arbitrairement, et encore elle inhibe ou retient. Sa matière est presque toujours un alliage grossier dans lequel on ne peut rien fabriquer de durable : ou de sincère — ce qui explique peut-être le formalisme communiste. Et, d'autre part, sa prudence d'épicier qui ne veut pas choquer le client ne vaut pas mieux : elle freine ce coup droit et franc par lequel on touche au but. Le créateur véritable ne ménage rien. Il reconnaît à peine les siens dans la bagarre, parfois pas du tout. Ceux que je citais parce que leur cerveau a été un prisme à travers lequel ils voyaient leur siècle en relief, Stendhal, Rousseau, Saint-Simon, comme ils cassent tout, autour d'eux, dans le vaisselier politique, comme ils ne ménagent personne, comme ils sont profondément indifférents aux impératifs de la politique. Comme ils sont loin de la politique, en somme, bien que leur réfraction soit d'essence politique.

Tout cela est vrai. Et pourtant, il me semble que si *Les liaisons dangereuses* paraissait ce mois-ci, aucune force au monde ne réussirait à m'y faire prendre le moindre intérêt.

∴

Où ce discours peu cohérent nous mène-t-il ? A l'orgueilleuse devise des Rohan : « Roi ne suis, prince ne daigne, Rohan suis ». Ou, si l'on veut un langage plus clair : de ces trois formes d'opposition littéraire, je rejette la première, qu'on en décore d'autres ; je ne puis vouloir la seconde parce que je ne suis pas Victor Hugo ; et je m'en tiens à la troisième, bien que je ne sois ni Stendhal, ni Rousseau, parce que je porte en moi un certain étalon de ce qui devait être, qui est bien commode pour prendre la mesure des personnes et des événements. Cela, je n'y peux rien, c'est comme d'être myope. Cela ne me fera pas écrire *Le Rouge et le Noir* non plus. C'est que je ne suis pas un écrivain. J'ai seulement pris un cheval démonté dans une bataille. Mais je ne suis pas cavalier pour cela. Moi, j'étais dans l'infanterie. Et maintenant la bataille s'éloigne. Et je suis là, avec mon cheval, je lui flatte le cou, je ne vois pas très bien comment lui parler. Mais j'ai trouvé pendant qu'on se battait que je savais mesurer des distances, voir des choses, que j'avais une sorte de lorgnette pour cela, qui peut être utile pour d'autres choses. On me dit que c'est du pessimisme : ce n'est ni pessimiste ni optimiste, c'est comme la myopie, c'est un fait. Et il n'est pas bizarre non plus que je m'entende avec des hommes d'un horizon politique opposé : nous voyons les mêmes reliefs, il doit y avoir quelque chose de commun dans nos lorgnettes, voilà tout. Ce sont des choses qui arrivent. Quant à ceux que je mets dans le même sac, c'est qu'ils sont un dénominateur commun que ma lorgnette discerne tout de suite et qu'une analyse un peu attentive permet aussi d'isoler. Et quoi faire d'autre ? Nous sommes tous ce que nous sommes et il est inutile de se mettre un faux nez. La seule question est de savoir *où* appliquer son effort, et c'est ce qui me reste à dire.

Nous sommes dans une veillée d'armes. La boule est lancée et elle tourne.. De la case où elle s'arrêtera dépend le destin de notre pays et le nôtre. Ce que nous pouvons faire, ce que nous pouvons dire dans une revue mensuelle, qui, rédigée au début du mois, paraîtra à la fin, ne peut en rien changer cette course fatale. Il faut lire les événements avec dix ans d'avance. C'était à ce moment qu'il fallait analyser les événements, dire les solutions, définir le type d'homme et le mode d'action qui pouvaient nous sauver. Nous l'avons fait. Ceux qui ont suivi cette revue depuis son origine peuvent nous en rendre témoignage. Et maintenant nous attendons, silencieux autour de la cuve, que la roulette fasse son chemin.

Et déjà nous voyons plus loin que la victoire où la défaite, comme nous le faisions il y a dix ans. Vainqueurs ou vaincus dans cette bataille, ce qui compte désormais c'est de contribuer à dresser l'image à laquelle il faudra ressembler ou qui donnera l'idée véritable de ce que nous étions. La lutte proprement politique touche à sa crise, donc à son terme. C'est maintenant une bataille spirituelle qui va s'engager. Rien n'est plus important pour cet avenir incertain que de laisser un témoignage frappant. Les hasards seuls de la création peuvent nous le fournir et ce sont eux que nous devons préparer. Quelqu'un viendra un jour qui fera le Julien Sorel de notre temps. Pour ce que nous aimons et contre ce que nous refusons, ce sera une arme plus décisive que tout ce que nous pouvons dire sur l'actualité. Car les peuples ne voient que les statues. C'est là la véritable mission de l'écrivain dans l'opposition. Il y a une roulette pour cela aussi. Mais nous autres, tâcherons, ce que nous pouvons faire, c'est de préparer les mesures sur lesquelles un homme que nous ne connaissons pas taillera son marbre.

Maurice BARDECHE.

Pierre HOFSTETTER.

Quel jeu joue la Suisse ?

DANS un magazine belge, en 1946, Charles Morgan, l'auteur de « Fontaine » et du « Fleuve Etincelant », parlait du « malaise suisse ». Or, tout récemment, lors d'un débat organisé par un quotidien de Lausanne, Jean Villard-Gilles, le chansonnier vaudois, s'est écrié : « ...Car enfin, on ne saurait nier que quelque chose « cloche ».

Il parlait de son pays, qu'il connaît sous tous ses aspects. Et il ajoutait : « Attardez-vous à écouter sans en avoir l'air une conversation de restaurant ; ça m'est arrivé récemment. Il y avait à la table voisine des gens que je connais, tous pratiquant des métiers intéressants, des personnalités en somme. Leurs propos, d'un bout à l'autre, n'étaient qu'une longue suite de banalités. On ne parlait que d'automobiles, de « gueuletons » et d'argent. C'est tout et c'est triste. Il existe indiscutablement chez nous une maladie de la personnalité ». C'est le malaise suisse, en somme, qui continue quatorze ans après la découverte faite par Charles Morgan.

L'argent, ça, c'est certain, est incontestablement le sujet dominant des conversations quotidiennes. Je sais bien qu'il en va de même dans d'autres pays, aux Etats-Unis par exemple, où tout se juge plus ou moins en fonction du dieu Dollar. Mais ce n'est pas une excuse et cela n'empêche pas l'Amérique, ô combien ! d'être plus attrayante, plus intéressante, plus vivante que la Confédé-

ration helvétique ! Rousseau disait déjà : « Les Suisses sont adroits et rusés dans les affaires ». Mais est-ce tellement de la ruse que d'avoir, à Zurich, constitué une société bancaire pour le rachat, dans les conditions qu'on imagine, des propriétés qu'abandonnent en Afrique du Nord les colons français en raison de l'insécurité qui règne là-bas ? C'est plutôt d'un opportunisme écœurant dont il s'agit.

L'argent, quand il coule à flots, pourrit vite. C'est le cas de la Suisse, devenue par la force des choses terre d'élection de la fortune « anonyme et vagabonde ». Les riches étrangers qui viennent s'établir sur les bords du Léman, entre Genève et Montreux, choisissent de le faire parce que l' « atmosphère » fiscale de la Confédération leur est plus favorable : voilà la vraie raison pour laquelle les Chaplin, les Noël Coward, les William Holden préfèrent le climat helvétique à celui de Hollywood, de la Jamaïque ou de Londres. Il n'y a là rien de flatteur. L'argent commande ! Et quand P.A. Cousteau, vers 1945 ou 1946, pourchassé par les épurateurs résistantialistes, demanda à s'abriter en Suisse, traditionnelle terre d'asile, il fut traité en pestiféré ! C'est qu'il n'avait pas les millions de Charlot, lui : mais depuis ce jour, ce fameux droit d'asile, qui demeure sacré dans toutes les républiques latino-américaines qu'on tourne si volontiers en dérision, n'existe plus en Suisse, ou s'il existe encore, c'est pour des personnes soigneusement sélectionnées.

L'argent pourrit. On a parlé de trafic de femmes à Genève. L'avortement est devenu une petite industrie clandestine, dans ce pays d'hygiène et de puritanisme où siège, à Caux-sur-Montreux, le fameux Réarmement moral dont l'anticommunisme de façade n'arrive pas à dissimuler les sentiments anti-européens quand il s'agit de l'Afrique. L'argent pourrit et la Suisse, dont on vante tant l'ordre civique, la stabilité économique et le caractère sérieux, bat quelques jolis records en matière d'al-

coolisme, de divorces et de suicides. L'un des derniers articles qu'ait écrit avant sa mort Georges Oltramare s'intitulait : « Le scandale, produit suisse ? ». L'auteur de « Les souvenirs nous vengent » et de « Les amies de Psyché » écrivait : « Que reste-t-il, on se le demande, que reste-t-il de la vieille honnêteté helvétique ? En Suisse, les gangsters ont pris la place des vachers et l'heure de la traite est un cauchemar pour les aigrefins aux abois. La gangrène sévit jusque dans les états-majors. Deux colonels quartiers-maîtres viennent de commettre des détournements. L'ancien directeur des Douanes, Widmer, est en prison, et le procureur général René Dubois, espion au service de l'étranger, son suicide et un sentiment de naturelle vergogne, l'ont fait rentrer sous terre. Genève n'est pas épargnée. Il y a eu, de 1958 à 1959, plus d'un sujet de s'alarmer : l'affaire Jaccoud, l'affaire de la Banque romande, l'affaire Lachenal et le drame du Grand-Saconnex ».

Oltramare concluait : « Dans les pays comme le nôtre, où la presse d'information hésite, biaise et dissimule et où la justice tarde et louvoie, le scandale devient vite un produit national ».

∴

La Suisse est un pays neutre, chacun sait cela. Mais cette neutralité est trop souvent singulièrement interprétée. Le 25 juillet dernier, un quotidien romand rapportait qu'une somptueuse « garden party » venait d'avoir lieu au Palais de Buckingham, à Londres, en l'honneur de divers « héros » d'Europe, et relevait : « Il y avait parmi eux un Suisse, le lieutenant Paul de Saugy, de Genève, qui, membre des services secrets suisses, fut un précieux collaborateur de la résistance française durant la guerre ». Plus récemment, dans le même quotidien, interviewant Pierre Seghers, un chroniqueur notait : « C'est en Suisse romande qu'il trouva, pendant les an-

nées sombres, les appuis nécessaires pour poursuivre son œuvre d'éditeur dans la clandestinité ». Tout cela est très significatif, et l'est encore davantage quand on sait que, à la suite des hideuses calomnies portées contre Bernard Fay, chargé d'un cours de civilisation française à Fribourg, par divers journaux dont la très maçonnique « National Zeitung » de Bâle (sur les presses de laquelle s'imprime un influent organe juif), une enquête « administrative » fut ordonnée, bien que Fay ait été amnistié en France, et que ladite enquête a eu pour résultat que Bernard Fay vient de demander d'être déchargé de son cours.

Car, après avoir secrètement collaboré sur le plan économique avec l'Axe pendant les hostilités, la Suisse s'est voulue et se veut toujours farouchement résistantialiste. Tant et si bien que Michel Déon, dans « Tout l'amour du monde », a pu remarquer fort justement : « Au lendemain du dernier conflit, la Suisse a éprouvé le lancinant regret de n'avoir pas vécu la grande aventure aux côtés des vainqueurs. Ses coffres-forts avaient résisté. Elle pouvait même en construire de plus grands et de plus solides encore, mais des sursauts de trop bonne conscience l'empêchaient de dormir du sommeil des purs. Terre d'asile, patrie de Dunant, il lui fallait accueillir par tradition quelques puissants déchus. Elle ferma ses frontières pour avoir le moins possible d'ennuis, cacha les plus obscurs des réfugiés, refoula des célébrités. Ce n'était pas assez pour figurer dans le concert. Alors, la Suisse joua à la Libération, et traîna devant les tribunaux ceux de ses citoyens qui avaient un peu trop souhaité la victoire de l'Allemagne ». Michel Déon ajoute : « Cette trop bonne conscience si gênante embarrasse encore le pays quinze ans après. J'ouvre une feuille de chou qui s'indigne que des conseillers nationaux aient dîné chez l'ancien membre d'un parti fasciste. Les Italiens en ont terminé avec ces règlements de comptes.

Les Français à peu près aussi. Mais la Suisse continue ».

Neutralité ! Neutralité ! Bien sûr, mais un major suisse est conseiller militaire de l'armée congolaise, mais Ferhat Abbas et Mohamed V, quand ils viennent en Suisse, font les déclarations politiques qu'ils veulent, mais il y a l'affaire Mayerat, mais c'est un éditeur de Lausanne qui republie ouvertement les ouvrages interdits en France sur la « torture » en Algérie, mais M. Amrouche parle fréquemment à Radio-Lausanne, mais une totale liberté de mouvement est laissée aux agents du F.L.N. Encore tout cela pourrait-il, à la rigueur, s'admettre si les mêmes libertés étaient accordées à la droite et aux nationaux : or, ce n'est pas le cas, et j'ai souvenir d'une certaine réunion du Mouvement social européen qui fut interdite ; j'ai souvenir aussi de conférences où l'on devait parler de Brasillach, de Sacha Guitry et de Malaparte qui furent interdites à Genève. Certes, « Rivarol » est diffusé en Suisse, mais ce sont, avec une régularité qui a quelque chose de louche, « L'Express », « France-Observateur » et « Le Monde » qui sont cités dans la presse locale. Et quand des Suisses se trouvent impliqués dans des affaires de trafic ou de collaboration avec le F.L.N., cette même presse ne proteste pas, en somme elle fait exprès de donner raison à « Carrefour » qui affirme : « La neutralité suisse est à sens unique ». Hélas ! Elle l'est depuis longtemps... Serait-ce par hasard le résultat de l'influence exercée par cette fortune « anonyme et vagabonde » dont la Confédération est devenue la terre d'élection ?

∴

Cousteau l'a dit : « Le grisbi est à gauche ». L'anarchie morale provoquée en Suisse par l'afflux de capitaux internationaux offre un terrain idéal au progressisme. La Suisse est anti-colonialiste, évidemment, car comme l'Amérique elle considère qu'il y a davantage à gagner avec des colonies « émancipées ». Le commerce avec

l'U.R.S.S. n'a jamais été dénoncé, que je sache, par aucun organe helvétique, même en Suisse alémanique où cependant les sentiments anti-communistes sont plus affirmés que dans la partie française. Dans les milieux du Pentagone, à Washington, ne s'inquiète-t-on pas de l'intérêt subit manifesté par des banques suisses, collaborant apparemment avec le millionnaire communisant Cyrus Eaton, pour certains chemins de fer américains indispensables à la défense des Etats-Unis ? On sait d'autre part que Berne, la capitale fédérale, offre un lieu de rencontres idéal aux communistes et aux affairistes internationaux : à tel point que le 16 février dernier, l'ambassade de la Chine rouge à Berne invitait chez elle un certain nombre d'hommes d'affaires autrichiens.

La Suisse est aujourd'hui l'un des pays les plus riches du monde. Ses réserves déclarées en or s'élèvent à plus de sept milliards de francs suisses. Il y a, dans la Confédération, plus de livrets d'épargne que d'habitants. Mais les apparences peuvent être tellement trompeuses ! M. Charles-Henri Favrod, de la « Gazette de Lausanne », le grand organe de la bourgeoisie vaudoise, est favorable au F.L.N. que soutiennent les communistes et son livre « La révolution algérienne » est cité élogieusement par la « Voix ouvrière », organe du P.O.P. communiste. M. Max Petitpierre, chef du département politique fédéral, mène campagne pour une aide accrue aux « Pays en voie de développement », mais la Suisse regorge de mendiants et de colporteurs, au point qu'à l'entrée de certaines villes on lit « Colportage et mendicité interdits », mais nous venons de lire dans un journal, qui n'est pas communiste et même pas socialiste, que « des milliers de Suisses ne disposent pas d'un lit pour dormir ». Seulement, dans la patrie de Guillaume Tell, la misère est honteuse et, plutôt que de la faire disparaître, on s'empresse de la cacher.

Qu'il y ait, comme le pense Gilles, quelque chose qui

« cloche » dans ce pays est incontestable. Mais quoi ? Une passion aveuglante de l'argent ? Une décadence générale des mœurs et des vertus ? Une étroitesse d'esprit toute démocratique qui finit, très démocratiquement, par tout niveler par le bas ? Le Suisse aime bien faire la morale aux autres. Récemment, lors de la discussion à Berne du projet fédéral de réforme de l'armée, quelques conseillers nationaux, de droite comme de gauche, s'opposèrent à l'acquisition par la Confédération de cent chars blindés et d'autres véhicules qu'offrait Prétoria à des prix intéressants, sous prétexte que « la politique raciale pratiquée en Afrique du Sud est un motif de ne pas traiter d'affaires avec ce pays » ! Mais faire du commerce avec Moscou, Pékin ou Varsovie, c'est « moral », mais quand un avion de la Swissair transporte le communiste Gomulka à New-York, c'est « moral », mais quand Khrouchtchev vient à Genève pour une conférence « au sommet », c'est « moral », mais que des militants du F.L.N. trouvent refuge et fonds en Suisse, c'est « moral »...

Il y a un malaise suisse, c'est certain. Ce petit pays qui fit à plusieurs reprises et pour diverses raisons l'admiration du monde, de M. André Siegfried, auteur de « La Suisse, démocratie-témoin », au vénérable sénateur Byrd de Virginie, qui en vanta les institutions politiques, file présentement un mauvais coton. Le pourrissement dû à l'argent est plus grave qu'il ne paraît. Dans la question d'Algérie par exemple, la Suisse joue un vilain jeu, indigne de sa neutralité. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Dans « L'Express-Dimanche » de Neuchâtel, où il a fort bien analysé les maux dont souffre son pays, P.R. Hauser observait : « Il faut un sursaut national. Il faut que la Suisse — épargnée par les guerres comme par les catastrophes — soit un exemple et ne continue pas à être le royaume des combinards et des profiteurs ». Nous sommes du même avis.

Pierre HOFSTETTER.

Henry COSTON.

LES PARTIS NATIONAUX
de l'entre-deux-guerres

SOUS la direction de Henry Coston paraît en librairie, ce mois-ci, un volumineux ouvrage sur les PARTIS POLITIQUES, leurs hommes et leur presse (Lectures Françaises, 58, rue Mazarine, Paris 6e), où sont passés en revue tous les Groupements, toutes les Organisations de droite, de gauche, du centre qui existent (ou ont existé depuis quarante ans).

C'est un travail qui n'avait jamais été fait. Il sera d'autant plus utile aux lecteurs qu'un index des noms cités, publié en fin de volume, permettra de retrouver aisément les partis auxquels telle ou telle personnalité appartient ou a appartenu dans un passé récent.

Voici ce que Henry Coston écrit, dans cet impressionnant dossier de 550 pages grand format, sur les partis nationaux des années 1925-1939 (les organisations monarchistes, fascistes et croix de feu font l'objet de chapitres particuliers). — N.D.L.R.

Les Jeunesses Patriotes.

Au lendemain du triomphe cartelliste de 1924, l'inquiétude était grande dans les milieux de droite. La vieille *Ligue des Patriotes*, que présidait le général de Castelnau, comptait beaucoup sur sa section de jeunes pour organiser la résistance aux troupes communistes trop souvent maîtresses de la rue. Elle avait chargé un jeune député bonapartiste des Charentes, Pierre Taittinger, de la direction de ses troupes juvéniles. Bientôt, celles-ci voulurent voler de leurs propres ailes ; elles se séparèrent de la Ligue et prirent le nom de *Jeunesses Patriotes*.

Le nouveau groupement, auquel adhérèrent des hommes et des femmes de tous âges, se posa aussitôt en adversaire déterminé du Parti Communiste. Les heurts entre adeptes de la IIIe Internationale et partisans de Taittinger furent fréquents et souvent d'une rare violence.

Le 25 avril 1925, à la sortie d'une réunion rue Damrémont, à Paris, des coups de feu sont tirés : quatre J.P., Marchal, Tillet, Trullet et Recaud tombent mortellement atteints. Un peu plus tard, un cinquième J.P. est tué dans une réunion de Paul Reynaud et Henri de Kérillis. Ces assassinats marquent le début d'une ascension foudroyante. Par dizaines de milliers, les Parisiens qui ont assisté aux obsèques des victimes donnent leur adhésion enthousiaste au mouvement qui suscite un tel sacrifice. En frappant quatre des leurs, le P.C. ne vient-il pas de désigner l'ennemi N° 1 du Communisme ?

L'année suivante, le 10 janvier 1926, Taittinger fonde *Le National*, qui sera l'hebdomadaire des *Jeunesses Patriotes*. Le journal est aussitôt diffusé par les militants jusque dans les faubourgs ouvriers. Au Quartier Latin, il est vendu par les équipes du Groupe universitaire J.P. que vient de créer Pierre-Henri Simon et qui constituent le noyau des futures *Phalanges universitaires*, créées en 1927 par Pighetti de Rivasso, Roger de Saivre et J. Martin-Sané.

Le congrès de décembre 1928, qui survient peu après la rupture de l'Union Nationale *poincariste* par les radicaux, enregistre un nouveau pas en avant. Autour de Pierre Taittinger se presse une cohorte de jeunes hommes et d'anciens combattants auxquels sont fraternellement mêlées des personnalités politiques connues : le colonel des Isnards, Henri de Kerillis, Louis Dumat, le plus jeune député de la législature, Appourchaux, député du Pas-de-Calais, le pasteur Soulier, député de Paris, Ybarnégaray, qui sera l'un des dirigeants des *Croix de feu* et du *Parti Social Français*, Désiré Ferry, député de Meurthe-et-Moselle, Henri Provost de la Fardinière, Henry Bordeaux, de l'Académie Française, le lieutenant-colonel de Franqueville, Edouard de Warren, député de Meurthe-et-Moselle, président de l'*Union lorraine des Syndicats Agricoles*, Georges Pascalis, ancien Président de la Chambre de Commerce de Paris, Charles Coutel, député du Nord, etc... On y applaudit avec enthousiasme les rapports présentés par Raymond Cartier — aujourd'hui éditorialiste de *Paris-Match* — F. François Legueu, l'économiste, Jean Vicaire, le lieutenant-colonel Faye, Mlle Verdat, etc..., etc...

Entre temps, les J.P. avaient absorbé *La Légion*, dirigée par l'éditeur Antoine Rédier.

Cibles des communistes, les militants J.P. sont particulièrement éprouvés : Roger de Saivre est poignardé dans un café du boulevard Saint-Germain par un Annamite et ne doit le

salut qu'à sa robuste constitution ; René Richard, délégué à la propagande — futur secrétaire général du *Syndicat des Cadres C.G.T.-Force Ouvrière* — est sérieusement malmené dans une réunion électorale ; à Bordeaux, au cours d'une réunion de Taittinger et de Kerillis sabotée par des adversaires, trois militants, Bosredon, Paillère et Sidos, père des actuels animateurs de *Jeune Nation,* tombent grièvement blessés. Un peu partout, les J.P. s'opposent avec vigueur aux troupes communistes. Elles participeront naturellement, avec les autres ligues nationales, aux manifestations sanglantes du 6 février. Leur martyrologe s'augmente de deux nouveaux noms : Jean Fabre et Raymond Rossignol, tués par les Gardes mobiles qui défendent l'entrée du pont de la Concorde.

Libérales à leurs débuts, les *Jeunesses Patriotes* rejettent dès 1935 « *le libéralisme qui a fait la fortune de la France* », mais « *s'est avéré insuffisant au lendemain de la guerre* ».

« *Libéralisme et socialisme sont condamnés,* déclare Pierre Taittinger (1). *Ce sont là les deux faces d'une même erreur* ». Et de préconiser « *la Charte nationale du Travail* », que reprendront, un lustre plus tard, les hommes de Vichy. Comment provoquer le changement espéré ? Par la Révolution. « *Nous estimons qu'une Révolution est nécessaire* », affirme avec force le chef des J.P., qui ajoute qu'elle sera nationale : « *La Révolution Nationale est celle de la Jeunesse. Par conséquent, elle fait abandon des vieilles routines de la politique modérée ou conservatrice... Pour nous, les mots de Droite et de Gauche ne signifient plus rien. Qui pourrait dire si le socialisme-nationaliste de Mussolini est de droite ou de gauche ? La Révolution nationale sera la révolution, non d'une classe, mais d'une génération... Elle combattra impitoyablement l'internationalisme, que ce soit celui des banquiers ou celui des agitateurs sociaux.* » (2)

Les remous provoqués par l'affaire Stavisky et le 6 février mettent les J.P. en vedette. Les adhésions se font plus nombreuses.

Interviewé par Philippe Boegner, alors rédacteur au magazine gauchisant *Marianne,* Pierre Taittinger déclare que ses partisans sont, en mars 1934, trois cent mille. « *Nous avons des sections partout, même en Afrique du Nord, à Alger et à Tunis. Nos sections les plus fortes sont à Nantes, Lille, Bordeaux, Marseille et Lyon, surtout dans les grands centres universitaires* » (3)

A cette époque, les *Phalanges universitaires* des J.P., qui publient un journal, « *Les Etudiants de France* », sont dirigées et animées par Roger de Saivre, Jacques Potier, Philippe Loury

(1) **Vers la Révolution nationale**, Paris s.d., p. 15.
(2) Ibid., p. 18.
(3) **Marianne**, 28-3-1934

Jacques Poinsot, Jean Goudareau, Pierre Bouttier et Robert Thielland, étudiant en droit.

L'année suivante, une scission importante affaiblit le mouvement. Henri de Kerillis, rédacteur à *L'Echo de Paris* et fondateur du Centre de Propagande des Républicains Nationaux, orateur habituel des réunions J.P. — avec l'abbé Henocque, aumônier de Saint-Cyr, Charles Trochu, qui présidera le Conseil Municipal de Paris (pendant l'occupation), Georges Scapini et Philippe Henriot, députés — se brouille avec Taittinger et rend publique sa rupture. Motif : la constitution du *Front National* auquel participent très officiellement la *Solidarité Française* et, officieusement, l'*Action Française*, mais dont les *Croix de Feu* ne font pas partie, et surtout l'affiche que les J.P., transformées en *Parti National Populaire*, ont placardé dans Paris contre ce que Pierre Taittinger appelle « *la manœuvre Ybar* ».

On se souvient qu'en décembre 1935, les ligues furent dissoutes. Elles l'avaient été d'autant plus aisément, disaient certains dirigeants, que M. Ybarnégaray, passé des J.P. aux *Croix de Feu*, avait offert spontanément de dissoudre ces derniers.

Dans l'affiche incriminée par Henri de Kerillis (4), le chef des J.P. avait, en effet, formellement mis en cause les *Croix de Feu*, cette « *belle association (qui), lâchant pied au milieu du combat* (...) *a replié son drapeau et, pour apaiser communistes et socialistes, s'est rendue à eux sans conditions* ».

« *M. Ybarnégaray a tendu la main au Front Populaire ! La journée du 6 décembre, commencée par une embrassade à Thorez, Blum et le représentant des Croix de Feu à la Chambre, s'est terminée le soir par l'étranglement du Front National et le triomphe des socialo-communistes. Joli travail en vérité !* (5).

Faut-il rendre responsables les *Croix de Feu* de la dissolution des ligues nationales quelques mois avant les élections et, partant, de l'échec des nationaux et de la victoire du Front Populaire en mai 1936 ? C'est difficile à dire, mais il est bien évident que la dissolution des *Jeunesses Patriotes* a stoppé net le développement d'un mouvement qui pouvait, sur le terrain électoral, remporter de grands succès. D'autre part, la division des nationaux, mal latent aggravé par l'attitude des *Croix de Feu*, ne pouvait que gêner leur campagne électorale ; elle rendait presque impossible leur entente, au premier tour de scrutin, sur un candidat unique.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de Pierre Taittinger connut dès lors des difficultés grandissantes : transformé en *Parti National Populaire* le 11 novembre 1935, il abandonnera ce

(4) **Echo de Paris**, 11-12-1935.
(5) Affiche du **Parti National Populaire** (Jeunesses Patriotes), Imprimerie Rochelaise, 8, rue Chef-de-Ville, La Rochelle, 1935.

nom peu après (6) pour adopter celui de *Parti Républicain National et Social* (7), lorsqu'un décret, signé en juin 1936, interdit le P.N.P. accusé de n'être qu'une « *reconstitution de ligue dissoute* ».

Le titre du *Parti Républicain National et Social* n'était pas nouveau. En 1930, Taittinger l'avait régulièrement déposé avec quelques amis, mais il ne l'avait pas utilisé. Comme le P.R.N.S. existait (sur le papier) depuis six ans, il était difficile de l'incriminer, donc de le dissoudre.

Le nouveau parti confirmait les tendances corporatistes des partisans de Pierre Taittinger et préconisait la « *lutte contre l'oppression du capitalisme international et la dictature des trusts* » ; « *l'établissement d'une Charte sociale du travail* » et même la « *réforme des sociétés anonymes* ».

Tandis que René Dommange, Fernand Laurent, Georges Scapini, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Noël Pinelli, Frédéric-Dupont, Jean Chiappe, François Valentin, députés ; le vice-amiral Mornet, le gouverneur général J. Guyon, le général A. Niessel, l'avocat Charles-Maurice Chenu, le sénateur Henri Lemery, Sazerac de Forge, secrétaire départemental de la Fédération Républicaine et le Dr Cousin, apportaient au parti le concours de leur talent d'orateur, sans lui avoir donné une adhésion formelle, d'autres personnalités politiques de droite en devenaient les dirigeants. Son comité de direction comprenait :

Président : Pierre Taittinger ; vice-présidents : Charles des Isnards, député et conseiller municipal de Paris, Philippe Henriot, député de la Gironde, Louis Brunesseaux, vice-président du Conseil municipal de Paris, Michel Decazes ; président d'honneur : le pasteur Edouard Soulier, député et conseiller municipal de Paris ; secrétaire général : Charles Abeille ; trésorier général : Jean-Paul Besançon ; membres : Xavier Vallat, député de l'Ardèche, Joseph Denais, député de Paris, ancien directeur de *La Libre Parole* (successeur d'Edouard Drumont), Dutertre de la Coudre, député de la Loire-Inférieure, Francis d'Azambuja, président de la Fédération du Sud-Est, Charles Trochu, conseiller municipal de Paris et secrétaire général du *Front National*, François de Gouvion Saint-Cyr, le colonel Floquet, Fernand Allaire, délégué à la Propagande, le

---

(6) Un décret du ministre de l'Intérieur Salengro avait ordonné la dissolution du P.N.P.

(7) Avec le recul, on est surpris de constater que plusieurs points du programme républicain national et social de 1936 ont été adoptés, en 1958, par le général De Gaulle :

— Election du Président de la République par un collège élargi.

— Droit de dissolution de la Chambre aux mains du pouvoir exécutif.

— Institution d'une Cour Suprême (...) chargée de veiller à l'observation des lois constitutionnelles.

— Ministres responsables devant le chef de l'Etat et la Cour Suprême...

commandant Maurice Brunet, le colonel de Massignac, Marie-Thérèse Moreau, avocate, présidente de sections féminines, René Richard, délégué général du Parti et membre du C. D. du Front National, Jacques Kahn, industriel, Michel Parès, ancien député d'Oran, Emmanuel Evain, ancien député de Paris, et Roger de Saivre, rédacteur en chef du *National* (8). Ce dernier présidait, en outre, les *Jeunesses Nationales et Sociales*, avec Robert Thielland, aujourd'hui avoué à Paris. Ce groupe des jeunes du *Parti Républicain National et Social* fut, par la suite, présidé par Pierre Picherie, puis par Jacques Schweizer, que secondaient B. Gaubert d'Aubagnat, Charles Moschetti, P. Allard et Marcel Bonisol.

Le Parti cessa pratiquement d'exister après la déclaration de guerre et n'eut aucune activité sous l'occupation. Mais plusieurs de ses dirigeants, ralliés au gouvernement Pétain, occupèrent dans l'Etat Français d'importantes fonctions : Pierre Taittinger présida le Conseil municipal de Paris — il succéda à Charles Trochu ; — Philippe Henriot, assassiné en 1944, et Xavier Vallat furent ministres ; Roger de Saivre assura le secrétariat du Maréchal et le colonel Floquet fut maire du IXe arrondissement de Paris.

Retiré de la vie publique depuis la Libération, Pierre Taittinger se consacre désormais aux affaires — il préside *Le Louvre* et *Le Lutetia* et administre plusieurs autres sociétés — laissant à ses fils Pierre-Christian, conseiller municipal indépendant de Paris, et Jean, député U.N.R. de Reims, le soin de continuer son œuvre politique.

La Solidarité Française.

C'est en 1933 que *La Solidarité Française* fut lancée par François Coty.

L'illustre parfumeur, que torturait le démon de la politique, s'était intéressé à l'*Action Française* — très peu de temps — et au *Faisceau*. Soucieux de jouer un rôle dans la vie publique, il avait d'abord acquis *Le Figaro* et *Le Gaulois*, puis s'était présenté aux élections sénatoriales en Corse. Son échec — relatif dans ses affaires de presse et total dans ses entreprises électorales — l'avait incité à fonder en 1928 un journal populaire, nettement meilleur marché que ses concurrents : *L'Ami du Peuple*, que doubla un *Ami du Peuple du soir*, vendu dix centimes à Paris et quinze en province. Cette feuille quotidienne avait eu aussitôt une large audience malgré une cam-

(8) Les principaux observateurs du **National** étaient alors : le sénateur Henri Lémery, le professeur Emile Bergeron, François Hulot, ancien éditorialiste du **Porc-Epic**, Ch. M. Angebardier, Albert Orry, Pierre Picherit, Jacque Schweizer, Michel Colliér, etc...

pagne de dénigrement systématique orchestrée par les « cinq grands », ses principaux concurrents, et par le trust Hachette. (9) Après un procès retentissant, François Coty avait triomphé de ses adversaires... sur le papier (timbré). En fait, la bataille ne devait cesser qu'à la mort du fondateur de *L'Ami du Peuple*.

Tandis que les « cinq grands » et leurs alliés s'employaient à l'étrangler financièrement — François Coty s'en prit à ceux qu'il croyait avoir découvert derrière ses ennemis. D'où sa violente campagne dans *Le Figaro* et *L'Ami du Peuple* contre Horace Finaly et sa banque — qualifiée de « *banque trop puissante dans un Etat trop faible* » — et contre la Haute finance judéo-américaine, accusée publiquement d'intelligence avec Moscou (10). D'où, également, la création du mouvement de la *Solidarité Française*, dont François Coty fut le président, et *L'Ami du Peuple*, la tribune.

Le journal « cotydien » était alors dirigé par une équipe de journalistes chevronnés, très fascisante et fortement teintée d'antisémitisme, que conduisait Jacques Roujon, l'ancien rédacteur en chef du *Nouveau Siècle*. Trois des principaux rédacteurs de *L'Ami du Peuple* devinrent, avec Coty, les dirigeants de la *Solidarité Française* : Jacques Fromentin, directeur de la page des anciens combattants, aujourd'hui secrétaire général de la Maison des Journalistes ; Jacques Ditte, gendre de Henry Robert et beau-frère de Paul Reynaud, comme eux avocat réputé, qui rédigeait fréquemment les éditoriaux ; et le commandant Jean-Renaud, ancien officier d'ordonnance d'Albert Sarraut en Indochine, également éditorialiste de *L'Ami du Peuple*.

A leurs côtés, constituant les cadres — souvent inexpérimentés — de cette foule enthousiaste et impatiente, des anciens combattants et de jeunes intellectuels : le comte de Gueydon, dit Vinceguide, fils d'un ancien gouverneur général de l'Algérie, responsable des troupes de choc ; le lieutenant-colonel Sallerin, directeur de la « maison bleue », secondé par Mottis, Frémont, Taste, A. Féval, Mmes Camus et Lecouvreur et le Dr Willis ; Jean-Pierre Maxence, (alias Godmé) délégué à la propagande, orateur fort goûté des jeunes nationalistes d'alors ; le marquis de Tanlay, membre influent du comité directeur ; Georges Cormont, qui occupait un poste de direction au secrétariat général et collaborait à l'hebdomadaire du mouvement ; R. A. Dordet, doctrinaire du mouvement ; Maurice Onfroy (de

(9) On trouvera une liste de la presse où sont rapportés en détail ces faits dans **Le Journalisme en 30 leçons**, de Gilberte et Henry Coston (Paris, 1960).

(10) Ces articles, bien que signés François Coty, étaient rédigés tantôt par Urbain Gohier, ancien directeur de l'antisémite **Vieille France**, tantôt par Flavien Brenier de Saint-Christo, animateur de l'Institut antimarxiste de Paris dont le duc Pozzo di Borgo, chef Croix de feu, était le président.

Montrouge) ; Jean S. de Goldfiem ; Roger Frébault ; le commandant Magnien (de Marseille) ; Roland Grisel ; René Thomas (de Dieppe) ; F. H. Gavard (d'Annecy) ; François Ditte, avocat, frère de Jacques Ditte ; Chomel (d'Annonay) ; Henri Jarasse ; Lucien Durand, de l'Union Artisanale Corporative Française ; Pierre Hepp ; P. Blin ; Robert Pannetier ; Pierre Delamain ; Michel Dattiny ; Jeanne Lecouvreur, dirigeante de la Brigade féminine de la S. F. ; Louis Mouilleseaux, éditeur et écrivain, auteur d'un petit livre sur « le Corporatisme et la Réforme de l'Etat » et d'un pamphlet écrit en collaboration avec P. Nicolle : « Pour nettoyer les écuries d'Augias » ; F. Lelong, chef des milices de la S. F. ; E. Reifenrath, alsacien entreprenant et ambitieux, qui dota le mouvement d'un hebdomadaire agressif, *La Solidarité Française*, auquel succéda, après le départ de son fondateur, *Le Journal de la Solidarité Française ;* ce dernier, également hebdomadaire, avait pour secrétaire générale Lucienne Blondelle et pour collaborateurs, outre les chefs du mouvement, l'écrivain Robert Francis, frère de J. P. Maxence, René Vincent et Jacques Saint-Germain. Au début de 1934, *La Solidarité Française* groupait environ 250.000 adhérents, dont beaucoup endossaient la chemise bleue pour assister aux manifestations. Celles-ci étaient nombreuses alors : réunions, meetings, rassemblements, défilés se multipliaient (11). On hésitait encore à s'avouer *fascistes*, mais l'organisation semblait calquée sur celle du parti mussolinien et les paroles prononcées du haut des tribunes par les « chemises bleues » rappelaient étrangement celles qui tombaient d'un célèbre balcon. Autorité, justice sociale, anti-communisme, corporatisme, lutte contre les trusts et la Franc-maçonnerie, tels étaient les points essentiels de son programme.

La mort de François Coty, au cours de l'été 1934, marque l'apogée du mouvement. Déjà, des scissions, tant à Paris qu'en province, avaient enrayé la progression de la *Solidarité Française*. Non seulement E. Reifenrath, dit Jean d'Alsace, qui devait plus tard diriger un journal antisémiste à Strasbourg (12) démissionna et saborda l'hebdomadaire qu'il avait fondé, mais l'un des plus généreux militants de la S. F. aux Halles, Fleury, rompit avec la direction du mouvement et créa *La Solidarité Nationale*, pôle d'attraction pour les activistes d'alors.

---

(11) La S.F. prit une part importante aux émeutes du 6 février 1934, au cours desquelles furent tués plusieurs de ses militants.

(12) A l'origine, cette feuille, **La Voix d'Alsace**, était un hebdomadaire catholique sans relief. Jusqu'en juin 1937, son directeur-propriétaire était un écrivain originaire de Budapest qui signait Oscar de Ferenzy des chroniques assez ternes, mais conformes à la ligne de la hiérarchie. Reifenrath transforma le journal en pamphlet nationaliste où israélites et maçons étaient régulièrement malmenés. Cette attitude aurait incité Férenzy à prendre la défense de ces derniers, d'où la revue, **La Juste Parole**, qu'il créa, quelques mois plus tard, pour lutter contre l'antisémitisme.

L'Ami du Peuple, lui-même, avait changé de mains. Ruiné par son divorce, « l'odeur qui n'a plus d'argent » avait été contrainte de céder le journal à l'Agence Havas qui en prit le contrôle et porta immédiatement son prix de vente à 25 centimes, « pour la bonne règle », disait Galtier-Boissière. Naturellement, la nouvelle direction se gardait bien de modifier la ligne politique du journal ; elle remplaça seulement l'équipe « cotydienne », par une nouvelle animée par M. Pierre Bermond, conseiller général radical-socialiste des Alpes-Maritimes et directeur du journal de gauche *Le Petit Niçois*, qui signait ses articles « *Demos* » (13). Soucieux de rassurer les lecteurs S. F. qui constituaient le gros de son public, le nouveau « patron » de *L'Ami du Peuple* affirmait hautement, dans un article (14), sa fidélité à l'œuvre de François Coty et n'hésitait pas à écrire : « *Nous voulons instaurer un ordre nouveau, le régime corporatif, sur lequel notre journal s'est expliqué bien des fois, malgré les réformes profondes que les partis dits de gauche ont été impuissants — et demeurent impuissants à réaliser... Cette doctrine, la Solidarité Française entend la mettre en œuvre — en l'appliquant. Et voilà le lien, moral mais combien prenant, qui unit le groupement et le journal. L'un et l'autre veulent la Révolution Nationale* » (14). Cinq ans avant Vichy, ce radical tenait le langage d'un maréchal de France...

L'Ami du Peuple changea plusieurs fois de propriétaire au cours des années qui suivirent. Pierre Taittinger, député de Paris et fondateur des Jeunesses Patriotes, en fut quelques temps le directeur politique. La rédaction était alors supervisée par deux écrivains de talent, François Le Gris, de *La Revue Hebdomadaire*, et Robert Vallery-Radot, auteur de plusieurs ouvrages anti-maçonniques, beau-père d'un collaborateur de Georges Mandel, le futur député gaulliste Max Brusset. Finalement, le journal fut porté en terre peu avant Munich par Michelsohn, ancien chef de publicité de *La République* et futur propriétaire de poste radiophonique (sous la IVe République), qui agissait pour le compte de Mandel.

La Solidarité Française connut de nombreux avatars avant de disparaître. Frappée, comme les autres ligues, elle tenta de se survivre sous le nom de *Amis de la S. F.* et de *Parti du Faisceau Français* (15). Les premiers étaient dirigés par un conseil central composé du Commandant Jean Renaud, président, Ernest Pillon, secrétaire général, Vernois (Paris), Pantel (Mancelle), Cardon (Lille), Ruet (Le Mans), Rabichon (Roanne)

(13) C'était le nom de la loge du **Grand Orient** à Nice, ce qui fit dire à certains membres de la S.F., un peu hâtifs dans leurs déductions, que Bermond était maçon.

(14) Pierre Bermond, in **La Solidarité Française**, brochure publiée par « Problèmes Actuels », Paris 1935, page 10.

(15) Il y eut même un **Parti de Rassemblement Populaire Français** qui réunit, quelques mois, les sections de la **Solidarité Française** dissoute.

et Colas (Courtenay). Le second, également présidé par Jean Renaud, avait pour secrétaire général Raymond Jouxtel, que secondaient Me Laurent-Cely, avocat à la Cour d'Appel de Paris, père de Cécil Saint-Laurent, l'auteur de « Caroline Chérie », Me Raymond Prince, également avocat, le fils du conseiller Prince dont la mort mystérieuse troubla longtemps l'opinion publique, E. Pillon, Réthault, le colonel Lample, le capitaine Dumand, Pautel, Abram, Claude Reyn, etc...

L'organe du Parti, *La Solidarité Française de Paris,* avait pour directeur politique, le commandant Jean-Renaud, et pour collaborateurs : Pierre Quimay, rédacteur en chef, Pierre Vignon-Sanchez, Lucien Renault, Paul Robichon, Jacques Tanguy, Jacques Tissier, Roger Cazy, Pierre Dion, Michel Legendre, Paul Montreux et Pierre Thorn.

Les meetings du mouvement, fort nombreux au moment du Front Populaire, réunissaient autour du président et des parlementaires nationaux qui acceptaient de prendre la parole à ses côtés — tels que Pierre Taittinger et le Dr Cousin, président de l'Union Anti-maçonnique — un public fidèle, mais de plus en plus réduit.

La guerre mit fin à cette longue agonie.

Le Centre de Propagande des Républicains Nationaux.

Les militants des partis nationaux ont bien souvent reproché à leurs chefs de file de négliger la propagande écrite basée sur une documentation sûre. La Gauche, en particulier le Parti Communiste Français, n'a jamais méconnu cet aspect de la propagande. La Droite, par contre, éprise d'éloquence, attache plus de prix à l'orateur qu'à l'imprimé ; lorsqu'elle consent à reconnaître à la brochure, au livre ou à l'affiche une force de persuation au moins égale à celle du tribun et du conférencier, c'est au littérateur qu'elle s'en remet du soin de les rédiger. La forme y gagne, mais le fond ?

Henri de Kerillis (16), qui fut un prodigieux animateur, avait compris le rôle de la propagande dans la conquête de l'opinion. Directeur des services politiques de *L'Echo de Paris,* en contact permanent avec les parlementaires modérés et les centaines de milliers de lecteurs du quotidien conservateur, il avait été frappé par l'indifférence que les nationaux témoignent à la propagande. Ayant beaucoup voyagé, il avait constaté que, dans tous les autres grands pays, la vie politique était fondée sur la propagande. En U.R.S.S. comme en Italie, en Allemagne comme en Amérique et en Angleterre, c'était, remarquait-il, sur elle que repose toute la machine électorale. « *Dans le monde nouveau,* disait-il, *où les anciennes élites ont perdu*

(16) Mort en 1958, à l'âge de 68 ans, aux Etats-Unis. Il avait publié au Canada, en 1946, un livre intitulé : « **De Gaulle, dictateur** ».

leur influence, où les masses ont prodigieusement évolué grâce à l'instruction publique obligatoire et sous l'influence du journal quotidien, de la radio, d'innombrables moyens de publicité, la propagande est une nécessité absolue. C'est le grand levier moderne de la politique. » (17).

Voilà pourquoi Henri de Kérillis eut l'idée, en 1926, de créer une organisation puissante au service de la Droite conservatrice. Il eut à lutter contre les partis modérés, sceptiques et pleins de préjugés, qui lui mirent des bâtons dans les roues. Mais l'appui de *L'Echo de Paris* et celui des grandes affaires (18) lui permirent de fonder le Centre de Propagande des Républicains Nationaux, qui compta bientôt plusieurs centaines de comités locaux et de nombreux cours d'orateurs. Il put se flatter, grâce à cette machine puissante et bien huilée, d'être en mesure d'afficher le même jour dans 17.000 communes et de tenir 500 conférences par mois. Organisation électorale d'abord, elle participa à la préparation des campagnes de 1928, 1932 et 1936. Radicaux-nationaux, amis de Marin, de Flandin et de Taittinger, combien d'élus modérés lui durent leur succès !

Ouvert à tous les nationaux, le Centre de la rue Amelot — il était installé au n° 102 de cette voie du populeux XI° arrondissement de Paris, à deux pas de la place de la République — comportait : une école d'orateurs se ramifiant en province, un service de documentation et d'archives, un service d'édition, un service de presse et un service de contentieux électoral.

L'école d'orateurs fonctionnait chaque semaine, dans une grande salle parisienne, sous la direction effective du professeur Emile Bergeron, l'un des dirigeants des *Jeunesses Patriotes*, qui publiait autour de 1928 un journal hebdomadaire anticommuniste et anti-maçonnique intitulé *Le Réveil Français*. Ces cours d'orateurs étaient, avant tout, des cours pratiques : à tour de rôle, les élèves montaient sur les planches et traitaient pendant cinq minutes un sujet donné. Dans ce très court laps de temps, l'apprenti tribun devait tout dire. Cet excellent exercice d'esprit, qui contraignait l'élève à condenser à l'extrême et à rechercher la formule qui frappe, se heurtait aux réactions de la salle dont l'auditoire s'efforçait de créer une atmosphère de réunion publique. Plus d'un candidat perdait pied devant « cette imitation trop fidèle de la réalité ». Mais, l'épreuve passée, il devenait apte à affronter n'importe quel adversaire.

Le professeur Bergeron était assisté dans sa tâche par Voisenet. Ce dernier était chargé de l'organisation des cours que plusieurs centaines d'élèves suivaient assidûment.

---

(17) **Le Document**, n° 6, janvier 1936.
(18) Henry Coston a publié dans **Le Retour des 200 Familles** la liste des Sociétés et des banques qui subventionnaient de Kérillis.

C'est parmi ces jeunes hommes que Kerillis recrutait les conférenciers et les contradicteurs du Centre. Parmi les plus connus de ses « poulains », Jean Legendre, l'actuel député de l'Oise, Romazotti, ancien conseiller municipal de Paris, Albert Naud, le célèbre avocat, le professeur Goualard, Romé, Ferraud, de Menditte, Poussard, Veysset, Goy, Moncorgé se firent remarquer dans les milieux nationaux par leur talent oratoire et leur habileté politique.

En province également, des cours d'orateurs fonctionnaient sous le contrôle de Paris qui leur fournissait la documentation nécessaire et leur prodiguait les conseils des « patrons ». Lyon, Bordeaux, Dijon, Versailles, Reims, Orléans et soixante-quinze autres villes importantes avaient leur école.

La nécessité de documenter les apprentis tribuns, d'une part, et la grande masse des candidats et des militants nationaux, d'autre part, avait naturellement conduit Henri de Kerillis à créer un service d'archives, un service d'édition et un service de presse. Le premier fournissait aux candidats nationaux des précisions sur le comportement politique de leurs adversaires ; il préparait également les dossiers qu'utilisait le service d'édition chargé de la confection des tracts, des brochures et des affiches. Le troisième publiait un bulletin d'information ronéotypé destiné aux journaux, principalement aux petits hebdomadaires de province privés de « copie » et trop pauvres pour se payer des rédacteurs. (19) Quant au service de contentieux électoral, il était chargé des cas épineux et litigieux assez fréquents au lendemain des élections ; son aide était précieuse aux candidats isolés et mal informés de la procédure à engager.

Il semble que les efforts de Henri de Kérillis, tendant à doter la droite républicaine d'un puissant instrument de propagande, aient été très appréciés par ceux qui profitèrent de son action efficace. De nombreux élus lui témoignèrent leur satisfaction : Chiappe, Contenot, d'Andigné, de Fontenay, Guillaumin, de Pressac et plusieurs de leurs collègues du Conseil municipal de Paris et du Parlement le félicitèrent des résultats obtenus par le Centre.

La direction de l'organisation était exercée directement par Kérillis, qu'assistaient le professeur Bergeron et Voisenet, pour les cours d'orateurs, Marcel Delion, pour la propagande dans la région parisienne, le commandant Sayet, pour la propagande en province, et des délégués régionaux : Pierre Pilois (Marne), Becquart (Nord), Dupont-Huin (Loiret), Lagandré (Saône-et-Loire), Denis (Alpes-Maritimes), Georges Riond (Hautes et Basses-Alpes), Didier (Rhône).

---

(19) Selon **Le Document**, déjà cité, ce service de presse touchait 420 journaux de province.

Les difficultés du Centre commencèrent lorsque son directeur, élu député de Neuilly, et ayant lancé *L'Epoque* pour remplacer *L'Echo de Paris* absorbé par *Le Jour*, préconisa ouvertement l'alliance franco-soviétique pour combattre le national-socialisme allemand. Les accords de Munich, que Kérillis condamna avec véhémence, provoquèrent alors au Centre de Propagande des Républicains-Nationaux un flottement, puis une effervescence et enfin des luttes intestines qui affaiblirent considérablement son action. La guerre lui donna le coup de grâce.

On est surpris que l'héritier national de Henri de Kérillis, Roger Duchet, qui a su faire il y a dix ans ce que l'éditorialiste de *L'Echo de Paris* avait fait un quart de siècle plus tôt, n'ait pas doté, à son tour, ses amis politiques d'un organisme aussi précieux. Ce que pensait le fondateur du Centre de la rue Amelot est toujours vrai : *La propagande est une nécessité PERMANENTE, elle est le premier acte d'une politique quelle qu'elle soit et, sans ce travail à la base, sans cet effort de persuasion dans les masses, les idées les plus justes et les plus saines sont condamnées à disparaître.*

Henry COSTON.

Le Centre appuyait aussi la **Fédération des Périodiques républicains-nationaux** créé le 26 novembre 1933 à Chambéry, et devenu quelques années plus tard le **Syndicat des journaux et Périodiques nationaux.** Cet organisme, animé par Georges Riond, délégué du Centre de Propagande des Républicains Nationaux dans les Alpes, avait pour dirigeants : Pierre de Monicault, ancien député, adm. de la **Presse Régionale de l'Ain** ; Louis Marret, directeur de l'**Eveil Provençal** ; Laurent Marfoure, secrétaire général de la Fédération Nationale des Correspondants ; Chaleroux (Arcachon) ; E. de Champeaux (Morvan) ; Colle (Haute-Saône) ; Denis (Sud-Est) ; Barabez (Nord) ; Fautrat (Est) ; Laigroz (Banlieue Sud) ; Leroux (Rouen) ; Leroy (Châteaudun) ; de Montrichard (Loir-et-Cher) ; Pradelle (Sologne) ; Thénas (Saône-et-Loire), etc...

Robert POULET.

D'une prostitution intellectuelle

Ma foi, ne nous indignons pas, ne nous fâchons pas, examinons cela posément, comme un entomologiste étudierait les mœurs du bousier, ou comme un psychiatre analyserait les réactions d'un coprophage.

Il se fait — ne cherchons pas les causes — qu'aujourd'hui certains hommes très intelligents acceptent de jouer la comédie de la bêtise, pour gagner de l'argent. La demande de bêtise étant très abondante et très insistante sur la place, cela fait monter les prix concédés aux producteurs ; et ceux-ci, si singulier que cela paraisse, s'en tirent mieux quand ils ont oublié d'être bêtes. Il n'en était pas ainsi jadis. Le roman-feuilleton, par exemple, se composait dans des cervelles naïves, qui y croyaient : Xavier de Montépin ou Pierre Decourcelle se situaient exactement au niveau de leurs lecteurs. Les rédacteurs du *Petit Journal* n'auraient pas pu écrire dans le *Journal des Débats*. La platitude, la grossièreté, le mauvais goût, se consommaient entre soi. Ce qui fit, probablement, que ces disgrâces n'allaient jamais au delà d'un certaine limite ; car les cacographes et les polygraphes ont quand même leur pudeur, et le public, ainsi quelque peu retenu, restait un peu au-dessous de sa faim.

Parcourez les feuilles dites populaires d'il y a trente ou quarante ans, puis passez à *France-Dimanche* ou à *Ici Paris*, et concluez...

Jusque vers 1935, l'ensemble des hommes de plume ne comprenait encore aucun groupe qui fut organiquement chargé d'une fonction inavouable ; même du côté des cancaniers et des égrillards : les uns et les autres avaient leurs raisons, bonnes ou mauvaises. Aucun n'aurait déclaré, comme maint journaliste d'à présent, dans le privé : « Bien sûr, la besogne que je fais est ignoble et ridicule ». Aux premiers éclats de *Paris-Soir* qui inaugurait une ère nouvelle, la question pouvait encore se discuter, à force d'équivoques et de paradoxes. Mais il sautait aux yeux que les promoteurs du grand changement (qui devait transformer la presse toute entière) n'avaient d'autre but que d'enchérir sans vergogne sur le besoin de bassesse intellectuelle et morale qui tourmentait les masses profondes.

∴

Pendant cent ans, les feuilles publiques s'étaient tenues, pour le bas, à mi-hauteur de la vulgarité générale, ce qui faisait qu'une partie seulement de l'opinion vulgaire. du goût vulgaire, avait tiré de sa poche le sou quotidien. Quelque chose dans l'esprit français s'opposait, chez les journalistes de tout poil, à des concessions plus grandes. A la fin, tout céda. Un beau jour, on fit ni plus ni moins la presse qui plaisait au plus grand nombre, et qu'il n'avait jamais osé réclamer expressément. Le grand nombre ignorait peut-être qu'il était friand d'une telle nourriture. De hardis pionniers lui révélèrent cet appétit, en l'assouvissant. Et c'étaient des gens très bien qui se régalaient de Péguy ou de Claudel, et qui lisaient Aldous Huxley dans le texte.

Un quart de siècle s'est écoulé, et je crois que l'évolution ne saurait être plus complète. Ni plus naturelle : sur le plan économique, où l'offre doit s'adapter aveuglément à la demande, ce qui fut naguère la diffusion des nouvelles et l'expression des idées a perdu ses caractères anticommerciaux, anti-industriels. La diffusion des informations, considérée comme une source de profits est un problème résolu. Pour remporter ce succès, il a fallu faire appel à des personnes habiles et compétentes, assez avisées pour comprendre qu'elles devaient feindre le crétinisme pur, dans l'exercice de leur métier. Devoir dont elles s'acquittent avec un soin remarquable. Essayez, vous qui me lisez, de vous mettre un instant dans la situation d'un des messieurs — distingués, cultivés, professant entre eux des opinions étonnamment subtiles sur Jaspers, sur Saint-John Perse, sur Olivier Messiaen, etc — qui tous les matins ou tous les après-midi fignolent des récits de triple meurtre à Carpentras, ou s'émeuvent à propos des malheurs de quelque « vedette », ou s'interrogent sur l'état d'âme de la princesse Margaret, vous vous rendrez compte de l'héroïsme qu'il faut déployer pour se maintenir à cette profondeur.

Notez que tout, dans ces coquecigrues flamboyantes, doit être en rapport avec leur stupidité essentielle : ton, syntaxe, tics de plume, sentiments exprimés, vocabulaire ,présentation typographique. Sinon, le picotin offert aux ânes du « grand public » risque de leur gratter le gosier. Et alors, c'est un coup dur pour le tiroir-caisse.

∴

On voit très bien l'état-major d'un journal à grand tirage se réunir, à l'occasion d'un de ces fléchissements financiers, et le Napéléon de l'endroit taper sur la table : « Messieurs, la patrie est en danger ! Et pour

cause : je n'ai pas relevé, dans notre numéro d'hier, moins de quatre passages, je ne dis pas intelligents, il ne faut pas exagérer, mais enfin presque !... C'est intolérable, inadmissible ! ». Et les rédacteurs de se considérer les uns les autres avec consternation.

Désormais ils forceront encore sur la niaiserie : le client a toujours raison. Quoi qu'il réclame, fût-ce de la pourriture garantie. De la même manière, un fabricant de papier peint, ou d'appareils d'éclairage, ne choisit pas ses types de fabrication d'après son goût propre, mais d'après les vœux de la clientèle. Si celle-ci veut de l'affreux, on lui en donne, et l'industriel ne se sent nullement humilié pour la cause. La marchandise journalistique — étendons maintenant cet adjectif aux hebdomadaires illustrés, qui sont dignes de leurs confrères quotidiens de grande diffusion — sera donc mise sur le même pied. Vous voulez de la crotte ? « En voici ».

Et les débitants de crotte, crottés eux-mêmes jusqu'aux yeux, à force de patauger dans leur marécage, ne subissent pour ce motif aucune déconsidération, non pas même chez les défenseurs patentés de l'esprit, chez les représentants du prestige national ou de la pensée pure. A la tête des publications, systématiquement abrutissantes et avilissantes, qui ont supplanté la presse de jadis (rappelez-vous seulement *Candide*, *l'Œuvre*, la première *Humanité*, *l'Action française*, etc.) se trouvent des personnages qui comptent parmi les plus importants et les plus respectés de l'Etat. Leurs collaborateurs, faisant le métier qu'ils font, en tirent honneur et gloire.

∴

Ajoutez à ce monde des journaux, composé d'hommes éclairés qui fabriquent délibérément de la sottise, divers mondes qui se sont constitués sur les mêmes bases : le

monde du cinéma, le monde du sport, le monde de la mode, le monde de la radio, le monde de la chanson. Sur ce dernier, en particulier, il y aurait beaucoup à dire, sur les équivoques dont il se nourrit, sur le snobisme bénêt des bourgeois qui prennent Trenet pour un poète et Piaf pour une tragédienne... Mais le phénomène principal, général, commandant d'ailleurs tous les autres, reste la prostitution des journalistes au service de l'imbécillité lucrative.

Il mesure, ce phénomène, le recul que la culture et la civilisation ont opéré depuis le début du siècle, en dépit de la débauche d'instruction à laquelle la société moderne s'est livrée dans cet intervalle. Partout on construit à grand frais des écoles ; et cela conduit tout simplement à multiplier les lecteurs de *France-Soir*. A la déesse au front de génisse, une bonne partie des « clercs » a sacrifié paisiblement leur bien le plus précieux et le plus rare : la probité intellectuelle. Ils se sont collé sur le visage le masque hideux de la bête, et ils se sont agenouillés devant elle, pour jouir de ses bienfaits. Peu importe, si par là-dessous ils ricanent. C'est un spectacle épouvantable.

Il est temps de le signaler, car bientôt personne ne s'en rendra plus compte, par la force de l'habitude. Et maintenant, déjà... !

Robert POULET.

Willy-Paul ROMAIN.

Paul VALERY et l'indifférence

« *Je ne demande rien, je ne refuse rien* ».
Paul VALÉRY.

Il est difficile de prétendre que Paul Valéry soit mal connu. Au début de cet essai où l'on tente de présenter quelques aspects du poète, il faut en toute humilité se souvenir que la liste des ouvrages qui lui ont été consacrés compte plus de cent cinquante titres : la bibliographie contenue dans la magistrale thèse de M. Maurice Bémol, publiée en 1949, en énumérait déjà cent dix-huit.

Le présent texte va-t-il donc ajouter une ligne de plus à une liste si fournie ? Oui et non.

Oui, parce que, comme la majorité de ses précédents, il est d'abord l'aboutissement d'une longue admiration et l'expression d'une louange. Il cherche à rendre clair ce qui le serait déjà si la manie de comprendre — comprendre après avoir ressenti — n'était une caractéristique de notre âge.

Non, parce qu'il ne serait rien sans les textes qui l'ont inspiré, publications posthumes (1) ou inédites. Dira-t-on qu'ils aient révélé un Valéry inconnu ? Sans doute pas, car il existe encore un grand nombre de pages, carnets intimes, lettres, ébauches et poèmes, qui demeurent ignorés. Le désir que nous avons de les découvrir n'a toutefois rien de malsain, de superficiel ou de factice — le snobisme autour de Paul Valéry, quel sujet de thèse complémentaire ce serait ! — C'est la curiosité légitime de celui qui, ébloui par une vive lueur, s'efforce d'en connaître la source et de discerner de quels éléments procèdent sa rutilance et son éclat.

(1) **Histoires brisées** (Gallimard 1950) ; **Lettres à quelques-uns** (Gallimard 1952) ; **Cahiers** (C.N.R.S. 1957).

C'est aussi le comportement de celui qu'entraîne dans le sillage de sa pensée ce contempteur des illusions intellectuelles, cet arbitre froid, dont la science tenait lieu de passion. Car, convaincu de l'évolution constante des problèmes qui occupent l'esprit et des variations incessantes de celui-ci, Valéry attire, et ne déçoit que pour mieux faire songer.

Ainsi estimait-il que Descartes, bien que largement dépassé dans sa conception du monde, n'en avait pas moins proposé un moyen toujours actuel de résoudre les énigmes que suggèrent les continuelles transformations de la planète, du système solaire, de l'univers, etc...

Une suggestion que je me risquerai à énoncer procède de l'aveu maintes fois exprimé sous diverses formes par Valéry lui-même : « Mes vers ont le sens qu'on leur prête ». Et peu lui importait, oui, que ses poèmes fussent interprétés ainsi ou autrement. Il avait pour son lecteur assez de respect — à moins qu'il ne s'agît d'indifférence courtoise — pour le laisser maître du choix et de l'orientation des sensations retirées de la lecture.

Cette interprétation d'un Valéry indifférent — quelles que fussent sa clairvoyance, l'intérêt qu'il portait au quotidien et son sens de l'humain (je songe à l'apostrophe aux civilisations « mortelles ») — semble n'être pas dénuée de tout fondement. Mal connu, ce personnage ? Peut-être. Insolite ? A peine. Ce n'est pas une révélation que proposent ses pages inédites, mais seulement quelques constatations. La lecture de Valéry renouvelle fréquemment le jugement que l'on peut porter sur lui. C'est pourquoi elle s'impose, c'est pourquoi elle oblige à chercher toujours un peu au-delà. Car ce créateur, toujours passionnément intéressé par l'objet de sa création, par le processus de la création, restait remarquablement insensible — indifférent — aux réactions « secondaires » que suscitait son œuvre. Allant de l'avant à travers les dédales de l'esprit humain, il abandonnait en chaque instant quelqu'un, quelque chose. Un peu de lui-même ? Un peu des autres ? Oui, et surtout : les autres.

Dans ses « *Vues* » et « *Fragments* » sur Descartes, il avait pris le parti de montrer le jeune penseur de 23 ans découvrant un système. Des censeurs ont pu reprocher à Valéry de paraître ignorer que certaines données des « *Méditations* » n'étaient pas neuves, que Descartes avait lui-même ignorées ou feint d'ignorer. Mais n'est-ce pas feinte aussi de la part de Valéry ? Car l'essentiel de son commentaire est de montrer non pas l'originalité de Descartes, mais l'importance de ce qu'il apportait à l'esprit : un moyen de connaissance par « le développement de la conscience ». Dès lors, délaissant l'étude critique de la « *Dioptrique* » du « *Traité des Météores* » ou de la

« *Géométrie* », Valéry concentre son attention sur le processus mental qui consiste à « déduire les solutions de la supposition du problème résolu », processus qui constitue en fait le fondement de la « *Méthode* » et lui fait sa nouveauté.

Et le doute méthodique, l'élimination successive des difficultés résolues, ne les retrouve-t-on pas dans ce qu'écrit Valéry :

« Car l'esprit se meut dans le vague, du vague au précis » : ce vague qu'il abandonnait sans cesse pour poursuivre le précis, ce vague qui, point de départ nécessaire, base inéluctable de son raisonnement, lui devenait sans cesse, totalement indifférent.

« Toute œuvre littéraire est à chaque instant exposée à l'initiative du lecteur ». Ainsi s'exprime le poète dans l'avertissement précédant les « *Histoires brisées* » qui, mieux qu'une œuvre posthume, sont un peu d'une pensée vivante dont la richesse et la rigueur n'ont pas fini de nous étonner. « Car, dit-il à propos des ébauches de pensées qui font ce livre, ...je ne m'inquiète pas de demander à cette production spontanée de se prolonger, organiser et achever sous les exigences d'un art ».

Voici qui, tout d'abord, parait définir fort bien sa position spirituelle dans le domaine de l'expression, et qui résout non moins bien le problème qu'on a cru souhaitable de poser à propos d'un certain hermétisme apparent de son œuvre. Il semble pourtant qu'avant de porter un tel jugement, il eut été bon d'examiner de plus près les raisons de cet aspect prétendûment sybillin de son art et de sa pensée.

Les « exigences de l'art » n'ont jamais empêché Valéry de dire et prouver son mépris pour toute forme de pensée qui, exprimée, livrerait immédiatement sa signification et ses secrets. Il serait déraisonnable de s'insurger contre cette position : que serait un objet d'art — tableau, statue, pièce de musique — qui dévoilerait dès le premier contact, visuel ou auditif, tout ce qu'il possède de beauté et d'harmonie ?

La découverte des choses belles perdrait beaucoup de son sens, de son intérêt, si leur perfection ne devait plus proposer de nouvelles joies, passés les premiers instants d'observation.

L'art, quelle que soit la forme qu'il revêt, est source de beauté : il ne peut pas la galvauder. Découvrir le jeu de la lumière sur la matière d'une statue ou celui des nuances dans les composants d'un tableau, tel est le don de cette source toujours renouvelée : comme une source est, par l'essence de son produit, toujours nouvelle. De même, si l'on demande au poème la surprise d'une tournure, d'une assonance, d'un rythme nouveau, agréable à l'oreille, pourquoi ne pas lui demander aussi celle du mot qui, d'abord obscur, soudain se détache par

ce qu'il surgit à sa place la plus exacte et non celle qui lui eût été donnée dans le discours ordinaire et par laquelle il n'eut sans doute pas atteint cet éclat neuf et particulier ?

Ceci se peut justifier d'autant mieux qu'au vingtième siècle l'art sous toutes ses formes paraît n'obéir qu'à la loi de l'invention, d'où découle souvent un usage immodéré de la licence. Autrefois, la liberté d'expression ne comportait pas ce mépris des règles et il n'était point de geste de peintre, de poète, d'architecte ou de musicien, qui ne fût orienté dans son élan par un rituel soumis à d'intransgressibles règles, à l'intérieur desquelles, pourtant, les combinaisons possibles pouvaient varier à l'infini selon le talent de l'artiste.

Dans la liberté laissée aujourd'hui à la création artistique, il appartient à chacun de se donner à soi-même sa loi. Or, peu en ont le courage. Ceux qui l'ont peuvent donner de grandes œuvres : Valéry fut de ceux-là.

On connaît l'anecdote prêtée à Picasso : à un curieux qui lui disait ne pas comprendre sa peinture, il demandait : « Comprenez-vous le chinois ? — Non ! — Eh bien, répliquait-il, cela s'apprend ! »

L'auteur du « *Narcisse* », plus modeste dans ses jugements, souriait, disant à qui lui demandait une explication : « Comprendre, c'est *trouver* ce que l'on aurait fait de soi-même, c'est se reconnaître, trouver qu'une chose extérieure était soi, de soi ». De toute évidence, ceci peut s'appliquer à n'importe quel poème, à n'importe quel auteur, et il serait curieux de comparer entre elles les innombrables gloses sur la symbolique du « *Lac* » de Lamartine ou des « *Nuits* » de Musset, dont pourtant chaque lecteur croit comprendre immédiatement le sens.

Ce mot de sens lui-même peut induire en erreur. Ce qu'il convient plutôt de demander au poème, c'est une sensation. De la sensation naîtra la connaissance.

∴

Mais cette sensation obéit elle-même, à certaines lois, d'ordre psychique sans doute, car la première est que les éléments composant la phrase doivent apporter l'essentiel du pouvoir émotionnel de l'énonciation, qu'il s'agisse de vers ou de prose.

La discipline de la composition — Edgard Poë l'a magistralement enseigné — est un des éléments essentiels de l'achèvement parfait du poème dont le but reste la connaissance, cette connaissance qu'en n'importe quel domaine on ne peut atteindre sans respecter une méthode et des règles formelles. Le génie lui-même a besoin de tels moyens pour se libérer : le simple poète ne peut-il modestement en accepter la discipline ?

Or, indifférent aux modes, Valéry a choisi paisiblement ce parti.

Au surplus, son souci de la forme et l'apparent hermétisme de ses poèmes seraient discutables si nous ne pouvions observer que Paul Valéry respecte la langue. Il ne veut point l'employer à d'autres fins que constructives. C'est pourquoi le récit est un genre qui le rebute, mais, encore une fois, ce n'est pas là attitude, c'est hauteur de pensée, souci d'exactitude, de vérité, et ainsi : indifférence à l'égard d'un art mineur.

Pourtant, il ne faudrait pas confondre vérité et simplicité. « La nature n'est pas simple », exprime Rachel, l'un des personnages quasi - mythiques des « *Histoires Brisées* ». Ainsi, Valéry, étant naturel, peut ne pas être simple, ce qui ne contredit nullement cette opinion que j'ai voulu suggérer : que l'aspect parfois cabalistique de ses poèmes ne résulte pas d'une intention de dissimuler la pensée, intention bien étrangère à cet esprit détaché !

Pour lui, le monde offre à l'homme un certain nombre de possibilités d'être selon une forme de vie qui n'emprunte rien à la réalité immédiate, mais qui la traverse et la délaisse pour mieux la dominer. Ces possibilités constituent l'ensemble des démarches de l'esprit que l'on désigne sous le nom de poésie, cette poésie qui « semble vouloir exprimer les objets dans ce qu'ils ont d'apparence de vie ou de dessein supposé » !

Ce qui fait la « nouveauté » de la poésie valéryenne, c'est l'importance attribuée à l'idée et à l'abstraction. Et ceci explique d'une certaine manière la prétendue froideur de ses vers. Car la poésie est avant tout l'idée faite sensation et, pour mieux dire, émotion.

Ainsi Valéry fait-il des mots une création vivante, il leur concède un pouvoir qu'ils n'ont pas habituellement et cette rare valeur du vocable touche et émeut. Il n'est pour s'assurer de ceci que de comparer deux textes : par exemple, l'un de ses tout-premiers poèmes, *Orphée, Féerie* ou *Eté,* et ce fragment, brisé lui aussi, intitulé *l'Esclave,* où se lit ceci : « Car ce qui est réel n'a aucune signification et ne vise point autre chose ».

Il semble qu'en rapprochant ces pièces les unes des autres, l'identité des moyens, l'analogie du souci directeur apparaît : toucher au comble de la précision et apporter la plus forte densité de la pensée par les moyens de la plus sûre harmonie.

Le remarquable est précisément que Valéry, qui n'est pas simple, utilise un langage simple. C'est là un des aspects habituels de ce curieux génie : le paradoxe y fleurit habituellement et tel qu'il s'impose comme une évidente facilité. Il est d'ailleurs peu probable qu'il y ait chez lui de la recherche gra-

tuite, dans la mesure où l'acte gratuit n'aurait d'autre fin que de vouloir impressionner quelques lecteurs. S'il choisit d'être obscur plutôt que de s'expliquer, ce n'est pas pour étonner, pas plus que pour se faire une place à part : c'est simplement parce qu'il ne fait aucune concession inutile à la spontanéité de sa pensée ou au sens des mots, et qu'il se soucie peu de ce qu'on en dira. Si ce langage valéryen paraît en quelque sorte brut, ce n'est pas qu'il le donne tel qu'il se présente originellement à lui. Il y eut, en effet, auparavant, un long travail d'élaboration dans ce cerveau bizarrement organisé, et toute idée qui en émane soudain, sur un objet d'intérêt nouveau pour elle, est déjà à une hauteur où nous ne parviendrions nous-même qu'après un long travail d'analyse, d'examen, de décantation et de synthèse, à partir de quelques éléments dont nous jugerions déjà qu'ils ne manquent pas d'ingéniosité.

Voici sans doute un des secrets de Paul Valéry : il doit à vingt ans de grec et de mathématiques, à trente ou quarante ans de méditations silencieuses, la force intellectuelle qui lui permet de nous livrer des pensées excessivement haut placées.

Dès lors, comment s'étonner que sa poésie paraisse hermétique ? Et que ces nombreux propos, ces notes, ces histoires, ces cahiers, effraient par la densité extrême de leur contenu ?

∴

L'art de Paul Valéry est de ceux que l'on discute en vain. Ceci tient peut-être aussi à son constant refus d'enseigner : ce qui est pour le moins paradoxal, lorsqu'on songe à tant de pièces qu'il écrivit « sur commande », à telle ou telle occasion, à tant de propos sollicités, et dont le couronnement fut ce *Cours de Poétique* dont la gloire a rejailli autant sur le collège qui lui offrit une chaire que sur lui-même.

Valéry détestait, — et ce n'est pas trop dire, — toute forme de prosélytisme. S'il jugeait les grands thèmes de la vie sociale, les grands mouvements de la pensée politique, les larges évolutions des recherches humaines, c'était sur le plan strict de cet équilibre des mondes pensants, qui a été de tous temps son souci dominant.

La lucidité ferme de son jugement excluait la condamnation, car il ne prêchait pas pour une collectivité contre une autre, pour un groupe d'individus contre un autre. Il avait trop, aussi, le désir de plaire, sans souhaiter faire plaisir, pour s'engager sur la voie qui l'eût astreint à contrarier violemment quiconque et pour s'émouvoir dans l'instant que l'événement suscité par l'une quelconque des forces en opposition venait de transformer les vérités civiques ou morales.

Et peut-être faudrait-il rappeler qu'il est mort à l'heure où les plus atroces révélations nous étaient données sur les horreurs des camps de concentration, sur l'amertume des victoires, sur tout le côté misérablement périssable, bafoué, de la soi-disant civilisation. Des témoins de ses derniers jours assurent qu'il fut hanté pendant ceux-ci par la vision d'un monde pourrissant. Les « civilisations mortelles » qu'il dénonçait plus tôt devenaient l'objet d'un cauchemar. Et, pourtant, de quelle sérénité sa pensée ne devait-elle pas s'inspirer en songeant à une terre humaine renaissant à la clarté, à l'héroïsme.

Ce souci de l'avenir de l'homme, qu'avec son extrême pudeur il a à peine laissé apparaître dans tant d'écrits qui ne sont cependant que des défenses de l'humain, on s'apercevra dans quelques années qu'il explique la singulière carrière de Paul Valéry et aussi qu'il fait mériter à son œuvre une place à part dans ce siècle, qui sera peut-être, dans le domaine de l'esprit, celui de Paul Valéry.

De son œuvre posthume, que la publication des « *Cahiers* » a largement étendue, avec les « *Histoires Brisées* », les « *Lettres* », illustrent singulièrement ce propos. Notamment, il est aisé d'y relever une qualité plutôt rare chez un homme de lettres qui se savait tel et ne s'en cachait guère : la spontanéité.

Lorsque Paul Valéry écrit au R.P. Gillet : « La seule chose que j'ai désirée comme écrivain fut d'obtenir cette attention sévère qu'il faut préférer à l'éblouissement et aux enchantements dont c'est l'objet ordinaire des auteurs de rechercher les avantages », on doit convenir qu'il se trace à lui-même une règle difficile qu'il n'a d'ailleurs pas manqué de suivre. Dans maints de ces feuillets adressés à Mallarmé, Pierre Louys, Huysmans, André Lebey, Valéry Larbaud, Léon-Paul Fargue, et bien d'autres encore, et qui s'échelonnent sur cinquante-quatre années (1889-1943), on retrouve cette preste facilité de la plume, cette agilité de l'esprit qui servent une pensée nette où le souci d'une certaine élégance n'écarte jamais l'honnêteté, la sincérité de l'expression — parfois sa crudité. Ceci comme cela classe Valéry parmi les plus étranges créateurs de ce siècle.

Certes, il faut attendre la publication intégrale de la volumineuse correspondance et celles de nombreux textes inédits pour prétendre être à même de posséder tous les éléments d'appréciation sur cette intelligence qui a fait de lui, non seulement un artiste aimable et original, mais aussi, et surtout, l'un des premiers penseurs de ce temps.

Si, à ce propos, on tente de le rapprocher de quelques-uns des grands noms des temps anciens, de ceux qui firent l'âme greoque, la féconde lucidité romaine, il semble que le père de

M. Teste tient sa place à côté de Thucydide, Hérodote, Platon, comme il la tient à côté de Virgile ou de Léonard de Vinci, ou comme le suggère Alain, de Lucrèce. Or, c'est bien aussi dans son origine méditerranéenne qu'il faut voir une des raisons de son humanisme profond.

Fred Berence, dont l'œuvre de critique s'est depuis longtemps imposée, avec ses études sur la Renaissance florentine, et notamment son « Léonard de Vinci, ouvrier de l'intelligence », souligne à propos de ce dernier les qualités de l'esprit créateur : esprit clair, modéré, profond et droit. Ce sont là les caractéristiques de l'intelligence, en laquelle le critique voit la marque olympienne.

C'est le même qualificatif qu'il faudrait appliquer à Paul Valéry qui, restant poète alors même qu'il est le penseur le plus profond, le critique le plus direct, des « *Variétés* » à « *Mon Faust* », garde le souci méditerranéen d'un style de vie purement humain, et défend l'homme, seule valeur existante, sans se préoccuper le moins du monde de savoir s'il est ou non suivi.

L'œuvre de Paul Valéry, si elle n'est pas une éthique peut n'en être pas moins regardée comme un Art de vivre, car il ne sollicite rien, il ne refuse rien. Et cette indifférence doit bien être une forme de la sagesse.

Willy-Paul ROMAIN.

Jean-Claude LEMAIRE.

Vers une médecine d'Etat ?

« *Indépendants des Pouvoirs qui passent, nous sommes fiers de l'être* ». — (Professeur Mercadier.)

CHACUN le sait maintenant : La Ve République vient de mettre en place, malgré tout, le cadre d'une Médecine d'Etat, ses petits commis ayant ressorti et exhibé les problèmes médicaux comme sur des tréteaux électoraux, se servant cependant du seul argument du remboursement à 80 % des honoraires, sans expliquer les motifs du conflit surgi en mai dernier. L'Argent a été le mobile efficace du Gouvernement dans sa campagne hostile contre le corps médical. Mais déja, depuis plusieurs années, lentement, la déconsidération du Ministère de la Santé, la création d'un plein temps hospitalier liquidant la médecine de quartier, les campagnes de presse saisonnières contre les médecins ces « capitalistes », ces « exploiteurs », ont permis à un extraordinaire appareil administratif de prendre inexorablement en mains la Médecine dans tous ses compartiments et de l'acheminer vers une fonctionnarisation qui n'ose encore dire son nom.

Le décret du 12 mai 1960 marque l'ultime point et peut s'analyser en quelques lignes essentielles :

1. Fixation des honoraires médicaux permettant le remboursement à 80 % selon les études arithmétiques des techniciens des ministères.

2. Limitation des traitements médicaux et table des normes d'activités.
3. Liste de médecins jouissant de la notoriété, fixée à 20 % (tant pis pour les autres et ceux qui suivent).
4. Création de commissions paritaires dont la moitié des membres seront des non-médecins, pour régler les litiges médicaux relatifs aux soins et prescriptions, litiges soumis en dernier recours au Tribunal administratif.
5. Si la Convention collective n'est pas acceptée, alors possibilité de contrats individuels assurant sans doute au client le remboursement à 80 % sur le tarif d'autorité et aussi au médecin une publicité (contraire à toute déontologie) et des avantages fiscaux et sociaux, la Caisse se réservant le droit de dénoncer le contrat.
   Il y a là déja un choix imposé au client par un remboursement préférentiel.

Nos technocrates de la Santé ne voient qu'une entité : l'Homme et qu'un geste : l'Acte médical. Ils oublient que les médecins soignent *des* Hommes, leurs souffrances si différentes par *des* actes médicaux différents selon leur compétence et la gravité du cas. Ce n'est pas l'esprit de géométrie qui gouverne l'acte médical mais surtout un mélange de bon sens, d'empirisme, de logique et d'art qui n'est pas tarifiable. Le médecin n'est pas un garagiste de la mécanique humaine : il lui faut rester libéral et humain avec le moteur.

Il n'est pas possible de transformer la consultation médicale, son diagnostic, sa prescription, sa responsabilié en un spectacle ou un débit avec des salons d'exclusivité et de notoriété et des salons à bas tarifs et remboursables. Et que deviendrait cette *nécessaire possibilité de choisir pour tous* qui reste encore en France la marque de l'Occident.

Le décret du 12 mai porte une atteinte au choix. Il supprime le choix et subordonne le médecin aux Caisses.

Et l'Etat n'hésite pas à offrir l'appât des avantages fiscaux et sociaux aux médecins qui s'engageraient dans cette administration politisée de la Santé, médecine de « guichets ».

La Sécurité sociale favorise en plus l'installation de dispensaires et de cabinets de groupes avec des contrats particuliers à tiers-payant, estimant que le plein temps hospitalier n'est peut-être pas suffisant pour abattre l'artisan médical indépendant. Propriétaire de cabinets de consultations, elle crée un *corps de médecins subordonnés :* on peut débiter de la consultation, le salariat médical est en route mais le médecin dans sa boutique va dépendre de l'équilibre financier des Caisses.

Des modifications ont donc été demandées à ce Décret et notamment la garantie de la liberté de prescription et le remboursement à 80 % aux malades *quel que soit le médecin choisi par eux.* Enfin, il fut protesté contre la division du Corps médical qui serait faite par les Conventions individuelles.

Mais le Gouvernement, fort de son texte, ne se souciait d'aucune récrimination. Pour lui, pour le Pouvoir, depuis le 12 mai 1960, le problème des médecins est réglé.

En effet, il est vrai que des adhésions individuelles n'engagent que leurs signataires alors qu'une Convention collective emprisonne la Médecine. C'est pourquoi le Pouvoir jouait gagnant sur le papier car il obligeait les médecins à rejeter le Décret, ce qui aussitôt permettait à Bacon de proposer les adhésions individuelles et quand même de briser les principes du Corps médical.

Les refus de Toulouse, de Nice, du Rhône (81 %), de la Loire (84 %), de la Seine (72 %)... de signer le décret ne l'intéressaient que peu ou prou.

Pour lui, comme dans d'autres cas, le processus est en marche. La médecine d'Etat se montre à l'horizon avec ses appointements de préfets, sa hiérarchie d'ancienneté, ses rajustements de salaires. 54 départements se résigneraient à la prison plutôt qu'à la mort.

Mais c'est dans les crises de régime que l'on donne en pâture au peuple du médecin, du curé et du soldat pour masquer les déficiences économiques et politiques. C'est là un autre honneur de la profession.

Pourtant en plus des jeux du peuple, l'Etat et ses techniciens veulent faire de la Médecine un banal ser-

vice public de propreté, d'hygiène et de prévention. Il y aura les éboueurs pour la voierie, les médecins pour nettoyer les corps et les théoriciens du Pouvoir pour laver les cerveaux comme dans la meilleure société bolchevique.

Car pour s'assurer de l'obédience de tous, il *faut d'abord aliéner ou discuter la personnalité du médecin,* cet artisan cultivé qui n'a pas de référence sociale. On transformera même la manière de guérir, la technique du soin pour faire disparaître la médecine individuelle pour une médecine collective et planifiée, sous le fallacieux prétexte d'un sens de l'Histoire ou d'une contingence économique européenne. Il n'y aura plus d'art médical, il ne restera qu'une science sèche. Ceci serait encore possible si tout était au diapason, et si la prolétarisation de la médecine respectait l'indépendance morale et technique de chaque médecin.

Mais il semble bien que pour nos technocrates, le coût de la maladie l'emporte sur le prix de la santé, et la médecine se met aux ordres de l'Economique. De là à créer aussi dans un mois, dans un an, des Commissaires de Santé pour s'assurer que la médecine reste bien au service de l'Etat et que les médecins appliquent civiquement les ordonnances du Gouvernement !

Mais les médecins et la Médecine ne sont pas encore perdus, ne serait-ce que par l'attente des moyens de financement du projet gouvernemental. On a donc le temps de résister en admettant même les contrats individuels, les aliénations et la division du corps médical et en s'efforçant sans cesse d'assouplir les rapports avec le Pouvoir, d'avertir l'opinion publique sur la démagogie officielle, de continuer une médecine de haute qualité, de lutter contre le nivellement par l'abaissement des médecins. On peut surtout adopter une solution d'avenir dans le cadre d'une décentralisation régionale de la France dont tous parlent et que personne ne commande, cette décentralisation qui pourrait résoudre d'autres problèmes cruciaux ; *dans le cadre d'une reconstitution des groupements professionnels* qui supprimerait alors cette Sécurité Sociale d'Etat à la charge de la Nation, tous les besoins sociaux étant couverts par le patrimoine constitué au

sein de chaque corps professionnel. On concilierait la fonctionnarisation, l'autonomie et l'indépendance, si le budget de la santé était confié à l'ordre des Médecins qui deviendraient leurs propres salariés, comme l'indiquait récemment le Dr J. Sarano.

De toute façon, le médecin restera d'utilisation individuelle car il y aura encore la conversation avec le malade, la confession privée, et toujours derrière le plus pur technicien de santé, le contact d'un homme qui veut comprendre un homme qui souffre. Non, même dans le « sens de l'Histoire », le malade ne sera pas objet, le médecin ne sera pas robot.

Jean-Claude LEMAIRE.

LA GRANDE CRUE D'AUTOMNE

Andrée Martinerie : LES AUTRES JOURS (Gallimard).
Janine Sperling : LA LONGUE SOIREE (Gallimard).
Marguerite Duras : DIX HEURES ET DEMIE UN SOIR D'ETE (Gallimard).
Jean d'Ormesson : UN AMOUR POUR RIEN (Julliard).
Dominique Desanti : LES GRANDS SENTIMENTS (Grasset).

SI j'étais romancier, je me refuserais catégoriquement à publier, à laisser publier un livre de moi entre le 1er septembre et le 1er janvier... Motif : que ce soit dans la rue, dans le métro, en chemin de fer ou ailleurs, j'ai une sainte horreur de la cohue.

Etre noyé dans la foule est une des sensations les plus détestables que je connaisse, et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai renoncé à vivre à Paris, à prendre des vacances à l'époque des congés payés, à assister aux « coquetèles » littéraires, voire à sortir de chez moi le dimanche, tout rassemblement de plus de quatre personnes (comme disent les ordonnances de police) suscitant en moi un désagréable malaise. Or la vie litttéraire, durant les trois ou quatre derniers mois de l'année, c'est cela : une bousculade absurde, une cohue étouffante. Il se publie, ces mois-là, deux ou trois romans chaque jour. Au cours du seul mois de septembre de cette année, le plus « inflationniste » des éditeurs parisiens n'en a pas sorti moins de vingt-cinq... La chose est d'autant plus extravagante que les éditeurs eux-mêmes vont, proclamant que les romans se vendent mal, et surtout les « premiers romans » d'auteurs encore inconnus. Mais voilà : ils n'ignorent pas non plus que, parmi les

quelque deux cents romans qui auront vu le jour entre septembre et décembre, il s'en trouvera vraisemblablement un à qui le « Goncourt » assurera un tirage de deux à trois cents mille, deux ou trois à qui le « Fémina », le « Renaudot », l'« Interallié » vaudront de cinquante à cent mille lecteurs. Cette distribution de prix de fin d'année ressemblant étrangement (et toujours davantage) à une loterie, ils s'emploient dès lors à y prendre le plus possible de billets, tablant sur la loi des grands nombres et le calcul des probabilités.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication de cette crue saisonnière. Ses premières victimes — mis à part les auteurs eux-mêmes — sont les critiques, tenus de lire au moins un certain nombre de ces livres qui s'accumulent sur leur table à un rythme accablant. Comment faire face à cette avalanche ? Comment effectuer un choix, et suivant quels critères ? Il est vrai que, ces livres, beaucoup se referment d'eux-mêmes dès la vingtième page, ce qui simplifie la tâche du liseur professionnel. Restent ceux qu'il lit jusqu'au bout, soit qu'un certain accent le retienne, soit que, par leur sujet, ils aillent dans le sens de ses préoccupations du moment. Ainsi s'opère un premier tri, dont l'objectivité est peut-être sujette à caution — mais qui donc oserait encore se piquer d'objectivité rigoureuse, dans cette foire d'empoigne qu'est, chaque automne, la « saison du roman » ?

∴

Sur dix romans parus en cette fin d'année 1960, neuf ont pour sujet l'amour — comme toujours — et sept ou huit une femme pour auteur. Tel sera donc, ce mois-ci, le fil conducteur de cette chronique : l'amour, les femmes, la manière dont les femmes, lorsqu'elles écrivent, traitent (de) l'amour, la manière aussi dont cette maladie de l'imagination affecte le comportement de ceux et de celles qui en sont atteints.

On me dira que j'ai choisi le plus facile, l'amour — ce qu'on appelle l'amour — étant la chose au monde la plus répandue, la plus banale, la moins « intéressante » qui soit. Justement. Que ce fantôme dérisoire continue, en 1960, d'occuper tant de place, de jouer un tel rôle dans la vie de l'homme et surtout de la femme dits « évolués »,

voilà qui a de quoi laisser rêveur. La littérature romanesque de ces dernières années, dans la mesure où l'on pouvait la considérer comme un miroir des mœurs de l'époque, donnait à penser que l'amour-passion avait fait son temps. Ce n'était pas que les rapports entre les sexes eussent cessé d'avoir leur place dans les livres — et dans la vie — mais ils débordaient rarement du cadre des rapports sexuels, précisément. Aux égarements futiles de l'amour-passion tendait apparemment à se substituer une chiennerie sans complication, agrémentée tout au plus de « fantaisies » plus ou moins pimentées. Je ne rappellerai que pour mémoire les innombrables ouvrages de dames et de demoiselles publiés dans le courant des années cinquante, et qui consistaient pour l'essentiel en d'anodines variations sur les diverses manières de conjuguer le verbe « coucher » : il y en eut des dizaines, dont on a oublié, à vrai dire, jusqu'aux titres.

Passée cette fièvre d'émancipation sexuelle — qui n'était pas sans rappeler par plus d'un trait celle qui s'empare traditionnellement des peuples « décolonisés », comme on dit — dissipées les vapeurs de cette ivresse « révolutionnaire » — dont Mme Simone de Beauvoir fut un peu le Lumumba ou le Fidel Castro,, — on se demandait avec quelque curiosité ce qui, dans la littérature romanesque, se substituerait à elle. Oh ! déception : voici revenu le temps des vieilles chansonnettes, où *amour* rime derechef avec *toujours*, *désir* avec *soupir* et où « le temps efface sur le sable les pas des amants désunis... »

Pour les personnages de Mmes Andrée Martinerie, Janine Sperling, Marguerite Duras, Dominique Desanti, comme pour ceux de M. Jean d'Ormesson (dont le livre a, par là-même, je ne sais quoi de « femmellin » qui m'incite à le ranger parmi les ouvrages de dames) la grande affaire est d'« aimer », d'être « aimé (e) » et le grand drame, de ne l'être pas. Cette obsession, que son caractère suranné rend tout juste supportable dans la littérature courtoise, prend quelque chose de vaguement ridicule dans un roman de 1960, c'est-à-dire en un temps où l'on sait — tout de même — à peu près à quoi s'en tenir sur la nature et la futilité des « mouvements du cœur ».

Prenons le cas du roman de Mme Andrée Martinerie, *Les autres jours*, qui s'impose — au moins — à l'atten-

tion par une netteté d'écriture et un souci de composition estimables. C'est l'histoire d'un couple, marié depuis une dizaine d'années, et dont l'amour a fait place, peu à peu, à une manière de confort sentimental dont Geneviève Brincas s'accomode mal. Le sujet en vaut un autre — et l'on pourrait imaginer un romancier ou une romancière de 1960 apportant une solution inédite aux « problèmes » de Madame Bovary. Eh bien, pas du tout ! Telle son illustre ancêtre, Geneviève-Emma se consolera de sa déception, de son amertume, de son délaissement en « vivant un grand amour » éphémère, romantique et passionné à souhait, sous le ciel de Capri comme il se doit — intermède après lequel elle reviendra comme si de rien n'était à son universitaire de mari et à ses enfants. Cela donne un roman de trois cents pages serrées, dont la justesse de ton et la forme séduisante ne suffisent pas, malheureusement, à pallier la parfaite *vanité*. En effet, si les huit premiers chapitres, si les cent premières pages des *Autres jours* constituent un tableau doux-amer, assez cruel dans sa sobriété, d'un certain malentendu conjugal (sans « histoires », sans « scènes » — ou presque), les choses se gâtent lorsque l'auteur écrit (p. 181) : « Rarement vocation d'amour fut plus consciente que celle qui saisit Geneviève Brincas à l'âge de trente-trois ans ». Dès cet instant, le décor est en place, les choses sont mûres pour que ladite Geneviève Brincas se laisse aller à un bovarysme aussi dérisoire qu'exarcerbé. Et elle n'y manque pas. Nous aurons droit à l'inévitable voyage à Rome, à Florence, à Capri, au non moins inévitable séducteur quinquagénaire, à l'Avenure inoubliable et sans lendemain, à la mort de l'amant, au retour désabusé à la vie quotidienne, rendue plus maussade encore par contraste avec cette fausse évasion au royaume enchanté et parfaitement artificiel de la passion. Bref, ce livre pourrait avoir pour épigraphe la maxime fameuse de La Rochefoucauld : « Il y a de bons mariages, mais il n'y en a point de délicieux » — que je tiens quant à moi, quelque estime que je porte à son auteur, pour l'affirmation la plus contestable qui soit. Il me semble en effet que le mariage n'est concevable que « délicieux », et qu'il ne l'est que débarrassé des oripeaux (et de la nostalgie) de la passion amoureuse, laquelle n'y a jamais sa place.

Chacune à sa manière, les héroïnes de Mmes Janine

Sperling (*La longue soirée*) et Marguerite Duras (*Dix heures et demie un soir d'été*), se perdent dans les brumes d'un romantisme qui n'ose pas dire son nom. Tels des ectoplasmes un peu ivres, les premiers, qui se piquent de « lucidité » et d'intellectualisme, passent leur temps à s'interroger : « N'aurait-il pu la forcer à l'amour ? N'aurait-il pas pu l'aimer follement, passionnément, de la seule façon dont Florence pouvait être aimée ? (...) Elle aimait Jacques et Jacques l'aimait, et cet amour ne servait à rien. Elle aimait Bernard et Bernard l'aimait, et cet amour ne servait à rien, etc, etc... » (*La longue soirée*). Ce genre de doute se porte beaucoup, depuis que les personnages saganesques ont commencé à se demander s'ils aimaient Brahms, s'ils s'aiment eux-mêmes et les uns les autres — sans se rendre compte, manifestement, que cela n'intéresse personne et n'a pas la moindre importance...

Je parlais d'ectoplasmes un peu ivres : ceux que met en scène Mme Marguerite Duras le sont, quant à eux, au sens propre du terme. Du « gros rouge » de *Moderato Cantabile* au manzanilla de *Dix heures et demie un soir d'été*, ils font une grande consommation de vins divers, et il arrive que leur lucidité s'en ressente. Il se peut que cette propension des personnages de Mme Marguerite Duras à l'éthylisme soit toute symbolique : elle s'accorde assez bien, en tout cas, avec l'atmosphère brumeuse, pâteuse où se déroule l'action (?) des récits que trousse assez laborieusement la dialoguiste de *Hiroshima mon amour*, avec la confusion qui règne sans cesse dans l'esprit et la sensibilité de leurs héros, avec leurs propos balbutiants et leurs sentiments incertains sur lesquels paraît toujours flotter, sauf respect, un arrière-goût de « gueule de bois ».

L'ivresse à laquelle se laissent aller les personnages de Jean d'Ormesson est plus légère, plus subtile. C'est une ivresse purement littéraire, qui consiste à « faire de la littérature » avec rien, à propos de rien : les routes de Provence, le soleil d'Italie, le souvenir de Stendhal, la fontaine de Trevi, les cyprès d'Urbino, de jeunes personnes que distingue à peine leur prénom, Françoise, Roseline, Béatrice, le désir d'« aimer », le plaisir d'« aimer », la difficulté d'« aimer », l'impossibilité d'« aimer » qui vous « aime », et autres turlutaines sur lesquelles tout est dit depuis des siècles. Ce n'est pas sans raison que ce

livre s'intitule *Un amour pour rien.* Pour rien, en effet — mais dès lors, à quoi bon lui consacrer tant de pages ? Après Proust, l'entreprise semble assez téméraire — et assez inutile.

Plus ambitieuse, Mme Dominique Desanti, avec *Les grands sentiments,* nous propose un roman-fresque, un roman-témoignage, comme on dit, vingt années de la vie d'une femme dont le destin et les amours sont en grande partie déterminés par les convulsions politiques du siècle, du nazisme à la guerre d'Algérie, de la résistance au « rapport Khrouchtchev » en passant par les purges staliniennes. Pourquoi faut-il que cette littérature « engagée » — dont on ne songe à contester ni le sérieux ni la sincérité — distille un ennui contre lequel il est parfois malaisé de lutter ? Ne serait-ce pas que, ces « grands problèmes » et ces *Grands sentiments,* on en a depuis belle lurette fait le tour, et qu'ils sont finalement une source d'inspiration romanesque aussi pauvre que l'« amour » — sur lequel on a tout dit *aussi ?*

Ne serait-ce pas enfin, osons avancer l'hypothèse, que le roman est à bout de souffle et la littérature romanesque traditionnelle au bout de son rouleau, pour avoir — peut-être épuisé tous ses « possibles » ? On a vu mourir d'inanition d'autres genres littéraires (la tragédie, la poésie élégiaque ou épique). La mort du roman est-elle pour demain ? Ce n'est pas impossible — et les laborieux exercices de virtuosité technique, de renouvellement de la forme extérieure du roman, auxquels se livrent avec application les zélateurs du « nouveau roman » (Robbe-Grillet, Butor, etc...) le donneraient à penser. Bien entendu, ces travaux de laboratoire ne mènent nulle part, jamais le recours à un « formalisme » exacerbé n'ayant réussi à sauver de la mort un langage dont il ne saurait enrichir ou renouveler la substance même.

Mais nous verrons une autre fois que la mort du roman — désormais concevable — ne signifierait pas nécessairement la mort de toute littérature, supposé que celle-ci ait encore sa place et un rôle à jouer dans le monde qui est en train de naître; ce qui, bien sûr, n'est rien moins que certain...

CLAUDE ELSEN.

NOTES DE LECTURES

Marcel AYMÉ : *Les tiroirs de l'inconnu* (Gallimard).

Le premier roman depuis le grand « Uranus » de 1948. La bande du livre peut en vérité clamer : enfin un roman de Marcel Aymé ! Et voilà bien une histoire à propos de laquelle on peut parler de ce plaisir de lire, si rare en définitive. Dès la première phrase, tranchante comme un couteau bien aiguisé, on est entraîné au fil d'un récit clair comme l'eau et parfois brusquement étrange, inquiétant comme elle.

Le livre défie non seulement la critique — c'est le cas de toutes les œuvres originales devant lesquelles les références s'abolissent — mais le compte-rendu même. Martin prend la parole. Pour un mouvement d'humeur devant un spectacle qu'il aurait dû cependant observer avec philosophie — il a trouvé son frère couché avec sa fiancée — Martin vient de passer deux ans en prison. Ce matin même, libéré pour sa bonne conduite, il s'apprête à redécouvrir le monde. Martin est un naïf, un silencieux, un œil posé sur les hommes, qui a beaucoup vu. Martin, qui semble en savoir beaucoup plus long qu'il n'en laisse paraître, n'est pas sans évoquer souvent un Marcel à qui il doit sans doute une grande part de son être.

A partir de là, à la manière de ces films rapides d'autrefois, nous sommes entraînés dans une série d'aventures où l'on voit les personnages entrer par la porte, faire trois petits tours puis disparaître par la fenêtre ou une trappe brusquement ouverte. L'action se brise souvent. Il nous reste une série de personnages inoubliables, apparitions baroques, cavatines brillantes juxtaposées plus que reliées mais qui vous laissent, une fois éteintes, très longuement un air dans la tête..

Tatiana Bouvillon, superbe rousse, qui raisonnablement a abandonné l'agrégation de mathématiques pour se faire mannequin, un peu entretenue pour la bonne règle ; Sonia sa mère, le parler russe et l'âme à la « Dosto » ; Porteur, le frère de Martin, devenu à Saint-Germain-des-Prés le dernier des mythes à la mode, dont le moindre geste est raconté par ses admirateurs et salué avec recueillement « ah c'est bien Porteur ! » ; Lormier, patron de combat, colossal, formidable de puissance, de bêtise, si vrai... Et beaucoup d'autres.

Série d'exercices, au plus beau sens du mot, à chaque fois on a envie de crier : Encore ! Un sentiment de jubilation s'installe. On voudrait en lire mille pages. Le seul défaut de ce livre est qu'il s'achève. On cherche encore les personnages au dos du dernier feuillet.

Mais le livre fermé, une vie nouvelle se met à palpiter sourdement. Très vite l'on s'en aperçoit : tout n'est pas si clair dans ce livre. Car ce qui y semble baroque est la vérité même strictement transcrite — et ce qui n'y paraît que cocasse est beaucoup plus chargé de profonde compréhension humaine.

Il suffit d'entrer dans un quelconque restaurant des Champs-Elysées pour y entendre d'exactes « conversations Marcel Aymé », tenues le plus souvent par des gens qui vous diraient une seconde après devant le livre « mais où va-t-il chercher tout cela ? » Cela était déjà arrivé avec « La mouche bleue ». Simplement il entend et il voit. Comme l'enfant du conte qui avait vu que le Roi était nu.

Peut-être aussi est-ce cette *naïveté* des sens qui lui donne ce léger friselis de pessimisme courant à la surface de son œuvre. « En amour, les personnes du sexe, faut pas se tromper, c'est social d'abord ». C'est la « théorie » du livre, appuyée sur une citation d'Alexis Carrel. C'est *pour rire* ? Bien sûr. Comme sont *pour rire* la description de Lormier et de sa famille, les amours de Tatiana, la vengeance de Martin... A double face, pourrait être la devise de Marcel Aymé. Ceux qui cherchent la lourdeur n'aimeront jamais cet auteur. Mais ceux qui savent que l'art du romancier est avant tout celui du masque connaissent pour un des plus grands romanciers celui qui s'avance le plus inévitablement masqué : Marcel Aymé.

Bernard VORGE.

BENOIST-MÉCHIN : *Le roi Saud* ou *l'Orient à l'heure des relèves* (Albin-Michel).

Offrir au lecteur davantage que ne semblait en promettre le titre de l'ouvrage, telle a toujours été l'élégante générosité de Benoist-Méchin. Il le signifiait déjà dans la préface de son « Histoire de l'Armée allemande ». Aujourd'hui « Le roi Saud » prend rang, dans sa série consacrée au Moyen-Orient, à la suite de « Mustapha Kémal » et d'« Ibn-Séoud », en marge d'« Un printemps arabe ». Mais cette fois les perspectives changent quelque peu.

A la manière des beaux portraits de Princes et de Rois du XVIIe siècle, Mustapha Kémal dans sa longue capote grise boutonnée sous le menton, Ibn-Séoud dans la grande abaya brune et le Kouffieh de mousseline blanche, occupaient toute la hauteur du tableau. Dévisageant le spectateur dans les yeux, ils accaparaient d'abord son attention. A l'arrière-plan pourtant le paysage s'étendait à l'infini : des siècles d'histoire, les plaines où déferlaient les conquérants turcs au galop de leurs petits chevaux, les nuits au désert étoilé où, près des points d'eau, sommeillaient les caravanes.

Cette fois, comme quelque « donateur » de tableau primitif, le roi Saud ne figure que de profil, dans un coin du tableau. D'un geste discret, il offre au spectateur le vaste panorama présenté en vue cavalière, tout ce Moyen-Orient de l'Egypte à la Turquie dont les changements incessants ne semblent destinés qu'à souligner les traits permanents. Ainsi que le dit Benoist-Méchin, la haute silhouette de l'héritier d'Ibn-Séoud traverse les épisodes de ce livre « comme un fil d'or court à travers une tapisserie et assure l'unité de sa composition ».

« L'Orient à l'heure des relèves » c'est donc là le véritable titre de cet ouvrage dont les différentes parties s'intitulent successivement : Les débuts du règne - Le relèvement de la Turquie - Le pacte de Bagdad - L'Arabie s'interroge - La fondation d'Israël - La révolution égyptienne - Le drame de Suez et l'heure de Saud. Il est devenu superflu de dire d'un livre de Benoist-Méchin qu'il se dévore comme un roman — superflu et erroné quand on songe à l'ennui

secrété par tant de romans d'aujourd'hui. Du 9 novembre 1953, date de l'avènement de Saud Ier (ce n'est là qu'un prétexte d'ouverture puisque sur de nombreux points, notamment en ce qui concerne le relèvement turc ou la fondation d'Israël, l'auteur remonte beaucoup plus haut dans le temps) à la présentation de la « Doctrine Eisenhower » pour le Moyen-Orient au début de 1957, on se trouve irrésistiblement emporté au fil des événements. L'inextricable écheveau de l'Histoire semble se démêler devant vos pas. Tout devient clair. Au fur et à mesure de la lecture, le sentiment vous vient qu'avec l'auteur on a toujours su tout cela, de toute éternité. C'est là une impression bien agréable. Que d'enseignements pourtant à puiser, non seulement historiques mais politiques ! A cet égard les trois chapitres consacrés à la fondation d'Israël, la révolution égyptienne et la guerre de Suez (340 pages sur un total de 568) constituent un ensemble dramatique riche de leçons implicites. Il faut le lire.

Si, comme récit, « Le roi Saud » s'inscrit à la suite du diptyque intitulé « Le Loup et le Léopard « (Kémal et Ibn-Séoud), il se rapproche, par la distance historique, d'« Un printemps arabe » (ce dernier ouvrage évoque même des événements postérieurs à 1957, date à laquelle se termine « Le roi Saud »). Il est intéressant à cet égard de noter une différence d'éclairage. « Le roi Saud » sacrifie moins à l'optimisme systématique que le précédent ouvrage. Le monde arabe semblait baigner alors, aux yeux de Benoist-Méchin, dans une lumière de printemps qui adoucissait tous les contours et estompait toutes les aspérités. Il n'en est plus tout-à-fait de même aujourd'hui. Des lueurs d'orage sont venues ici et là mettre quelque variété dans l'horizon. Les graves menaces qui guettent l'avenir de l'Arabie Séoudite par exemple sont très lucidement analysées. Seuls l'Egypte et son chef le colonel Nasser échappent — et on peut le regretter dans une certaine mesure — à cette rigueur de regard. Peut-être la cause en est-elle que le récit historique de Benoist-Méchin demeure, à propos de l'Egypte, strictement événementiel et *politique*. Quoiqu'il en soit on ne nous dit rien des très lourds problèmes économiques et sociaux qui demeurent posés à l'Egypte nasserienne — comme au reste à tous les pays sous-développés, lorsqu'ils aspirent à sortir enfin de cet état.

Cette aspiration au renouveau ce sont précisément les nouvelles générations qui l'éprouvent, celles dont Benoist-Méchin montre magistralement la venue au pouvoir. Là est la grande mutation qui se produit à travers tout le Moyen-Orient. Relève des guerriers traditionnels par les commerçants et les intellectuels, relève des Bédouins du désert par les révolutionnaires des villes, relève aussi de l'influence occidentale par la poussée soviétique dans le « vide » d'indépendances récentes. Mais deux principes aussi émergent, autour desquels se polarisent ces énergies nouvelles : la notion de « patrie » ou *Vatan* et celle de « l'unité de la fraternité islamique » ou *Oumma*. Egoïsme sacré ou panarabisme, les forces arabes oscillent entre ces deux pôles, se groupent ou se séparent, penchent d'un côté du monde ou de l'autre.

C'est aussi par cette région du globe que passe la ligne d'équilibre politique de la planète. Cette constatation contribue encore à donner une importance capitale au très beau livre de Benoist-Méchin.

Bernard VORGE.

SAINT-PAULIEN : *Les Défenseurs* (A. Fayard).

M. Saint-Paulien écrit d'étranges romans. Des romans sans personnages. C'est le drame pur qui nous attache à ses récits : drame politique et guerrier dans « Les Maudits » où il nous contait la chute de Berlin, drame moderne par excellence du match sportif dans « Double-Cœur » où toute la tension naissait du déroulement d'une rencontre de rugby longuement décrite (un peu comme la partie de tennis dans le film d'Hitchcock « L'inconnu du Nord-Express »), drame du sang enfin, drame de la vie et de la mort avec la corrida au centre des ouvrages de sa suite *espagnole*. Déjà dans « Le Soleil des morts » la préparation et le déroulement d'une corrida occupaient pratiquement toute la seconde partie du roman. Aujourd'hui encore, dans son nouveau roman « Les Défenseurs », la description de deux corridas fournit non seulement le tiers du volume mais surtout le moteur dramatique et la clé de l'action. Mais de personnages, point. Car comment s'intéresser à ce Jaime, chasseur d'hôtel et apprenti torero, devenu amoureux de la riche héritière, américaine et milliardaire, descendue à son hôtel ? Pas davantage qu'à ce Diego du « Soleil des morts », pédéraste et torero, converti subitement à la grâce de la fille d'un Grand d'Espagne qu'il a rencontrée quatre fois dans sa vie.

C'est précisément l'outrance dans le conventionnel de tous les personnages qui fournit la réponse. A la différence de tant de romanciers du moment, Saint-Paulien ne s'intéresse pas du tout à la psychologie. Ce n'est pas là son propos. Et il entend bien nous le signifier.

Ce qu'il veut nous rendre sensible est d'une toute autre nature : une tension pure, un « effort », et aussi cette essence de la corrida qui tient dans l'étroite marge entre la vie et la mort et dans la vue de cette vérité que seul est tout-à-fait vrai pour soi ce que l'on conquiert au risque de son sang. Nietzschéisme à la Drieu La Rochelle. Car par la corrida ses héros *payent*. C'est là le vrai ressort dramatique. Diego payait le prix du sang à cette aristocratie qui lui ferme ses portes. Jaime, des « Défenseurs », paye son entrée même dans la vie et le droit à ses rêves. Et cette fois Saint-Paulien, s'il ne décrit pas des personnages, anime un type. Type infiniment touchant que celui de ces « Défenseurs », gosses de seize à dix-huit ans, devenus toreros errants, apprenant leur métier de plazas en plazas, dans les petites villes autour de Madrid. Ce métier ils l'ont embrassé par goût de la gloire, par goût du risque aussi, peut-être par simple désir d'« en sortir », de s'ouvrir les marches de la société.

Dans cette loi du risque, il y a une belle aventure. Aventure conduite à travers cette Espagne que Saint-Paulien connaît si profondément. Mais y a aussi une morale qui sonne de manière bien fraîche dans le ciel d'aujourd'hui.

Bernard VORGE.

GALTIER-BOISSIÈRE : *Mémoires d'un Parisien*, tome I. — Ed. La Table Ronde.
« Maison Galtier-Boissière » « Anarchistes de père en fils. »

A en juger par ses livres, Galtier-Boissière a passé sa vie à se promener et à noter. Qu'il se balade dans l'Histoire ne lui fait pas

faire un pas plus vite que l'autre. Tant mieux pour nous. Il a tout vu, l'œil rigolard, le nez au vent, et toujours à l'affût d'un bœuf bourguignon : car il n'oublie pas plus le bon coup de fourchette que le mauvais. Rien n'est sans importance.

Il a connu Paris dès sa tendre enfance. C'est de famille : Paris. c'est son cousin. Mais la plus grosse partie du livre, après l'enfance et la jeunesse, est consacrée au service militaire et à la guerre 14-18. Le « service » ? Cet indépendant (qui, à l'école, a été un fort en thème et a l'originalité de ne le point céler) dit carrément que son amour de la liberté se conciliait très bien avec celui du boulot bien fait. Et bien sûr, nous voyons que la liberté n'est pas un illusoire rejet de toute contrainte, mais bien l'acceptation et l'utilisation au mieux de celles que la vie sociale nous impose. Mais les anarchistes intelligents sont si rares. — Galtier-Boissière a donc été un bon soldat et un bon caporal. Il prétend même que l'armée a de solides vertus, et qu'il a vu des obscurs et sans grade y être mieux que dans le civil. De quoi se faire mal voir au *Canard Enchaîné*, quoi...

Nombre d'écrivains qui ont parlé de la guerre de 14 — sans mentionner les bardes du « sang vermeil sur les blés d'or », que Galtier-Boissière tient en juste haine — laissent l'impression d'une bagarre préhistorique. Pas lui. Cette tuerie, partie dans une atmosphère de fête foraine, et qui devient très vite affreuse, ses souffrances, l'épuisement de tous, la peur, les massacres inutiles, l'imbécilité, la puanteur : le lecteur se trouve en plein dedans. C'était hier. Et les héroïques combats à l'arrière et aux dépôts... Et les personnages, les types (trop vraisemblables pour être faux). Les « joyeux », les tire au flanc, les malins (« parti caporal du front, Beausire arrive au dépôt avec les galons de sergent, car à la Légion il avait appris à coudre »), les taulards déterminés et les acrobates cyclistes : l'effectif est au complet.

Chez nous l'indépendance vraie et l'honnêteté intellectuelle ne courent pas les rues, Saluons les donc quand nous les rencontrons, alliées à un talent aussi solide que le tempérament.

A quand le tome II ?

G. PHILIPPE.

Louis PAUWELS et Jacques BERGIER : *Le Matin des Magiciens* (Gallimard).

Je ne crois pas inutile de préciser tout de suite que je suis grand amateur de littérature « fantastique » et de « science-fiction », que je tiens H.P. Lovecraft et Richard Matheson (entre autres) pour des écrivains passionnants, que m'a captivé la lecture des livres de Denis Saurat (*L'Atlantide et le règne des géants*, *La religion des géants*), de Charles Fort (*Le livre des damnés*), d'Aimé Michel (*Mystérieux objets célestes*), de Gustav Buscher (*Le Livre des merveilles*), etc., etc. Cela dit, je me sens plus à l'aise pour confesser le vif agacement que m'a procuré cette énorme et informe compilation dont beaucoup des éléments sont empruntés aux auteurs et aux ouvrages cités plus haut, mais où les mythes les plus farfelus et les inventions les plus délirantes des science-fictionnistes sont évoqués et commentés avec le même sérieux dogmatique que les théories d'Einstein, de Broglie

ou de Léonard Euler ; où l'on se réfère dans un même chapitre aux alchimistes, à René Guénon, à Norbert Wiener, à Jean Cocteau, à Gurdjieff et à Heisenberg ; où l'on apprend que le national-socialisme était en réalité (? ?) une forme de magie noire, Hitler une manière de « grand sorcier » et la S.S. une société secrète dont les statuts étaient plus ou moins l'œuvre de... lamas thibétains — et autres fariboles. On croirait à un canular, n'était l'imperturbable sérieux des auteurs — lequel, il est vrai, n'exclut pas l'hyopthèse d'une énorme mystification.

La lecture de ce livre est déconseillée aux jobards, mais on peut le recommander aux amateurs d'humour noir (volontaire ou non) et aux lecteurs habituels du magazine populaire *Fiction* — dont l'un des auteurs du *Matin des Magiciens* (le « savant » Jacques Bergier) est d'ailleurs un des principaux collaborateurs, ce qui le « situe » assez bien et montre le sérieux de cet ouvrage. Une « Introduction au réalisme fantastique ? » Disons plutôt un manuel de pataphysique appliquée...

C. E.

Gustav REGLER : *Le glaive et le fourreau* (Plon).

Autobiographie passionnante d'un homme qui a vécu toutes les expériences intellectuelles et humaines de notre temps. Allemand, étudiant à Heidelberg, combattant en 1914, socialiste puis communiste, commandant l'une des Brigades internationales en Espagne en 1936, interné, exilé, ami ou compagnon de personnages aussi divers que Stefan George et Malraux ou Arthur Kœstler et Pasternak, Gustav Regler reste un témoin objectif, passionné de l'homme, avide de culture. Cet humaniste lucide, conscient de l'échec du communisme, de l'étroitesse de certains nationalismes, est avant tout un homme de l'Occident, qui ne juge pas mais dit fraternellement son expérience.

W. P. R.

Pierre FONTAINE : *Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts.* — Ed. Les Sept Couleurs.

Encore un livre de Pierre Fontaine sur le pétrole, ses tenants et ses aboutissants (compliqués et enchevêtrés, ô combien !) au Moyen-Orient et dans le monde entier. Pierre Fontaine sait, sur le pétrole, tout et le reste. Le Moyen-Orient est la scène sur laquelle se déroule le « 3e acte de la guerre occulte du pétrole » : face aux capitalistes occidentaux, le capitalisme d'Etat soviétique, avec en plus le puissant moteur idéologique, et une technique de subversion éprouvée : enfin, dans le domaine du pétrole, une indépendance semble-t-il totale. Gare à nous au moment où le pétrole d'U.R.S.S. pourra submerger le monde libre à des prix plus que concurrentiels. En cas de rupture avec le Moyen-Orient, le repli occidental sur l'Afrique réussira-t-il, éventualité que les rouges ont parfaitement prévu, et qu'ils essaient de contrer depuis longtemps ?

Reconnaissons que P. Fontaine éclaire d'un jour révélateur la lutte féroce dont le Moyen-Orient est l'enjeu. Et si l'Occident perd, nous sommes entièrement d'accord avec l'auteur : ce ne sera pas tant grâce à la force rouge que grâce à notre stupidité.

G. PHILIPPE.

Philippe d'ESTAILLEUR-CHANTERAINE : « *L'Enfant de la Mer* ». — Ed. Les Sept Couleurs.

Une belle figure moyennâgeuse, cet Infant Henri, chrétien et savant, descendant des Capet de la branche cadette. (Son ancêtre le premier Comte de Portugal est un Bourgogne). Henri est convaincu de la nécessité pour son pays de prendre pied sur le continent africain, non seulement pour une nécessaire expansion économique, mais aussi pour une expansion chrétienne. Ceuta d'abord, puis Madère, le Rio de Ouro... La prestigieuse caravelle portera le Portugal encore plus loin. Le Sénégal, la Gambie semble-t-il, le Maroc Sud sont atteints. La mort même du grand inventeur d'espaces n'arrêtera pas le mouvement donné : le Golfe de Guinée, l'Angola. Diaz ira jusqu'à Santa-Cruz, ouvrant l'Océan Indien à l'Europe. Colomb va jusqu'aux Antilles, à la Dominique, la Jamaïque, la Guadeloupe, la Martinique, Vasco de Gama jusqu'aux Indes, Cabral au Brésil ; Almeida et Abbuquerque s'installent à Ormuz (Golfe Persique), à Ucalacea (Malaisie), à Goa : les Indes. Le Portugal songe à la Chine. Colomb lui-même, quand il ira jusqu'en Amérique, « voguera sur d'autres mers, dans le sillage d'Henri le Navigateur. » Ce colonisateur, aristocrate chrétien, pacifie et intègre avec un tel succès que l'Empire colonial portugais — l'enseignement n'a pas été perdu — est encore debout. — A méditer.

G. PHILIPPE.

Sisley HUDDLESTON : « *Elizabeth d'Angleterre. Le mystère d'une reine vierge* ». — Ed. Les Sept Couleurs.

Loin d'être convaincu de la virginité de la Reine Elizabeth Tudor, S. Huddleston parle assez de ses favoris pour que l'opposé soit plus vraisemblable. Il semble bien qu'elle ait eu la phobie du mariage, au moins dans ses jeunes années ; ce qu'elle a vu autour d'elle, à commencer par les expériences nuptiales de Henri VIII son père, suffit à expliquer cette phobie là. Elle n'a pas toujours refusé de se marier : dans le but de donner un héritier à la Couronne, et aussi dans le rêve d'unir l'Angleterre à la France, il semble bien que ses transactions avec Catherine de Médicis aient été sincères. L'on se souvient des projets de mariage d'abord avec le futur Henri III, puis avec son frère Alençon.

Elizabeth Ire n'est pas un personnage sympathique. Il est vrai qu'une naissance entachée d'illégitimité, une jeunesse vécue dans un maëlstrom d'intrigues, la prison, et à cotoyer la mort n'inclinent pas forcément à la douceur. Mais son règne est un grand règne : elle a cristallisé le nationalisme anglais. Elle précipite son peuple en un seul bloc victorieux : devant l'Espagne, de vont son Invincible Armada, plus de protestants ni de catholiques, mais un peuple au coude à coude. De sa victoire, l'Angleterre puise une force qui n'est pas encore tout à fait éteinte ; Elizabeth en sort quasi-déifiée. La fin de son règne, malgré une solitude et des drames personnels, est une apothéose : l'Angleterre s'épanouit, de grands noms de sa littérature se révèlent : Edmond Spenser, Christopher Marlowe, précurseur de Shaekespeare et Milton, Shaekespeare lui-même, déjà célèbre durant les dernières années du règne d'Elizabeth, Ben Jonson, Bacon.

C'est la naissance de la littérature anglaise moderne, en même temps que de la nation anglaise elle-même. Ce bilan donne droit à Elizabeth Tudor de n'être pas aimable particulièrement.

G. PHILIPPE.

Christine DE RIVOYRE : *La Tête en fleurs* (Plon).

Quelques critiques se sont extasiés, mais qu'on ne s'y trompe pas : l'amitié y est pour quelque chose, et le fait que Mme Christine de Rivoyre joue un rôle important dans un magazine à grand tirage, où plus d'un rêve de « placer » un article ou une nouvelle — ce qui incite naturellement à la bienveillance. Cela dit, ne soyons ni méchant ni injuste : cet aimable divertissement est bien troussé, sans prétention (j'imagine), d'une écriture alerte et vivante. C'est gentil, parfois drôle, un peu facile, un peu court : quelque chose d'intermédiaire entre le « pschitt-orange » et le champagne rosé ! On n'en demande pas (toujours) davantage.

C. E.

Sheridan LE FANU : *Carmilla* (Denoël).

Carmilla est un des chefs-d'œuvre de la littérature « fantastique ». Que M. Roger Vadim en ait tiré un méchant film (de plus), sous le titre obscur de *...Et mourir de plaisir*, n'y change heureusement rien. C'est une excellente idée d'avoir republié ces pages, révélées au lecteur français il y a un demi-siècle par Edmond Jaloux, dans une curieuse anthologie d'*Histoires de fantômes anglais*. C'est une moins bonne idée de les avoir fait suivre, pour « faire le poids », de trois autres nouvelles de Sheridan Le Fanu, extrêmement médiocres. Mais il faut lire *Carmilla*.

C. E.

Agathe GODARD : *Pousse avec ton pain* (Gallimard).

« Tout cela forme autant de tableaux rendus avec une justesse de regard et d'oreille qui révèle en Agathe Godard, l'écrivain authentique » assure la prière d'insérer. Malheureusement, cet « écrivain authentique »... écrit très mal. Il ne suffit pas de malmener la langue pour avoir le talent et l'humour de Raymond Queneau ou de Marcel Aymé, ni de faire parler à ses personnages un jargon de concierges pour faire « vivant ». Ces procédés cachent mal, chez Agathe Godard, une pauvreté d'expression, une vulgarité d'inspiration, un débraillé de l'esprit et de la forme assez consternants.

C. E.

Pierre FOUGEYROLLAS : *La philosophie en question* (Denoël).

Cet essai tend à démontrer que la philosophie en arrive aujourd'hui à ce point de son histoire où elle ne peut plus éviter de « comprendre sa signification ». Travail de philosophie, l'ouvrage propose

un examen attentif des causes de cette remise en question, qui a pour effet d'orienter la philosophie vers une « problématisation totale ». C'est ingénieux. Ce serait plus convaincant si l'abus de mots abstraits, de verbes substantivés — le dire, le philosopher — d'expressions obscures — surgissement originaire, rapport présentifié en termes de liberté — ne demandaient un certain courage pour venir à bout de cette tentative « d'élucidation ».

W. P. R.

Solange FASQUELLE : *Le Congrès d'Aix* (Julliard).

Agréable et anodin : on pense un peu à *Grand Hôtel* de Vicki Baum. Si Mme Solange Fasquelle n'a pas encore, dans ce genre mineur mais tout de même difficile du roman « à tiroirs », à intrigues et à personnages multiples, tout le savoir-faire de son illustre devancière, elle ne manque pas de roublardise. L'amitié amoureuse qui se noue entre un quadragénaire pédéraste et une gamine de quatorze ans, mélange de Zazie et de Lolita, donne à son livre ce piment légèrement scandaleux sans lequel il ne saurait y avoir en 1960, de succès de librairie. Mais c'est tout de même un peu... peu.

C.E.

Raymond HORRICKS : *Jazzmen d'aujourd'hui* (Buchet-Castel).

Seize portraits de musiciens de jazz par huit auteurs différents. L'évolution du jazz au cours de ces dernières années étant à l'origine d'une nouvelle querelle des « anciens » et des « modernes », précisons que les seconds seuls trouveront leur compte à la lecture de cet ouvrage. Mais les portraits de Thelonious Monk, Bud Powell, Milt Jackson ou John Lewis, notamment, ajouteront au plaisir que les amateurs prennent à écouter ces musiciens incontestablement originaux : le jazz étant par essence une langue vivante, inséparable de la personne de ses interprètes, il n'est pas sans intérêt de mieux connaître ceux-ci non seulement en tant qu'artistes, mais aussi en chair et en os, si l'on peut dire.

C.E.

Denys CHEVALIER : *Métaphysique du strip-tease* (J.-J. Pauvert).

Bien sûr, ce titre est un peu bien prétentieux, et l'essai de M. Denys Chevalier un peu bien inutilement sentencieux (l'honnête amateur de strip-tease sera peut-être flatté — ou inquiet — de s'entendre taxé de « scopophilie », sans se douter toujours que c'est une manière savante — et polie — de l'assimiler au banal « voyeur ») Mais Lo Duca, directeur de la « Bibliothèque d'érotologie » où paraît cet ouvrage, et qui s'est chargé du choix de son (abondante) illustration y a fait montre une fois de plus d'un sens aigü de ce qu'il faut bien appeler la *fascination érotique* — et qui n'a rien de commun avec la pornographie ou l'obscénité.

C.E.

LES ARTS

CHRONIQUE DU TEMPS PRESENT

Changement de cap

En ce début de saison, commencement de l'année artistique, soufflons un peu. L'actualité n'a encore rien de pressant : quelques expositions sur la rive droite et sur la rive gauche, mais pour essuyer les murs, les vedettes se réservant pour le fort du spectacle. On peut cependant noter quelques faits symptômatiques. Si les galeries parisiennes rouvrant leur porte ne nous ont encore rien offert de très significatif, la plupart cependant affichent déjà leur programme. Rien de fracassant en perspective et les tenants de l'Art informel paraissent quelque peu retenir leur souffle. Déjà lors de la saison dernière, un certain nombre de manifestations et de prises de position indiquaient un renversement possible, sinon prochain, de la tendance. En dépit des snobismes et des publicités concertées, on ne peut impunément jouer avec les paradoxes et tous les porte-à-faux atteignent leur point de rupture.

Dans mes articles sur « l'Informel », j'ai cité « in-extenso » la courageuse et clairvoyante préface de Pierre Loeb à l'Exposition Kallos. Le seul point sur lequel je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui, c'est quand il pense et écrit que le retour vers le monde du concret s'opérera par étapes et au prix « d'un long et périlleux effort », et cela dans l'esprit et les essais de création des meilleurs et des plus doués parmi les jeunes artistes de la génération montante. Personnellement je crois à une rupture brutale. Cette rupture sera préparée sans doute par une élaboration psychologique assez longue. Il faut plus de temps et de courage à un artiste pour surmonter certains préjugés que pour s'engager dans les voies, quelquefois fulgurantes, de la création. S'il y a des tâtonnements, ils seront plus dans l'esprit que dans la main. Est-il besoin de rappeler ici le propos de Léonard : « La peinture est chose mentale » ? Oui, dans ce qui la prépare. Hier, ce n'était qu'un murmure, mais comme dans la marche progressive de la « Calomnie », ce mur-

mure va devenir rumeur, cette rumeur se transformer en un vacarme étourdissant. Bien entendu, les plus courageux, comme toujours, voleront au secours de la victoire et les caméléons, qui sont légion au pays des arts, n'ont pas fini de nous offrir de brillantes métamorphoses. Mais, et j'ai déjà eu soin de le faire observer dans mon compte rendu tardif consacré au « Triomphe du Figuratif », pas de mauvaises raisons et encore moins de douteux exemples. C'est par le haut et non par le bas que l'art progresse, se rajeunit en s'éternisant. Place au talent original, à l'homme ayant quelque chose à dire et n'oublions pas que la Tradition, dans son rigoureux enchaînement ne se maintient qu'au prix d'une révolution permanente.

La querelle de l'Art sacré

J'en viens maintenant à un sujet dont l'actualité est elle aussi permanente. L'Art sacré et tous les efforts de doctrine ou de création qui tendent, là encore, à une rénovation par reprise de la tradition vivante, celle des grands artistes médiévaux et des admirables artistes « intérieurs », qui à travers les avatars successifs de l'art prétendu classique ou baroque surent toujours nous délivrer un pur et authentique message.

Sur ce plan, le XIXe siècle a été d'une atroce pauvreté, pour ne pas dire plus, et cela de quelque côté que l'on se tourne, aussi bien du côté des archaïsants que des prétendus novateurs, les seuls témoignages valables d'un art sacré furent ceux d'artistes n'ayant aucune préoccupation religieuse et dont les créations n'avaient aucune destination liturgique. Ils se sont appelés Gauguin, Van Gogh, mais ni Maurice Denis, ni même et surtout Georges Rouault. J'aurai l'occasion un jour de dire franchement tout ce que je pense de l'auteur du « Miserere », de ce faux peintre et faux bonhomme, qui ne fut jamais que l'élève honteux de Gustave Moreau, saccageant à gros traits de fusain ou de pinceau les « fesses » trop suggestives à son gré de ses déesses et de ses nymphes, qu'il transformait sous des camouflages grossiers en d'approximatifs « Daumier », mais qui ne sont et ne resteront que d'assez inapproximatifs chefs-d'œuvre.

Ils ne s'appellent surtout pas Le Corbusier. Cet ancien apprenti-horloger, esthète naturiste, grand écrivassier, grand manieur de paradoxes, enfonceur de portes béantes, cet architecte, peintre, sculpteur, poète, écrivain brouillé avec la syntaxe comme avec le calcul de résistance des matériaux, mais qui sut exploiter à fond un matériau d'une abondance inépuisable et d'une résistance à toute épreuve, la jobardise humaine, M. Le Corbusier, après les Cités radieuses et les inexprimables machines à habiter en forme de ruche ou de garde-manger, M. Le Corbusier s'est fait ermite ou plus exactement constructeur

d'églises et de couvents. J'ai déjà dit quelque part ce que je pensais de sa chapelle de Ronchamp, de style aérodynamique, j'en viens aujourd'hui à un morceau plus consistant que ce premier morceau de bravoure et qui a dû lui valoir de la part des R.P. de St-Dominique, qui portent haut le fanion des avant-gardes les plus dangereusement engagées sur les chemins de l'esthétique contemporaine, une pluie d'indulgences plénières qui, à défaut d'une renommée perdurable en ce monde, lui assurera une place certaine au paradis des artistes repentants.

Je sais bien qu'il faut toujours juger sur pièce, je ne suis pas allé à L'Arbresle, n'ai nulle envie d'y faire pélerinage. Une visite à Montmajour me comble et quand je voudrai faire retraite Saint-Wandrille ou le Bec-Hellouin accueilleront un pénitent sans réticence. Mais le fascicule 7 et 8 de Mars-Avril 1960, de l'excellente Revue **L'Art Sacré** m'offre un admirable choix de clichés qui ne me laissent rien ignorer des splendeurs intérieures et extérieures de Sainte-Marie de la Tourette et des joies que peuvent y goûter moines et moinillons dans le cadre austère et pacifiant de cet « amas de béton », qui tient à la fois du blokhaus, du silo à grain, du hangar à locomotives, de la centrale électrique, du poste d'aiguillage et il faut ajouter à ces divers et suggestifs aspects cet indéfinissable parfum de fumisterie, d'indigence plastique et architectonique, d'enfantillage prétentieux, qui caractérise toutes les prétendues créations d'un architecte novateur, qui n'est en fait que le pitoyable élève-amateur du grand Auguste Perret, le parangon primaire et totalement désavoué du génial Frank Lloyd Right. On verra par ces références que si je n'accorde aucun crédit aux lettres de change tirées sur la bêtise humaine par un Le Corbusier, ce n'est pas parce que je renie systématiquement les formes les plus avancées et les plus franches d'une architecture dite moderne. Non, simplement parce que, en matière d'architecture comme de peinture, je prétends m'en remettre à mes yeux et non à mes oreilles.

Cette revue ne comporte pas d'illustrations et c'est dommage, car mes lecteurs pourraient aussi juger « de visu ». A défaut de clichés, je vais, premiers éléments du sottisier que je leur ai promis, leur faire lire quelques lignes tirées d'un entretien de Le Corbusier avec les moines de Sainte-Marie de la Tourette, entretien soigneusement enregistré au magnétophone par les Révérends Pères et dans lequel en toute simplicité le grand et modeste architecte a livré à ses usagers les secrets de sa création.

Phrases liminaires de cet entretien, ma citation sera sans coupure :

« J'étais venu ici. J'ai pris mon carnet de dessin comme d'habitude. J'ai dessiné la route, j'ai dessiné les horizons, j'ai mis

l'orientation du soleil, j'ai « reniflé » la topographie. J'ai décidé la place où ce serait, car la place n'était pas fixée du tout. En choisissant la place je commettais l'acte criminel ou valable. Le premier geste à faire c'est le choix, la nature de l'emplacement et ensuite la nature de la composition qu'on fera dans ces conditions.

« Ici dans ce terrain qui était si mobile, si fluide, si fuyant, descendant, coulant, j'ai dit : je ne vais pas prendre l'assiette par terre puisqu'elle se dérobe ou alors cela coûterait les frais d'une forteresse romaine ou assyrienne. On n'a pas l'argent et ce n'est pas le moment de le faire. Prenons l'assiette en haut, à l'horizontale du bâtiment au sommet, laquelle composera avec l'horizon. Et à partir de cette horizontale au sommet on mesurera toute chose depuis là et on atteindra le sol au moment où on le touchera... ».

(C'est le duo de Jéhowah parlant au premier livre de la Genèse avec Monsieur de La Palice lui répondant en couplets).

« ...C'est de La Palice mais c'est comme ça. C'est ainsi que vous avez un bâtiment très précis dans le haut et qui, petit à petit, détermine son organisme en descente et touche le sol comme il peut. C'est une chose qui n'est pas dans l'idée de chacun. C'est un aspect original de ce couvent, très original.

« Le cloître. A ce moment donné le cloître était sur le toit, un magnifique cloître. C'était en face de tout ce spectacle naturel. Je pense que vous avez tous été sur le toit et vous avez vu combien c'est beau. C'est beau parce qu'on ne le voit pas. Vous savez, avec moi vous aurez des paradoxes tout le temps. C'est beau parce qu'on a barré la vue et qu'au moment où l'on veut voir on s'approche. On montera pour les curieux des buttes qui permettront d'élargir la vue de plus en plus. Mais les vues panoramiques ne valent pas cher en général. C'est vide, sans substance ».

Ici, fin de la citation. L'échantillon est suffisant et la phrase ultime admirable. Elle résume et caractérise toute l'œuvre du maître. Pour le reste pas de commentaire, le texte est d'une telle transparence qu'il ne nous masque rien, lui, de l'expressif visage de son auteur.

Tous les fascicules de l'Art Sacré, que je reçois et que je dépouille toujours avec la plus grande et la plus vive attention, ne sont pas tous heureusement de « ce même tonneau ». Il sera beaucoup pardonné à ceux que dévore le feu dont ils brûlent pour le service de la maison du Seigneur. Pas de péril à gauche, telle paraît être la devise des disciples de St-Dominique, dont le fondateur cependant fut plus ami des orthodoxies, ainsi qu'en témoigne sa croisade en Albigeois.

Il est bien regrettable que des motifs de santé ou d'autres, qui ne passent jamais le seuil du cloître, aient obligé le cher Père Régamey à abandonner la direction d'une Revue qu'il anima si longtemps de sa science et de son dévouement à la cause de l'Art et de la Foi étroitement associés dans une campagne qui a déjà porté d'heureux fruits. Tout respect dû à sa mémoire gardé, la judiciaire de son collaborateur et ami, dans cette tâche de direction et d'animation, le très regretté P. Couturier était moins sûre et les écarts du snobisme l'emportèrent trop souvent hors des justes limites, où il semble que ses successeurs n'aient que trop tendance à le suivre.

Mais s'ils ne sont pas eux-mêmes sans commettre quelques erreurs d'orientation, les R.P. ont du courage et les PROPOS SEVERES sur des vitraux des ateliers Max Ingrand, publiés dans le fascicule de Mai-Juin 1960 en témoignent.

C'est la première fois que dans une revue de large audience ecclésiastique on ose dénoncer le caractère scandaleux — sur le plan artistique j'entends — de certaines entreprises, dont on aura dit tout ce qu'il faut dire en les qualifiant d'industrielles. Max Ingrand, dont des hectares de verrières occupent les fenêtres de tant d'églises anciennes et modernes, est un remarquable chef d'entreprise, qui a su donner en quelques années un extraordinaire essor à un modeste atelier de vitraux et de verrerie d'art du Passage Tenaille à Paris. Ainsi qu'il a pris soin de le déclarer dans la réponse à une interview de l'hebdomadaire « Arts », faisant suite à un article prudent de mon excellent confrère et ami, Yvan Christ, relevant l'article d'Art Sacré, pour s'en tenir à une simple protestation contre l'intrusion des œuvres d'art moderne dans les édifices anciens, M. Max Ingrand est l'homme de tous les Concours et peut-on lui faire grief d'y réussir ?

Quand on connaît le niveau artistique de la plupart des prélats et des éminents ecclésiastiques qui président ou composent les commissions diocésaines d'Art sacré appelées à former le jury de ces Concours on comprend tout de suite où cela peut mener. Cela mène à une sorte de quasi-monopole exercé par les Ateliers d'Art Max Ingrand. Des vitraux de M. Max Ingrand que penser ? On ne peut pas dire que ce soit artistiquement mauvais, car il y a pire, c'est tout simplement inexistant. D'ailleurs M. Max Ingrand est sans parti-pris. Il s'exerce et sévit tout aussi bien dans le figuratif que dans le non-figuratif. Si demain le tâchisme envahit jusqu'aux fenêtres de nos églises, M. Max Ingrand fera des cartons de vitraux tâchistes. Je l'ai déjà dit : M. Max Ingrand est un remarquable chef d'entreprise, son dynamisme et son esprit d'initiative le rendent égal à toutes les tâches, capable de remporter loyalement tous les concours. Que n'a-t-il choisi de diriger une manufacture de fri-

gidaires ou d'appareils de télévision, sa réussite eut été tout aussi certaine et encore plus éclatante, car le marché des frigidaires et des téléviseurs est plus large que celui des vitraux d'art !

Quant à exclure systématiquement des édifices anciens l'œuvre des artistes modernes, ce n'est pas mon point de vue. J'estime qu'il est cent fois préférable d'introduire dans une église romane ou gothique une œuvre d'art franchement moderne et de qualité exemplaire, qu'un quelconque ou navrant pastiche d'art roman ou gothique comme se sont employés à le faire les collaborateurs ou disciples de Violet Le Duc. Les artistes du passé n'en usèrent jamais autrement, architectes, sculpteurs, verriers et peintres. L'archéologie est une fiction, l'art seul est une réalité.

Dixième Salon d'Art sacré, au Palais des Beaux-Arts de la Ville de Paris

La visite de ce dixième Salon d'Art Sacré, organisé par Joseph Pichard, qui en est le fondateur, confirme les vues exposées dans les notes précédentes relatives aux publications de la Revue dominicaine. Pour être objectif, il convient de féliciter les organisateurs de ce 10° Salon de la part faite à la section d'Architecture, en nous proposant, sur plan ou photo, projets et réalisations, qui marquent, à n'en pas douter, un heureux renouvellement d'esprit et de technique dans l'architecture religieuse contemporaine. L'ère des pastiches paraît enfin révolue et de jeunes architectes abordent les problèmes posés par les nécessités de la vie moderne et les convenances liturgiques, en mettant en œuvre sans tricherie les matériaux et les moyens qui sont ceux de notre époque.

La section d'Arts plastiques et Arts appliqués est moins heureuse. Elle encourt les mêmes reproches que les présentations des divers salons actuels, avec une tendance très nette à sacrifier aux impératifs dérisoires de « l'Informel ». A s'en tenir à ces extravagances « de bon goût » on verrait bientôt refleurir un style néo-St-Sulpice, aussi conventionnel, aussi navrant que celui qui a enrichi pendant près d'un siècle et demi tant de « pieux fabricants », qui « étaient » dans l'art sacré, comme d'autres « sont » dans les cuirs et peaux.

Tableaux de la collection Gulbenkian à la Fondation Calouste Gulbenkian

Cette exposition de chefs-d'œuvre, en transit à Paris, pourrait dans son compte rendu s'inscrire au chapitre des « occa-

sions manquées ». Occasions manquées par la faute, l'impéritie, l'étroitesse de vue de nos dirigeants responsables, de ceux auxquels notre Pays s'en remet pour le maintien et l'enrichissement de ses richesses artistiques. On sait que dans ce domaine, que ce soit celui de la création ou celui de la conservation, seules comptent les vertus et les initiatives individuelles. L'Etat n'est pas artiste, surtout lorsqu'il est démocratique, c'est-à-dire Monsieur Personne. Quand l'Etat s'appelait François Ier ou Louis XIV, c'était une tout autre histoire, mais lorsqu'il est la Première, la Troisième ou la Quatrième République — ne parlons pas de l'actuelle — et qu'il est représenté par le Comité de Salut Public ou par M. Armand Fallières, ses initiatives aboutissent à la mise à l'encan de notre Patrimoine monumental et artistique, à l'érection du Monument à Gambetta, dont une conjoncture heureuse et rarissime a permis de débarrasser la Cour du Louvre ou, triomphe ultime, et n'en déplaise à M. Jean Cocteau, à planter la Tour Eiffel, cette attraction incongrue, qui déshonore depuis soixante-dix ans la plus belle perspective de Paris.

Si nous avons des musées, nous les devons tous, en dehors des initiatives de nos anciens monarques, à des mécènes privés dont nos fonctionnaires aux Beaux-Arts s'emploient obstinément à décourager toutes les bonnes volontés. Un récent procès témoigne hautement de la manière dont ils en usent à l'égard des donateurs ou de leurs ayants-droit. C'est ainsi que tant de chefs-d'œuvre ont pris le chemin de l'émigration et sont allés enrichir et honorer le patrimoine d'autres pays, qui savent mieux exercer l'hospitalité à l'égard des œuvres d'art.

Il en est ainsi des chefs-d'œuvre de la Collection Calouste Gulbenkian, destinés au Palais de la Fondation du Parc de **Santa Gertruda, à Palhava** au Portugal, où ils rejoindront les merveilles qui ornaient les salons et les galeries de l'Hôtel Gulbenkian, avenue d'Iéna à Paris.

Que penser des 38 tableaux, anciens et modernes, proposés à notre brève admiration ? Qu'un certain nombre eussent figuré non seulement avec honneur mais auraient comblé certaines lacunes dans nos collections nationales, ne serait-ce que l'extraordinaire « Portrait d'Hélène Fourment » — plus probablement Suzanne Fourment, belle-sœur du peintre — par Rubens, le « Vieil homme assis » de Rembrandt, le grand « Portrait d'homme » de Van Dyck et le prestigieux tableau de Boucher « Les Grâces et l'Amour », dans un admirable cadre d'époque, tableau qui a pour lui toutes les qualités qu'on aime trouver dans un chef-d'œuvre, outre l'indiscutable authenticité, la qualité picturale et un état technique parfait.

Je suis moins étonné et moins séduit par les Lépicié, les Nattier et les La Tour, bien que le portrait au pastel de « Duval de l'Epinoy » soit une bien belle chose. Quant aux trois Corot, un seul, le petit « Venise » de 1834 est un pur joyau.

Des deux Manet, « l'Enfant aux bulles de savon » est sans doute le plus beau mais n'ajouterait pas grand'chose à ceux que possède déjà notre Musée de l'Impressionisme. Je ne dis rien des deux Claude Monet. Le « Portrait de Madame Monet » par Renoir est exquis mais ce n'est pas non plus une œuvre majeure. Passons sur les primitifs allemands et italiens. Les Guardi sont exquis mais n'empêcheraient pas un grand amateur de dormir.

C'est bien, mais je pense qu'avec les royalties de Monsieur 5 % j'aurais certainement fait mieux. Oui, mais pour cela il ne faut pas seulement acheter des **pedigree,** fussent-ils prestigieux, mais des tableaux, fussent-ils des tableaux ignorés des catalographes mais d'une irradiante beauté. Coucher avec une jolie femme, lorsqu'elle a une réputation de beauté professionnelle; c'est bien, mais généralement très coûteux et quelquefois décevant, cueillir une fleur magnifique ignorée c'est plus grisant et c'est aussi plus glorieux.

F.-H. LEM.

— —

LES SPECTACLES

« JULES CESAR »
ou *La révolution difficile*

DANS le programme de ce « Jules César » qu'il monte au Théâtre de France, Jean-Louis Barrault cite cette étonnante parole de Valéry : « il existe dans le monde deux calamités qui, d'une façon permanente, menacent l'équilibre de la vie : l'ordre et le désordre. » Etrange couple en vérité qui apparie les opposés, couple kaléïdoscopique en un équilibre si instable qu'il suffit du moindre mouvement pour changer chacun de ces deux éléments en son contraire.

Ce thème, qui se trouve au centre de la pièce de Shakespeare, suffirait à nous la rendre passionnante. La Fontaine nous a montré comment ses Dames Grenouilles, en protestant contre les inconvénients du désordre, se sont précipitées dans les calamités de la tyrannie stupide. Shakespeare, lui, dans un autre registre, illustre l'erreur de quelques humains qui, pour n'avoir pu supporter la contrainte de l'autorité, ont provoqué le pire désordre, père à son tour d'un système beaucoup plus implacable, et plus durable. Brutus a trop cru aux bons sentiments ; Cassius est plus fin, plus nerveux, plus personnel, il n'est pas sans envie peut-être. « Quand a-t-on vu à Rome, et depuis le déluge une époque qui n'eût de glorieux qu'un seul homme,

et qui eût dit jadis, parlant de Rome : Un seul homme est enclos dans ces vastes murs ? ». Cet *honneur* cornélien a quelque beauté.

Ils tuent donc César dans son corps. Mais il se trouve que César n'est pas mort. Il préside de son au-delà aux affrontements de la guerre civile dont le résultat le plus clair sera le couronnement d'Octave, sous ce nom de « César » qui ne périra plus.

Tout ceci enseigne d'abord une grande vérité : que les complots sont difficiles. A cet égard on entre même dans les détails. Demandera-t-on à Cicéron de participer à l'action ? « L'argent de ses cheveux, suggère Métellus. achètera pour nous beaucoup d'estime et toute une opinion pour nous célébrer. On dira que son jugement guida nos mains ». Mais Brutus objecte avec juste raison sans doute : « Ne lui révélons rien, car jamais il n'acceptera de s'engager dans une action commencée par d'autres. »

Malgré ces conseils, les complots demeurent difficiles et plus d'un peuvent provoquer des résultats infiniment éloignés de ceux qu'ils escomptaient. Ce n'est pas pour notre époque une vérité bien difficile à entendre, ce n'est pas une grande découverte.

Comment sortir donc de ce gluant dilemne : ordre ou désordre ? Certains philosophes qui se sont penchés sur ce problème ont répondu : il n'y a pas de pire désordre que l'ordre pour l'ordre, cela s'appelle la tyrannie. D'autres sages, plus attentifs aux aspects pratiques du problème, ont ajouté : on ne détruit vraiment que ce que l'on remplace.

Ce sont de bonnes leçons que la tragédie de Shakespeare éclaire de belle manière. Tragédie d'une société en désarroi que ni l'ordre ni le désordre ne changera beaucoup. Comme pour mieux nous en avertir passent sans cesse devins, présages, spectres obscurs. A qui est troublé tout est *intersigne*, l'orage, le vol des oiseaux,

une figure dans un nuage, le hasard même ou le rêve. Tragédie aussi des amitiés qui meurent. Brutus était l'ami de César, Brutus est l'ami de Cassius. Mais César mort, plus rien ne rapproche Brutus de Cassius. Ils étaient liés *contre*. ils ne sont pas unis pour. A la pièce cela donne son frémissement qui parcourt l'horizon comme un glas.

∴

Et de ces éléments, Jean-Louis Barrault a fait le spectacle le plus froid, le plus conventionnel, le plus constamment cérémonieux, d'un solennel complètement privé des nuances de la vie.

Tout pourtant n'est pas que désespoir dans cette tragédie, Octave montre sans doute sa légitimité en réconcilant tous les Romains — même ses adversaires. Et l'on rêve à celui qui, en César, n'aurait pas combattu l'Ordre, mais le délire de César, et s'estimerait comblé en servant l'autorité d'Octave. Lui a triomphé.

Bernard VORGE.

Imprimerie Maurice MIDOL. — Montargis (Loiret)
N° d'Impression : 694. Dépôt légal : 4e trimestre 1960.
Le gérant : Jacques POILLOT.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

[illegible]

[illegible] ROLLOT

Pour l'honneur de l'Amérique française

[illegible] Paul GERAUT et Michel [illegible]

[illegible] sur l'Amérique, la France, l'Occident

[illegible] Gaston BARRÈS

[illegible] française [illegible] Indiens de Tours

[illegible] Maurice BARRÈS

Barrès [illegible]

[illegible] Paul BOURGET

[illegible] prosélytisme intellectuel

[illegible] Paul ROMAIN

[illegible] Paul Claudel et l'Amérique

[illegible] Henry CHAMPLY

[illegible] Pierre de LANZAC DE LABORIE

[illegible] Suisse

[illegible] Carnet [illegible]

Claude [illegible] Saint-Paul [illegible]

[illegible]

[illegible] DÉCEMBRE 1940 [illegible]

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Jacques POILLOT
Pour l'honneur de l'Armée française

Paul SERANT et Michel DEON
Dialogue sur l'Algérie, la France et l'Occident

Pierre de VILLEMAREST
L'Algérie française contre un nouveau traité de Troyes

Maurice BARDECHE
Bavardages auprès des faisceaux

Robert POULET
D'une prostitution intellectuelle

Willy-Paul ROMAIN
Paul Valéry et l'indifférence

Henry COSTON
Les partis nationaux de l'entre-deux guerres

Pierre HOFSTETTER
Quel jeu joue la Suisse ?

Chroniques, par
Claude ELSEN, Willy-Paul ROMAIN
Georges PHILIPPE, F. H. LEM et Bernard VORGE

9e série N° 9 NOVEMBRE 1960 1,90 NF

Vient de paraître

POL VANDROMME

LA DROITE buissonnière

Alfred FABRE LUCE
Pierre BOUTANG
Maurice BARDÈCHE
Paul SÉRANT
Louis PAUWELS
Marcel AYMÉ
Jacques PERRET
Roger NIMIER
Antoine BLONDIN
Jacques LAURENT
Kléber HAEDENS
Michel DEON
Félicien MARCEAU
Roger VAILLAND

Une série d'études critiques

Un volume in-12, 225 pages 7,50

LES SEPT COULEURS : 58, rue Mazarine, Paris - 6e
C.C.P. 2182-19 Paris

PARTIS, JOURNAUX
et Hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui

par Henry COSTON et l'équipe rédactionnelle de "LECTURES FRANÇAISES"

Ce gros volume contient des études sur :

les **partis sous la IIIe République,**
la **presse d'opinion de jadis et de naguère,**
le **mouvement monarchiste en France.**
Bonapartistes et plébiscitaires,
des **Croix de feu** à la **Réconciliation Française,**
le **Pétainisme sous les IVe et Ve Républiques,**
le **Mouvement Poujade,**
le **rôle des communautés religieuses et des sociétés philosophiques dans la politique,**
les **paysans et la politique,**
les **partis marxistes et de gauche,**
les **groupes de droite et d'extrême-droite** d'hier et d'aujourd'hui,
les **partis et la résistance sous l'occupation,**
le **fascisme en France,**
l'**opposition nationale sous la IVe et la Ve République, etc...**
les **Démocrates-Chrétiens,**
des **planistes du 9 juillet** à ceux **de Patrie et Progrès.**

Un index des noms cités permet au lecteur de retrouver aisément la personnalité politique qu'il recherche et de reconstituer sa carrière dans les divers partis qu'il peut avoir traversé. Cette documentation exceptionnelle sera précieuse à tous.

Un volume de 550 pages : 18 NF.

Demander le livre à votre libraire ou demander la notice à

LECTURES FRANÇAISES

58, Rue Mazarine, PARIS-6^e

VIENT DE PARAITRE :

Pierre FONTAINE

LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT ET LES TRUSTS

Si Moscou élimine progressivement l'influence anglo-saxonne dans les pays pétroliers du Moyen-Orient, un effondrement économique et financier peut bouleverser le système capitaliste : l'opération est en cours.

Une extraordinaire documentation. Un ouvrage unique par l'un des plus célèbres spécialistes des affaires pétrolières.

Un volume in-8°, 256 pages, 7 cartes 9,00

Sisley HUDDLESTON

ELISABETH D'ANGLETERRE

Le mystère d'une reine vierge

Un magnifique ouvrage d'histoire sur l'une des plus curieuses énigmes de l'histoire

LES SEPT COULEURS :
« Nouvelle bibliothèque historique » n° 1

Un fort volume in-8° carré de 246 pages, couverture illustrée 13,50

LES SEPT COULEURS

58, rue Mazarine, Paris (6e) - C.C.P. 218219 Paris.

1763

:

T

o-
n
er

ie
o-

00

ure
50